

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste



LES BRETONS

M 1440 - 94 - 25,00 F - RD
3791440025001 00940

LE CRAPOUILLOT

NOUVELLE SÉRIE

POUR RECEVOIR
RÉGULIÈREMENT TOUS LES
DEUX MOIS LES
PROCHAINS NUMÉROS

**ABONNEZ-
VOUS,
OFFREZ UN
ABONNEMENT**

FRANCE MÉTROPOLITAINE

6 NUMÉROS : 110 F

12 NUMÉROS : 195 F

ÉTRANGER Taxes
aériennes en sus

6 NUMÉROS : 130 F

12 NUMÉROS : 230 F

POUR VOUS ABONNER, IL VOUS SUFFIT DE RETOURNER
LE BULLETIN AVEC VOTRE RÈGLEMENT A :

**LE CRAPOUILLOT
SERVICE ABONNEMENTS
34, RUE JEAN-JAURES
92800 PUTEAUX**

LE CRAPOUILLOT

Jean Galtier-Boissière († 1966) - Jean-François Devay († 1971)

Revue de bibliothèque non conformiste

Nouvelle série n° 94

Juin 1987

Direction - Rédaction
Administration - Publicité :
34, rue Jean-Jaurès, 92800 Puteaux. Tél. : 49-00-02-02

DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
Yannick BOURDOISEAU
RÉALISATION
Pierre GATINIOL

Ventes : Philippe THOREAU

Abonnements
6 numéros : FRANCE 110 F
ETRANGER 130 F (taxes aériennes en sus)
C.C.P. : SEPA 25-391-74 C, Paris
(Pour changer d'adresse, joindre 4 F)

Composition : SEPA.
Imprimé en France par ROTO-FRANCE-IMPRESSION
Couverture imprimée par COLOR-PRINT

Société d'Éditions Parisiennes Associées
Directeur de la publication :
Jean-Claude GOUDEAU
Principaux associés :
SEPEM - SED - Rémi DEVAY
R.C. Seine 63 B 5039
Société anonyme. Capital 250 000 F.
Durée 99 ans à compter du 2 avril 1962
Commission paritaire octobre 1978 n° 61.147
Dépôt légal : 2^e trimestre 1987

© Tous droits réservés. Copyright International

ECRIRE EN MAJUSCULES S.V.P.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

JE DÉSIRE M'ABONNER
POUR

6 NUMÉROS ☐ F

12 NUMÉROS ☐ F

CI-JOINT MON
RÈGLEMENT PAR

CHÈQUE BANCAIRE..... ☐

CCP..... ☐

MANDAT-LETTRE..... ☐

DATE

CCP N° 25391 74 C PARIS

LES BRETONS



La sortie de l'église à Tréguennec (gravure du XIX^e).

● Histoire secrète (et controversée) des Bretons, par Yann Brekilien	p. 6
● Nous sommes aussi mauvais que les autres, par Henri Pollès.....	p. 12
● Mesdames de la flibuste, par Armel de Wismes	p. 15
● Le dolmen littéraire, par Henri Pollès	p. 20
● Meurs en paix, langue bretonne, par Goulven Pennaodh.....	p. 27
● Les Bretons dans la guerre, par Hervé Le Boterf.....	p. 29
● La mort tragique de l'abbé Perrot, par Hervé Le Boterf	p. 37
● 1870 : une armée bretonne pourrit sur pied, par Léon Bloy	p. 40
● Le Breton donne les « ploucs » à la France, par Goulven Pennaod	p. 43
● Ils sont fous ces Bretons, par Hervé Le Boterf	p. 44
● La saga des « Breiz Atao », par Goulven Pennaod.....	p. 51
● A l'ombre de la tour Montparnasse, par Armel Calvé	p. 60
● Les Bretons qui gagnent, par Jean Le Goffic.....	p. 65
● Du bel Aristide au Briand Nobel, par Romi	p. 68
● Là où le soleil passe..., par Marialys Bertault	p. 73
● Des Montagnes Noires aux montagnes Rocheuses	p. 76
● Un « Monsieur » contre mauvaise tête, par Christian Grisey	p. 78

AVANT-PROPOS



« Les blondes sont assez rares parmi les Bretonnes. »
(Honoré de Balzac)

« L'hospitalité des montagnards bretons est renommée. »
(Emile Souvestre)

CERTAINS ont leurs petites et leurs grandes entrées dans l'administration.

D'autres peuvent revendiquer deux ou trois présidents de la République.

D'autres encore monopolisent la limonade, se partagent la quincaillerie en gros ou le Barreau.

Les Bretons, eux, semblent exclus des filières, inaptes aux combines, incapables de faire jouer la solidarité régionale qui est, comme chacun sait, le contrepoids naturel à l'oppression jacobine.

C'est tout juste s'ils s'imposent chez les inscrits maritimes. Et le piston n'y est pour rien.

*
**

Y aurait-il, dans tout Breton, une Bécassine qui sommeille ? La détestation dont fait l'objet, à l'ouest du Couesnon, la petite servante gentille et sotte est trop vive pour ne pas dissimuler une profonde vérité (c'est comme ça qu'on se fait des amis) — le Docteur Freud dirait : un gros complexe. Et certes, rien n'est plus étranger à la mentalité bretonne que la combine, la répugnante combine parigote, fierté des marchands de lacets.

La preuve : alors que nous avons reconstitué sans peine les lobbies corses et auvergnats (1), il nous a été impossible d'établir la nomenclature des Bretons qui, à Paris ou ailleurs, tirent les ficelles (pardon : les « bouts »). On peut en déduire soit que la mafia des chapeaux ronds fait régner sur ce pays une terrifiante loi du silence, soit que cette mafia n'existe pas. Le Breton s'agglutinant volontiers pour manger de la saucisse ou jouer du biniou, il faut bien accepter la seconde hypothèse.

Les Bretons sont solidaires. Rarement complices.

*
**

Pour un notaire lillois, un garagiste auvergnat ou un professeur de versification latine à l'université d'Aix, un Breton est : 1) un homme têtu, 2) à la démarche chaloupée, 3) qui fume sa pipe devant une petite maison de pierre grise, 4) et croit que les marées sont dues à l'influence de la lune.

Ce qui n'est pas faux.

Il ajoutera, en l'absence de l'intéressé, que le Breton est désorganisé, anarchique, qu'il n'a aucune notion du temps et que cette âme rêveuse qu'il s'attribue volontiers est moins le résultat de son hérédité celtique que de la consommation de vin frelaté. Enfin, dans le secret des officines de désinformation anti-bretonnes, il affirmera que le Breton entre à reculons dans le monde moderne, qu'il est à la botte des curés (jadis chouans, aujourd'hui PSU) et que ses cochons ne sont lavés qu'une fois l'an, la veille d'être lâchés dans la cour d'une sous-préfecture.

Ce CRAPOUILLOT fait évidemment litière de pareilles accusations, auxquelles il faut ajouter l'abominable rumeur colportée par les services de la météo, selon lesquels il pleut en Bretagne.

Comme s'il ne pleuvait pas ailleurs, et même autant !

Non : une nation qui a inventé la pomme de terre, découvert l'Amérique, donné Napoléon (2), Fulgence Bienvenüe et Jacques Chazot à la France, ne peut pas être totalement mauvaise.

*
**

La vérité, c'est que le Breton est trop fier pour répondre à d'aussi basses calomnies. Ou alors en breton, langue à usage interne, d'ailleurs pleine de pittoresque et de déclinaisons, qui sonne à l'oreille comme un patois bas-allemand. Le CRAPOUILLOT en parle beaucoup de cette belle langue ressuscitée et pourtant mal aimée. Elle n'a plus aujourd'hui le vent (d'ouest) en poupe. Sa dignité lui a été rendue par des intellectuels, mais elle meurt de n'être plus aimée des « ploucs ».

D'ailleurs, on peut être Breton sans être bretonnant.

On peut même être Breton d'élection, Breton d'honneur en somme. Ils sont nombreux, nos compatriotes à être conquis par ce pays si gris, si vert et si divers, et la grande hospitalité de ses habitants rien moins que riches pour la plupart, à qui le petit Bon Dieu des calvaires a donné, pour les consoler de leur pauvreté, des paysages à couper le souffle et le meilleur beurre du monde.

Le CRAPOUILLOT s'adresse à eux, et plus encore, sans doute, aux malheureux qu'un sort funeste a fait naître dans « ces pays imbéciles où jamais il ne pleut », comme disait le Sétouais Brassens.

Il s'adresse aussi aux Bretons de Paris, de Québec et de Ouagadougou, enfants éparpillés d'une nation vagabonde par nécessité, dont les rêveries, aussi lointaines soient-elles, sont pourtant toujours faites du même mélange de granit et de ciel.

Yannick BOURDOISEAU

(1) « Crapouillot » n° 64 et n° 88.

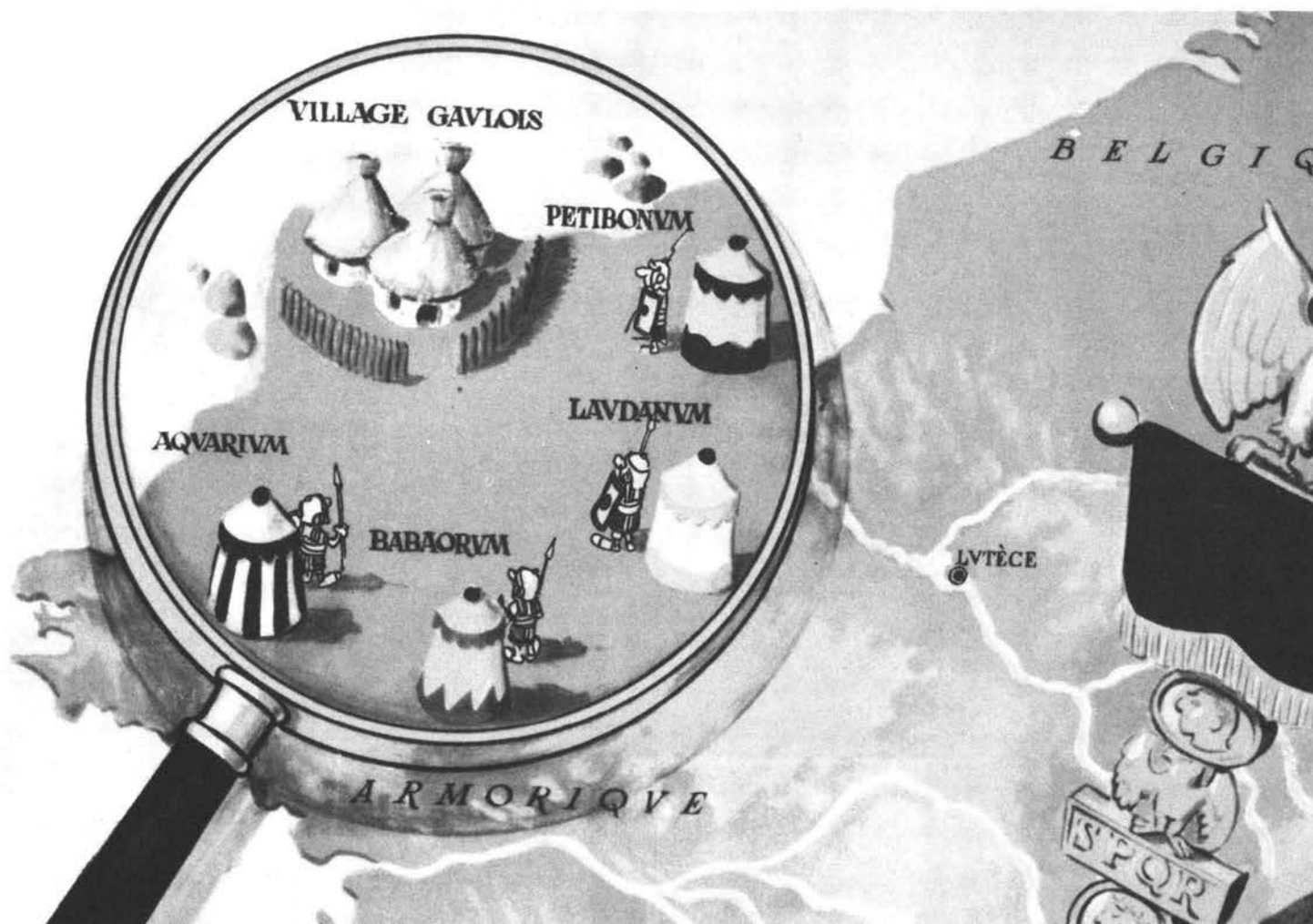
(2) Et nous le prouverons !



« Distraction
du dimanche
en Bretagne »
(carte postale,
vers 1890).

HISTOIRE SECRÈTE (ET CONTROVERSÉE) DES BRETONS

par Yann BREKILIEN



Le village d'Astérix : une histoire imaginaire mais plus que vraie. (Dessin d'Uderzo. Dargaud édit.)

POUR le touriste, la Bretagne c'est de la pluie, des plages et des menhirs. Ne parlons pas de la pluie, c'est une première légende. Il pleut moins à Quimper que dans l'arrière-pays niçois et le petit crachin breton n'est pas si désagréable que cela. Les plages ? D'accord, elles sont parmi les plus belles du monde. Mais les menhirs et les dolmens, c'est une autre histoire. Le touriste moyen, déconcerté, manque rarement d'évoquer, à leur sujet, de mystérieux rites druidiques...

Ce sont les « antiquaires » de l'époque romantique qui ont baptisé pierres druidiques les monuments mégalithiques dont ils ignoraient qu'ils étaient déjà en place 4 000 ans avant que le druidisme ne commençât à se répandre en Europe. On ne sait

rien du peuple qui a érigé les fameux alignements de Carnac, le cromlec'h d'Er Lanig, le galgal de Gavr'Inis, la Table des Marchands. Sans doute s'agissait-il de celui que les Anciens appelaient « les Atlantes ». En tout cas, ce qui est certain, c'est qu'il ne s'agissait pas de Celtes et que l'image des druides dressant des dolmens pour s'en servir comme tables de sacrifice est de l'affabulation.

A cette légende pseudo-scientifique s'opposent des légendes populaires qui la valent bien. Tous les Bretons savent que les alignements de Carnac sont une armée romaine pétrifiée par saint Cornély. Chassé de Rome par les païens, le saint pape Cornély s'enfuit vers l'Ouest, avec ses bagages entassés sur un

chariot tiré par des bœufs. Des légions furent envoyées à sa poursuite et le rattrapèrent au moment où il allait atteindre le rivage de Carnac. Il leur fit face, prononça une imprécation et les soldats, rangés en ordre de bataille furent, sur-le-champ, transformés en pierre. De même, près de Brasparts, un alignement d'une vingtaine de menhirs est-il, si l'on en croit la tradition, une noce pétrifiée pour ne pas s'être effacée devant un prêtre portant l'hostie. A Langon, les menhirs baptisés « les Demoiselles » passent pour être des jeunes filles punies parce qu'au lieu d'assister à la messe, elles avaient, un dimanche, été danser sur la lande.

Quand ils ne sont pas des personnages métamorphosés en pierre, les mégalithes sont des cailloux lancés, pour une raison ou pour une autre, par le géant Gargantua. Quant aux dolmens, ce sont les demeures des fées et des korrigans — ces nains qui peuvent être bienfaisants, mais qui peuvent aussi vous faire endurer les pires misères si vous êtes cupide ou si vous leur manquez de respect. Les dolmens, en réalité, sont liés au culte des morts. De tout temps, les habitants de la Bretagne ont vécu dans la familiarité de la mort. L'historien Procope, au VI^e siècle, écrivait que les pêcheurs des côtes d'Armorique sont souvent réveillés, la nuit, par des coups heurtés à leur porte et appelés à conduire une cargaison invisible d'âmes jusqu'à une île lointaine. Leur barque, qui semble vide, est si chargée que l'eau affleure le plat-bord. Ils abordent, sans savoir comment, à de mystérieux rivages où, soudain, l'embarcation s'allège de tout ce poids et ils peuvent alors revenir chez eux, couvrant en un temps infime une distance qui aurait dû leur demander des semaines de navigation. Cette croyance, déjà millénaire au temps de Procope, a survécu jusqu'au seuil de notre époque.

On dit que les cadavres des druides défunts étaient embarqués sur des bateaux dans la baie des Trépassés, pour être enterrés dans l'île de Sein. En tout cas, Pomponius Mela, qui écrivait au I^{er} siècle, rapporte que dans cette île vivaient neuf prêtresses, les Sènes, ayant fait vœu de virginité, qui avaient le pouvoir de déchaîner la tempête, de guérir les maladies incurables, de révéler l'avenir et de se métamorphoser en animaux.

Mais ceci se situe déjà à l'époque celtique.

Les Parisii, peuplade bretonne

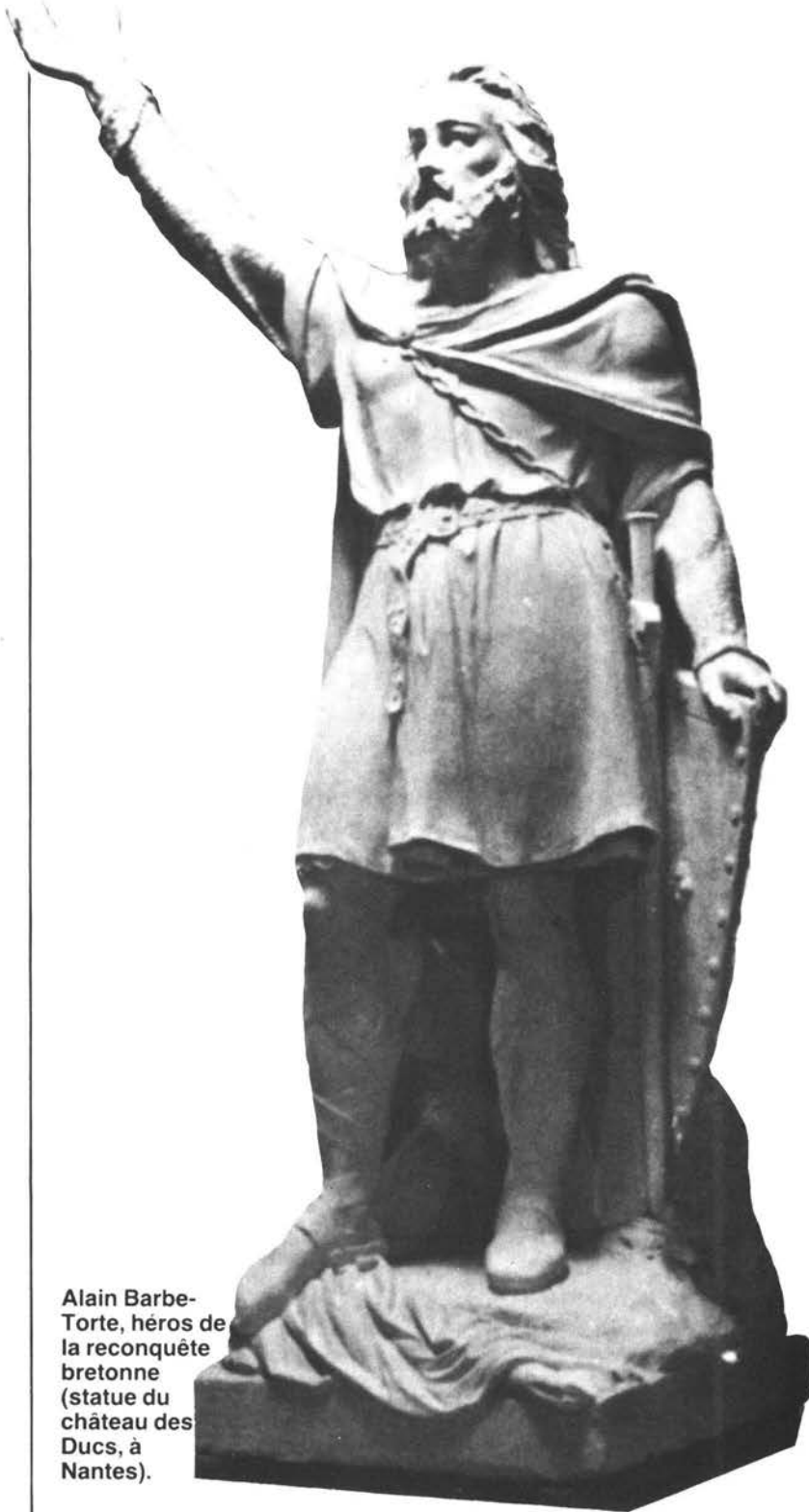
C'est au IV^e siècle avant notre ère que les habitants de la péninsule, alors appelée Œstrymnie, vivant encore à l'Age du bronze, virent déferler sur leurs campagnes des cavaliers venus de l'Est qui leur apportaient le fer... bien souvent en le leur plantant dans le corps. Les nouveaux arrivants, appelés Celtes ou Gaulois, imposèrent partout leur autorité.

La classe dirigeante avait changé, mais la population restait la même. Elle se laissa celtiser, adoptant peu à peu la langue, les coutumes, les mœurs, la religion des vainqueurs, auréolées qu'elles étaient du prestige du progrès. Le pays prit le nom d'Armorique, c'est-à-dire « Pays de la Mer ».

Il est curieux de constater que la péninsule armoricaine, la dernière terre du continent qui soit restée celtique, a été l'une des dernières à l'être devenue.

La langue et la civilisation celtiques couvraient les deux tiers de l'Europe, englobant les îles britanniques et s'étendant jusqu'aux bouches du Danube. L'expansion s'était faite par vagues. Il y avait eu la vague des Gaëls, celle des Pictons, celle des Belges, celle des Boïens. Il y eut celle des Bretons, qui s'établirent dans la vallée du Rhin, en Angleterre, en Irlande, dans le Berry, dans le bassin parisien. Eh oui ! Les Parisii étaient une peuplade bretonne.

Les deux rives de la Manche se trouvaient ainsi occupées par un seul et même peuple. Les Bretons d'Angleterre et du pays de Galles et les Armoricaïns parlaient la même langue et la mer,



Alain Barbe-Torte, héros de la reconquête bretonne (statue du château des Ducs, à Nantes).

loin de les séparer, les unissait. Ils la sillonnaient sur leurs bateaux, échangeaient leurs produits, développaient en commun leur culture littéraire et religieuse, se réfugiaient les uns chez les autres en cas de péril. Ainsi beaucoup de Vénètes, après leur défaite par César, s'enfuirent-ils au pays de Galles où ils fondèrent le Gwynedd. Six siècles plus tard, des Bretons insulaires fuyant devant les Angles et les Saxons cherchèrent asile en Armorique.

Entre-temps, Gaule et (Grande) Bretagne avaient subi l'invasion romaine. Elles avaient résisté farouchement, mais que pouvaient-elles contre l'effroyable machine de guerre de Rome ?

L'Armorique fut peu romanisée, n'eut guère d'écoles latines, de théâtres ni de cirques. Son statut était celui de colonie « stipendiaire », c'est-à-dire que l'occupant l'exploitait à outrance, pour son seul profit. Elle fut ruinée, réduite à la misère et ses campagnes se dépeuplèrent. La fameuse « paix romaine » dont on nous a tant rebattu les oreilles n'est qu'un mythe. La domination impériale n'apporta aux populations d'Armorique que le désastre économique et la régression culturelle, mais non la paix. Les révoltes, fréquentes, étaient noyées dans le sang. Du III^e au V^e siècle, tout le pays au nord de la Loire fut déchiré par les combats entre des troupes de maquisards, les Bagaudes, et les forces d'occupation.

Comme chacun sait, en 383, le chef de l'armée de Bretagne, Maxime, se fit proclamer empereur et passa sur le continent où il battit le tenant du titre, Gratien. Une vieille tradition bretonne veut qu'il ait été accompagné dans son expédition par un prince breton du nom de Conan Mériadec. Après que Maxime eut été défait par l'armée de Huns et de Goths envoyée contre lui par Théodose (388), Conan Mériadec se serait installé en Armorique avec ses Bretons et s'en serait proclamé roi. Les Rohan tenaient fort à cette tradition et payaient des historiens pour en soutenir la véracité, car ils prétendaient descendre de Conan Mériadec et justifiaient ainsi leurs visées sur le trône de Bretagne. Mais la contestation se fit jour au siècle dernier et les historiens décrétèrent, unanimes, qu'il s'agissait d'une légende et que Conan Mériadec n'avait jamais existé. Comme il est d'usage, la vérité d'hier est devenue erreur aujourd'hui. Les historiens sérieux admettent maintenant qu'un des compagnons de Maxime pouvait fort bien s'appeler Conan Mériadec et qu'il ait pu s'installer en Armorique avec ses soldats. Mais ils tiennent pour invraisemblable qu'il ait pu y prendre le titre de roi.

Les Bretons émigrent... en Bretagne

Le dépeuplement de l'Armorique avait obligé l'administration impériale à y faire venir des Bretons d'outre-Manche pour renforcer la défense des côtes et incité d'autres Bretons à venir y chercher des terres en friche à remettre en culture. Ces immigrants prirent part aux soulèvements des Bagaudes et aidèrent les Armoricaains à chasser les fonctionnaires romains et à se donner des chefs de leur sang. Mais les migrations prirent une tout autre ampleur quand les invasions des Angles et des Saxons obligèrent des milliers de Bretons à fuir leur île. Il était naturel que la plupart cherchassent refuge en Armorique, pays semblable au leur, peuplé de gens de leur race, parlant la même langue qu'eux. Ils y furent bientôt si nombreux que l'Armorique perdit son nom et fut désormais appelée Bretagne.

Les Bretons arrivaient en groupes organisés et, là où ils s'établissaient, fondaient une paroisse, un « plou » (d'où le nombre considérable de localités dont le nom commence par Plou, Plo, Pleu, Plé ou Pla). Car, à la différence des Armoricaains, ils étaient chrétiens et leur premier souci fut de

christianiser le pays. Ils firent venir de chez eux des quantités de prêtres et de moines pour évangéliser les habitants. La légende dorée nous montre ces saints missionnaires entendant un jour un appel du Seigneur et s'embarquant alors dans une auge de pierre ou sur un rocher qui, miraculeusement, se mettait à voguer sur les flots et traversait la mer pour aller s'échouer sur la côte armoricaine. En général, le saint homme n'avait d'autre désir que de se faire ermite et cherchait au fond des forêts un lieu solitaire où mener une vie de prières et de mortifications. Mais la population du voisinage, édifiée par ses vertus, accourait, écoutait ses enseignements et se convertissait. Bien souvent, elle l'élisait, malgré lui, évêque et, en tout cas, à sa mort, le mettait au rang des saints. C'est pourquoi on invoque encore aujourd'hui, en Bretagne, des centaines de saints inconnus du reste de la chrétienté, des Gurval, Nonna, Budoc, Goulven, Tugdual, Pabu, Télo et autres Rivoal.

Mais quel besoin avaient donc ces vénérables personnages d'affronter les flots dans des auges de pierre au lieu d'embarquer comme tout le monde sur des bateaux de bois ? La réponse a été trouvée par les chercheurs modernes. La traversée était faite, en réalité, sur des « coracles », barques légères en cuir tendu sur une armature d'osier. Pour assurer leur stabilité, il fallait les lester d'une grosse pierre et, tout au long du voyage, cette pierre servait au saint de couchette et de prie-dieu.

Quelques autres saints bretons ne font pas partie de ces évangélisateurs venus d'outre-Manche, ce sont d'anciens dieux ou déesses celtiques dont on a fait de bons chrétiens, faute de pouvoir en extirper le culte. Tels, par exemple, Edern, Gwenn, Berc'hed (Brigitte). Sainte Anne elle-même — Santez Anna, grand-mère des Bretons — n'est priée avec tant de ferveur en Bretagne que parce qu'elle perpétue et assume Ana, la grande déesse des Celtes.

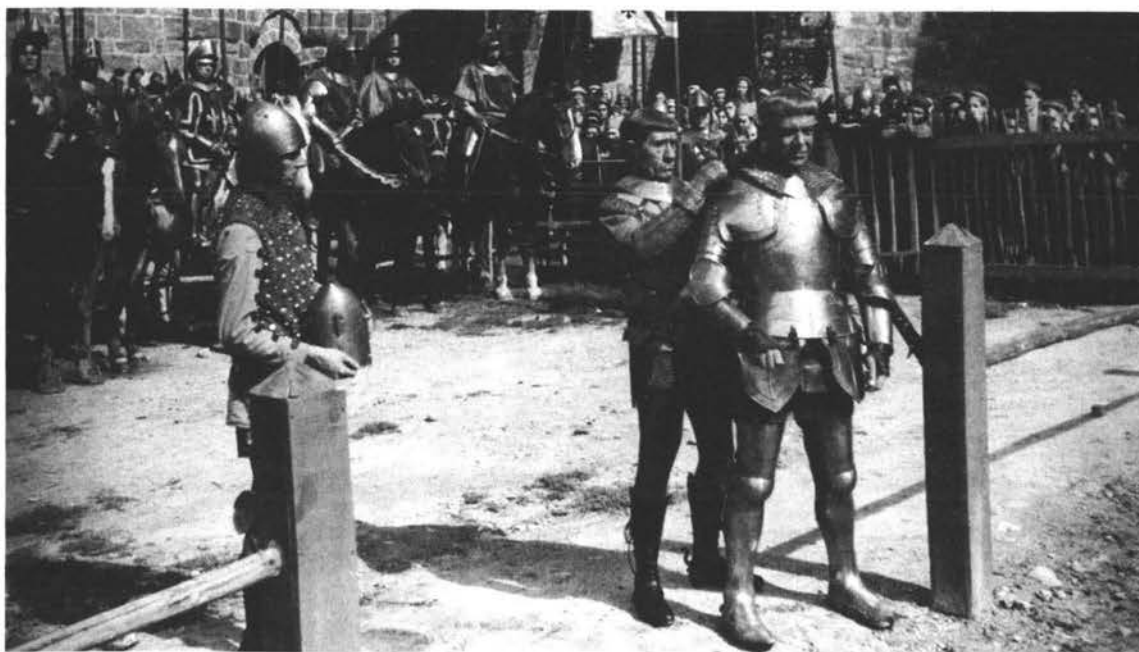
Le renfort que les immigrants bretons des VI^e et VII^e siècles apportaient à la celticité de l'Armorique lui permit de résister à la germanisation qui s'étendait sur le reste de la Gaule. Jamais les Francs ne parvinrent à imposer leur domination à la péninsule. Charlemagne lui-même s'y essaya en vain. Il ravagea le pays, massacra joyeusement femmes, enfants, prêtres et moines, mais subit lui-même de lourdes pertes et se retira sans avoir soumis ce peuple irréductible.

Tête contre tête

Louis le Débonnaire se jura de réussir là où son illustre père avait échoué. Il envoya un moine nommé Witchar porter un ultimatum au grand chef des Bretons, le roi Morvan, dit « *Lez Breizh* » (Hanche de la Bretagne). S'il ne faisait pas sa soumission et ne payait pas le tribut, la Bretagne serait mise à feu et à sang. Comme le messager assurait parler au nom de la foi chrétienne, Morvan aurait sans doute cédé, sans l'intervention imprévue de son épouse qui fit soudain irruption dans la salle du trône, sous prétexte de lui donner le baiser du soir. Elle le caressa et le cajola, tout en lui posant des questions



Une cérémonie
druidique, telle
qu'on l'imaginait
au milieu du XIX^e
siècle.



Du Guesclin (alias Fernand Gravey) dans le film de Bernard de Latour. Noël Roquevert y incarnait l'écuyer du héros — ou du traître — breton.

insidieuses sur son visiteur. Se méfiant des femmes, Witchar pressa le roi de lui donner sa réponse. Mais Morvan ne voulait pas contrarier sa douce moitié et demanda la nuit pour réfléchir. On imagine comment la reine sut profiter de cette nuit pour amener son mari à ses vues. Au réveil, Morvan s'empessa de congédier le moine en le chargeant de dire à l'empereur que la terre bretonne n'avait jamais été sienne et ne lui devait ni soumission ni tribut.

Le Débonnaire et son armée de Germains se ruèrent sur la Bretagne. Morvan se battit héroïquement mais fut tué au cours d'une attaque. Les Bretons ne tardèrent pas à élire un autre chef pour lui succéder, mais un Franc l'assassina. Alors, maître du terrain, l'empereur eut l'habileté de nommer un Breton pour administrer la Bretagne en son nom. Il choisit le prince Nominoë qui le servit fidèlement. Mais après la mort de Louis le Débonnaire, Nominoë refusa de payer le tribut à Charles le Chauve, à qui aucun serment ne le liait et qui n'était pas l'empereur, mais un simple roi, celui de la France, pays étranger.

Selon une vieille complainte populaire, les Bretons n'avaient pas refusé le tribut, mais quand ils avaient été le payer, l'intendant du roi, estimant que le poids n'y était pas, avait coupé la tête du chef du convoi, le jeune Karo, et l'avait jetée dans la balance. Le père du malheureux Karo était allé réclamer vengeance à Nominoë. Celui-ci remplit trois sacs de cailloux et s'en fut les porter lui-même à l'intendant du roi chauve. Quand l'intendant se pencha pour ouvrir les sacs, il sortit son épée et lui trancha le col. La vérité est plus simple : Nominoë refusa le tribut parce que la Bretagne n'avait jamais fait partie de la France et ne devait donc rien à son roi.

Inutile de dire que Charles le Chauve ne l'entendait pas de cette oreille. Il conduisit en personne, en 845, une grande expédition contre les Bretons. Très inférieure en nombre, l'armée de Nominoë l'attendait au bord des marais qui entourent le confluent de l'Aff et de l'Oust, près du monastère de Ballon, au nord de Redon. Elle fit preuve de tant de vaillance et d'habileté manœuvrière qu'après deux jours de combat, Charles le Chauve, en proie à la panique, profita du couvert de la nuit pour s'enfuir en abandonnant les siens. Après la déroute des Francs, l'indépendance de la Bretagne ne fut plus contestée par personne. Nominoë fut proclamé par les Bretons « père de la Patrie ».

Non, Arthur n'est pas mort !

LES Bretons d'Armorique sont héritiers du même patrimoine littéraire et mythologique que les Gallois et les Corniques. Aussi ont-ils comme eux pour souverain mythique Arthur ou Arzhur dont le nom évoque l'ours (*arzh*), symbole de la royauté universelle. Il y a eu un Arthur historique : c'était un de ces petits princes gallois qui, au VI^e siècle, ont dirigé, avec combien de vaillance, la lutte pied à pied contre les envahisseurs saxons. Il a remporté sur les Saxons, en 516, la grande victoire de Mont-Badon. Il est probablement exact qu'il a groupé autour de lui, en s'inspirant du modèle de la Fianna irlandaise, des combattants d'élite qui prirent le nom de Chevaliers de la Table Ronde.

Dans la légende, il livra son dernier combat à Kamlann, dans la plaine de Salisbury. Quand il vit jaillir des flots de sang de la plaie béante qu'avait ouverte en son flanc la lame du traître Mordred, il se fit transporter jusqu'au rivage. Lors, arriva sur une nef, sa sœur, la fée Morgane, qui le prit à son bord et le transporta jusqu'en l'île d'Avallon — l'île des Pommes. Il y est encore, endormi sur un lit d'or.

Les Bretons de Galles et d'Armorique savent qu'il reviendra. Il rassemblera tous les Celtes sous sa bannière. Si, au Moyen Âge, vous aviez émis là-dessus quelques doutes devant un Breton, vous auriez passé un très mauvais quart d'heure.

La prédiction faillit se réaliser quand, à la mort du roi d'Angleterre Henri II, son petit-fils Arthur, fils du défunt duc de Bretagne, devint le légitime héritier du trône de Bretagne et de celui d'Angleterre. Hélas ! le malheureux jeune homme (il n'avait pas seize ans) fut lâchement assassiné, à coups d'épée, dans une barque, par son oncle Jean sans Terre, et son cadavre jeté à l'eau (Jeudi saint de l'an 1203).

Cette indépendance allait durer sept siècles, sans autre interruption qu'une période d'occupation par les Vikings de vingt ans (919-939). La libération fut l'œuvre d'un chef replié en Angleterre, Alain Barbetorte, qui, avec l'aide de la flotte anglaise, réussit un débarquement, à la tête de ses guerriers qu'on pourrait appeler les « *forces bretonnes libres* », tandis que l'ordre de passer à l'action était lancé aux réseaux de résistance (animés par l'abbé de Landévennec, Jean) et à tous les hommes du peuple qui constituaient de véritables « *forces bretonnes de l'intérieur* ». Les Normands furent chassés et les descendants de Barbetorte régnèrent sur la Bretagne jusqu'au XVI^e siècle.

Du Guesclin, héros et traître

Sans cesse menacée par ses deux puissantes voisines, la France et l'Angleterre, la Bretagne s'efforça de mener une politique de balance, s'appuyant sur l'une quand le péril venait de l'autre. Tour à tour, à la suite de mariages de ses princesses qui lui furent imposés par la force, elle glissa dans l'orbite anglaise, puis dans l'orbite française, mais n'abandonna jamais son indépendance.

Elle fut déchirée, au XIV^e siècle, par une guerre de succession opposant les prétendants Charles de Blois, qui se prévalait des droits de sa femme Jeanne de Penthièvre, et Jean de Montfort. Ce qu'il y a de cocasse dans ce conflit, par ailleurs tragique et sanglant, c'est que Montfort reçut l'appui de l'Angleterre qui soutenait que les femmes sont exclues des successions au trône, et Blois celui de la France qui défendait les droits héréditaires du sexe faible : or, à ce moment même, ces deux pays soutenaient des thèses absolument inverses à propos de la dévolution du trône de France (d'où la guerre de Cent Ans). Français et Anglais trouvèrent là un bon prétexte pour venir se battre en terre bretonne, ménageant ainsi leurs propres villes et campagnes. Cela ne faisait guère l'affaire des Bretons, pillés et massacrés par les uns et les autres.

En 1341, par félonie, le roi de France Philippe VI fit prisonnier Jean de Montfort à qui il avait délivré un sauf-conduit. La guerre semblait terminée. C'était compter sans l'héroïque épouse du captif, la jeune et ravissante Jeanne de Flandre. Elle galvanisa les partisans de son mari en leur présentant son fils âgé de deux ans, revêtit une cuirasse et prit elle-même le commandement de l'armée. En juin 1342, assiégée dans Hennebont par vingt mille ennemis, elle opéra, de nuit, une audacieuse sortie, à la tête de trois cents cavaliers, et alla incendier le camp des assiégeants. Elle y gagna le surnom de Jeanne la Flamme.

La guerre ne se termina qu'en 1364, par la bataille d'Auray. Jean de Montfort avait eu le temps de rendre son âme à Dieu, Jeanne la Flamme d'être séquestrée par les Anglais, et leur fils, Jean de Montfort junior, de devenir majeur et de prendre la tête de son parti. Il remporta à Auray une victoire décisive qui lui valut la couronne. Dans le combat, Charles de Blois avait été tué et son bras droit, Bertrand du Guesclin, fait prisonnier.

Ah, ce du Guesclin ! Si vous vous fiez aux manuels d'histoire de France des écoles primaires, c'était le plus grand héros que la terre bretonne ait jamais porté, mais si vous interrogez les Bretons cultivés, ils vous parleront de lui comme d'un méprisable traître. La vérité, c'est qu'il a été successivement l'un et l'autre. Pendant la guerre de Succession, il a brillamment servi la cause de Charles de Blois et s'est couvert de gloire en jouant aux Anglais mille tours où il conjuguait la ruse et la vaillance. Mais le roi de France, Jean le Bon, lui offrit une fortune pour passer à son service. Il accepta sans honte cette situation de mercenaire. Son maître, l'ayant nommé connétable, l'envoya, en 1379, combattre contre la Bretagne. Il le fit sans enthousiasme, mais il le fit. Il vit ses compatriotes qui, jusque



Maximilien d'Autriche, époux par procuration de Anne de Bretagne.

là, l'avaient adulé, tourner le dos sur son passage. Ils ne l'appelaient plus qu'*an trubad*, le traître.

Mais pourquoi cette attaque contre la Bretagne ? Eh bien, voici ce qui s'était passé. Jean de Montfort fils, qui régnait sous le nom de Jean IV, avait indisposé ses sujets en pratiquant une politique pas trop anglophile. Le mécontentement finit par prendre de telles proportions qu'il dut prendre la fuite et s'exiler en Angleterre. Le roi de France, Charles V, crut le moment venu de réaliser la vieille ambition qui, depuis des siècles, démangeait les souverains parisiens : annexer le territoire breton. Il fit prononcer par son Parlement la déchéance de Jean IV et le rattachement de la Bretagne à la France. A sa grande surprise, cela provoqua la colère de tous les Bretons, même les plus francophiles, même les plus hostiles à Jean IV. Avec l'approbation de Jeanne de Penthièvre elle-même, on supplia le prince de revenir. Jean IV accepta, conclut avec les Anglais une alliance que, cette fois, personne ne contesta, prit la mer et débarqua à Saint-Servan le 3 août 1379. Une foule immense était venue l'attendre. Les bardes chantaient : « *Eun alarc'h, eun alarc'h tra mor !* » (Un cygne, un cygne d'outre-mer !). Les grands, en armure de parade, pénétraient dans l'eau jusqu'au cou pour aller au-devant de leur souverain. Le peuple lui jetait des fleurs.

Tout commandée par du Guesclin qu'elle fût, l'armée que Charles V envoya alors attaquer la Bretagne échoua. Les Bretons conservèrent leur chère liberté.

Le roi prend « Rennes et la fille »

Beaucoup l'ignorent, mais le XV^e siècle fut pour la Bretagne une période de prospérité fabuleuse. Sa flotte était la première d'Europe, dépassant de loin celle d'Angleterre. Agriculture, pêche, commerce, industrie textile, salines, peausserie étaient florissantes. Tout cela ne pouvait qu'accroître les convoitises des rois de France. Ils multiplièrent les attaques. L'armée bretonne subit une grave défaite à Saint-Aubin-du-Cormier le 28 juillet 1488.

Une légende, dont même des historiens sérieux se font l'écho, veut que la duchesse Anne de Bretagne « ait apporté la Bretagne en dot à la France », lors de son mariage avec le roi Charles VIII. Le bon peuple s'imagina même que ce fut un mariage d'amour. Un beau capitaine n'est-il pas venu aux portes



Charles VIII, roi de France. Il crut forcer l'Histoire en violant la petite duchesse Anne. Mais de la Bretagne au royaume.

de Rennes apporter à la petite princesse un brin de verveine en lui promettant : « *S'il fleurit, tu seras reine* » ?...

En face de cette légende française, il y a la légende bretonne. Elle nous montre Anne, mariée contre son gré, plantant un poignard dans le cœur de son royal époux parce qu'il refusait d'abolir la gabelle.

Sourions à ces récits populaires pleins de fantaisie, mais oublions-les pour considérer la réalité. La mort de son père en 1488 fit de la petite Anne une duchesse souveraine avant ses douze ans. Malgré son âge et les difficultés qui l'assaillaient, elle fit preuve tout de suite d'une rare énergie et d'un grand sens politique. Elle refusa sa main à plusieurs prétendants pour l'accorder au plus riche d'avenir, Maximilien d'Autriche, héritier présomptif de la couronne impériale. Le mariage eut lieu, mais par procuration, le 19 novembre 1490. Lorsque la cour de France apprit la nouvelle, ce fut une explosion de rage : quand elle serait impératrice, la duchesse de Bretagne deviendrait la supérieure hiérarchique du roi. Pas question ! Charles VIII prit avec lui cinquante mille hommes bien armés et, après s'être emparé de Nantes, capitale du duché, vint assiéger Rennes où Anne s'était enfermée. Il réduisit la ville à la famine mais, soudain, changea de politique et conçut un projet stupéfiant : il proposa le mariage à la petite duchesse. Elle opposa un refus scandalisé : cette union n'était pas possible, puisqu'ils étaient tous deux mariés. Charles était même son gendre, ayant épousé Marguerite d'Autriche, fille d'un premier mariage de Maximilien. Son entourage la pressait pourtant d'accepter, observant qu'on pouvait obtenir l'annulation des deux mariages dont aucun n'avait été consommé. Elle tenait le roi de France en trop profonde aversion pour se laisser convaincre. Mais une cabale fut montée par ses courtisans qui introduisirent secrètement le roi dans la ville, puis le firent entrer dans sa chambre...

Les historiens romantiques affirment qu'à la vue de son ennemi seul devant elle, le cœur de la princesse fondit et qu'elle tomba éperdument amoureuse de lui. On ne peut rien imaginer de plus invraisemblable. Elle le savait débauché, ce qui lui faisait horreur. Elle était intelligente et cultivée et le voyait balourd et au parler hésitant. Elle était de goûts raffinés et constatait qu'il était petit, malingre, bossu et laid comme un pou. Beaucoup plus vraisemblable est le bruit qui courut dans toutes les ambassades dans les jours qui suivirent : Charles avait profité de ce qu'ils étaient seuls, les gens de la princesse s'étant

opportunément éclipsés, pour la violer et la contraindre ainsi au mariage. Le confirme cette parole d'Anne : « *Faut-il que je sois infortunée d'être amenée à prendre mariage d'un homme qui m'a maltraitée* » et cette lettre de Charles à sa sœur, Anne de Beaujeu : « *J'ai pris Rennes et la fille qui est dedans, par les moyens que je souhaitais.* »

Le mariage eut lieu, mais Anne n'apporta pas la Bretagne en dot. Il n'est pas question de la France dans le contrat de mariage, qui réglait seulement les droits respectifs des deux fiancés à la couronne de Bretagne. A l'égard du royaume, on avait seulement affaire à une union personnelle qui n'entraînait pas l'incorporation de la Bretagne à la France.

La Bretagne « propriété du dauphin »

Charles VIII mort sans qu'ils eussent d'enfants vivants, Anne quitta la France et reprit le plein gouvernement de sa Bretagne. Le nouveau roi, Louis XII, fit casser, dans des conditions pas très jolies, son propre mariage pour demander sa main. Il était, lui, réellement épris d'elle depuis longtemps et il ne lui déplaisait pas. Elle n'oubliait pas qu'il avait servi comme mercenaire dans l'armée bretonne, contre la France, à Saint-Aubin-du-Cormier. Elle accepta, mais fit insérer dans le contrat de mariage des clauses qui garantissaient formellement le maintien de l'indépendance bretonne. Quand elle mourut, en 1514, elle avait la satisfaction de se dire que, grâce à elle, la Bretagne était encore une nation libre.

Elle laissait deux filles, Claude et Renée. D'après le contrat de mariage avec Louis XII, la couronne de France aurait dû revenir à Claude, l'aînée, et celle de Bretagne à Renée. Mais celle-ci fut frustrée de ses droits. Louis XII maria Claude à François d'Angoulême, ce à quoi, de son vivant, Anne s'était toujours opposée, et ce François d'Angoulême lui succéda sur le trône, sous le nom de François I^{er}. Il commença par faire signer à la faible Claude un acte par lequel elle lui cédait l'usufruit de la Bretagne, puis, peu après, il obtenait d'elle un acte de donation à perpétuité au cas où il lui survivrait sans enfants. Entre deux ébats avec ses maîtresses, il trouvait quelquefois le temps de l'honorer de ses hommages ; aussi lui donna-t-elle six enfants. Il lui dicta un testament par lequel elle instituait pour son seul et unique héritier leur aîné, le dauphin François. En signant ce testament, elle ruinait d'un seul coup toute l'œuvre à laquelle sa mère avait consacré son existence. Mais c'était une bonne épouse. Elle poussa la complaisance jusqu'à trépasser aussitôt (20 juillet 1524).

Le roi fit savoir aux Bretons que leur pays était propriété du dauphin et qu'il était, lui, tuteur dudit dauphin. Mais les Etats de Bretagne n'acceptèrent pas la chose et refusèrent de prendre en considération les actes que François I^{er} signait en qualité d'« administrateur et usufruitier des biens du dauphin ».

Ce fut le premier président du Parlement de Bretagne, Louis des Déserts, qui suggéra au roi la solution : il suffisait d'acheter les consciences des membres les plus influents des trois ordres des Etats pour qu'ils entraînent les autres à requérir l'union du duché à la France. Ce qui fut fait, bien que les consciences des parlementaires fussent hors de prix. Les choses n'allèrent pourtant pas toutes seules. Les personnages arrosés ne parvinrent pas à convaincre leurs collègues de l'intérêt de cette union et il leur fallut créer une grande confusion, aux Etats tenus à Vannes en août 1532, pour obtenir par surprise un vote favorable. Des documents diplomatiques furent alors échangés qui unissaient à perpétuité la Bretagne et la France et garantissaient à perpétuité aux Bretons qu'ils ne pourraient être imposés sans le consentement des Etats de Bretagne ni mobilisés pour faire la guerre en dehors de leur province natale...

NOUS SOMMES AUSSI MÊ

par Henri POLLÈS

NOUS, Bretons, assumons sans mauvaise humeur notre réputation de citoyens vertueux. Nous nous voulons plus moraux, loyaux, sincères que la moyenne française : les Auvergnats sont ladres, les Méridionaux beaux parleurs, avantageux, paresseux, sans consistance, etc... Il n'y aurait que sur les Bretons que l'on pourrait compter dans la paix et dans la guerre... Pouvons-nous donc croire que les statistiques des adultères, des ruptures de contrats, de la haine avec ses bisbilles, de l'envie avec son fiel, voient leurs chiffres baisser dès qu'elles parviennent au voisinage de nos prestigieuses cathédrales ?

En vérité, une histoire de la littérature bretonne au XIX^e siècle et même durant une bonne partie du XX^e se confondrait avec une histoire de la chasteté. Prenez notre poète national, aussi médiocre que fameux. Sa vie (qu'il passa toutefois plus souvent au grand soleil de l'Italie que dans nos brumes) ne fut qu'une blanche agonie étirée sur quatre volumes. Sa carrière amoureuse se réduit à une idylle avec une petite paysanne qu'il laissa se marier à un jeune paysan — à croire qu'il était ravi de ce que le souci d'agir lui fût épargné. Je me demande s'il est question d'un seul chaste baiser pendant le déroulement de cette épopée du non-vécu. Auprès de lui, l'angélique Lamartine nous apparaît comme un dévergondé, car, sans abandonner sa lyre, tout en mourant lui aussi, il donnait la vie à quelques femmes pas toujours libres et non moins mourantes. Quant aux autres poètes bretons, la divine providence s'ingéniait, avec le secours du mal de poitrine, à protéger leur maturité du démon de midi. Même invraisemblable allergie au charnel chez notre unique poétesse, notre Desbordes-Valmore, la désolante et exquise Elisa Mercœur, morte en odeur de virginité à vingt-six ans.

*
**

Heureux paradoxe historique, contradiction, opposition, compensation, comme on voudra, un peu tout cela : Abélard et Chateaubriand. Même si notre irrésistible don Juan à soutane finit par contracter un mariage secret avec son amante de feu, ce n'étaient pas là des activités très recommandables pour un clerc et un théologien. Ils n'ont pas craint de confier à l'écriture les aveux publics de leurs amours libres. Le père d'Atala sut user habituellement du voile romanesque, mais on sait

qu'il écrivit le chapitre traitant de la beauté, de la chasteté chrétienne dans son « Génie du christianisme » aux pieds de sa maîtresse du moment.

Et bien avant ces pionniers d'une conception « moderne » de la liberté sexuelle, n'est-ce pas le légendaire Tristan de Léonois qui donna à l'Europe tout entière l'exemple du déchaînement sensuel, de la passion qui transcende les lois divines et humaines et piétine le code de l'honneur chevaleresque, si puissant alors ?

Les Bretons peuvent être assez fiers de ce compatriote lointain qui sacrifia tout, sa paix, sa dignité, son rang social et l'amitié de son suzerain (précisons qu'il le cocufiait dans son propre lit !) et enfin sa vie, à une femme. Et cependant, comme ils semblent peu entendre l'hymne sensuel, véritable cantique des cantiques, qui s'élève encore après tant de siècles de cette histoire sublimement insensée !

Beaucoup moins loin de nous, notre folklore recèle un érotisme dru et plein d'audace, comme tous les folklores, mais notre puritanisme l'a relégué dans les cavernes du mal. Nos chansons populaires ont parfois une truculence, une crudité qui proclament la santé et l'allégresse du désir. A cent lieues du romantisme tuberculeux complice des préjugés religieux brise-instinct, à belle distance aussi des amours sages du « Barzaz Breiz » du vicomte de la Villemarqué, dont on doit admettre qu'il est un monument incomparable de la poésie populaire mais ô combien expurgé de son réalisme (comme notre cher et plus exact Souvestre, auteur génial des « Derniers bretons », celui qui poussa le premier cri d'alarme, hélas demeuré un peu enfant de chœur), notre vrai grand folkloriste Luzel ne craint pas de bousculer le cliché du saint pasteur des paroisses bretonnes (celui de l'idylle de Brizeux) mariant les gentils fiancés qui attendent la permission de Dieu, en nous rapportant les libertés que prenaient les clercs et même les messieurs prêtres avec les femmes de leurs ouailles. Et il raconte l'histoire de la carabassen (servante) du presbytère a neuz bet he rertorret gand aoutrou person. Comprenez si vous l'osez : qui a eu le c... cassé « avec » M. le recteur...

Un autre cliché, celui du Breton « idéaliste », aura-t-il la vie plus dure ?

Chaque Breton est l'opposé de lui-même. Ainsi il

CHANTS QUE LES AUTRES

La lutte bretonne. Illustration tirée du « Voyage dans le Finistère » de Cambry et Souvestre.



est idéaliste, mais tout de même pratique et s'entendant assez bien à défendre ses intérêts. Un rêveur des grands pays, d'ailleurs peuplés de légendes, et un paysan attaché à sa terre et gagne-petit.

Comme s'il craignait de manquer de sa ration, comment dire ? de sublime ou d'irréalité, disons de ciel, que le christianisme jusqu'à ces derniers temps lui garantissait, il s'est converti au socialisme. Catholique fidèle sinon pratiquant de stricte observance (la femme à la messe, l'homme au cabaret), il entretenait un petit commerce lucratif avec Dieu dont les saints de chaque plou étaient les intermédiaires. Dépossédé le plus souvent de sa terre, il est devenu fonctionnaire. Jadis cet idéalisme celtique s'exprimait par la foi dans le retour du roi Arthur. Ce mythe a fait long feu, mais le Breton attend toujours la résurrection miraculeuse d'une Bretagne idéale, et en tant que socialiste, la révolution, mais une révolution peu sanglante, elle aussi idéaliste, sans faire de grands efforts concrets pour que ces deux rêves s'incarnent. En s'inquiétant davantage des avantages sociaux offerts par l'Etat français dans le dédale desquels il se débrouille très bien. Parmi les idéalistes ayant atteint l'âge de la retraite dans mon pays, je n'en connais qu'un qui n'ait pas su se garantir plus de quinze cents francs mensuels, et c'est un écrivain un peu connu, encore un Breton idéaliste, mais à la vocation plus sûre, et pour ainsi dire un idéaliste de fonction.

On peut voir une éloquente illustration de ce mécanisme psychologique dans le portrait du Breton que nous propose ce fameux rapport sociologique intitulé « Le cheval d'orgueil ». Qui sait que

l'auteur de ce livre — qui eut la chance de devenir un best-seller — est un vrai poète, un puissant dramaturge, un conteur de haute volée, un nouvelliste qui égale parfois Barbey d'Aureville — plus qu'un romancier sans doute...

Est-il besoin de rappeler que son titre magique, qui enchante même avant qu'on l'ait compris, signifie que si l'on est trop pauvre pour avoir un cheval dans son écurie, il faut savoir entretenir avec un fier amour le rêve d'un cheval qu'on peut choisir, bien entendu, le plus beau. L'image est d'une haute poésie — et la poésie fait aussi bien son miel avec les fleurs irréelles qu'avec les autres. Mais on risque de se contenter de telles spéculations et de ne faire aucun effort pour améliorer sa condition réelle, par exemple afin d'acquérir un cheval bien en chair indispensable pour sortir de l'agriculture primitive et à tout petit rendement.

Et voyez la puissance de la poésie du verbe et de l'image : les Français et le monde entier se sont laissés séduire par cette évocation du caractère breton sans penser une minute que sa survivance dans notre siècle de réalisme forcené pouvait être mortelle à notre pays.

C'est trop souvent, hélas, une faiblesse de notre caractère : on drape de légendes sa misère au lieu de chercher à la vaincre. On appelle en breton les pauvres « les chers petits pauvres du Bon Dieu » (qui ne songe guère à remplir leur besace). Ils sont ses envoyés, les missionnaires de je ne sais quelle vérité supérieure et de haute spiritualité. Le mendiant était l'hôte sacré que les fermes riches (c'est-à-dire un peu moins pauvres que les autres) étaient fières de recevoir l'une après l'autre. Ainsi les bouddhistes ont-ils fait de leurs va-nu-pieds qui égrènent leur chapelet tout le jour une caste très honorée et nourrie par la charité publique.

Hélias veut encore nous apitoyer sur l'indigence de son plou et je serais tout près de m'émouvoir, mais quand on sait que la mer est tout près, on se dit que ses aïeux étaient vraiment très peu doués pour exploiter les richesses que Dieu avait placées à leur portée. Plutôt que d'améliorer la pêche nourricière, on inventait des histoires de prises miraculeuses et des rencontres avec les sirènes qui ravissaient l'assistance après le très frugal souper de bouillie de blé noir. Comment ne pas déplorer qu'on n'eût pas fait plus d'efforts pour mieux nourrir les enfants qui ne se seraient pas moins bien endormis en écoutant de charmants contes de fées bretonnes...



Les Pollès,
une famille
bretonne,
par Madeleine
Luka.

L'idéaliste lui-même exige, comme on dit en breton, « son petit morceau de vie » ; c'est bien rare qu'il se couche sur un lit de varech — même en l'appelant son lit d'orgueil — pour mourir d'une belle mort idéaliste comme certains extrémistes du nirvana bouddhique. Alors, que fait cet idéaliste qui entretient si peu de rapports avec le réel ? Car il ne suffit pas de se persuader que notre pays est le plus beau, le plus noble du monde pour que sa terre fasse pousser ce qu'il faut pour satisfaire nos besoins élémentaires... Il se résout à demander son aide au gouvernement central, toute honte bue, quitte à cracher dans la main étrangère (qu'il veut étrangère) qui remplit sa sébile en croyant ainsi récupérer sa fierté.

Au lieu de se révolter contre une douteuse fatalité historique et de jouer le jeu des pays pauvres qu'il faut pensionner, la Bretagne commence à s'enorgueillir de se suffire. Elle a compris cette récente révélation de l'économie politique qu'il n'y a pas de vrais pays pauvres, fatalement pauvres ; que les plus démunis de richesses naturelles peuvent s'élever au rang des plus riches s'ils savent exploiter la première des richesses : la richesse humaine.

Aucune fatalité historique n'exige non plus qu'innovation et tradition soient antinomiques et s'excluent. Voyez l'exemplaire Japon : c'est parce qu'il suit — quand il ne les précède pas en les formulant lui-même — les lois du monde le plus

moderne qu'il peut se payer le luxe de retarder à loisir la pendule de l'histoire dans sa vie intime, garder et développer ses arts d'agrément, sa morale esthétique, toutes ses disciplines qui font le raffinement de son existence.

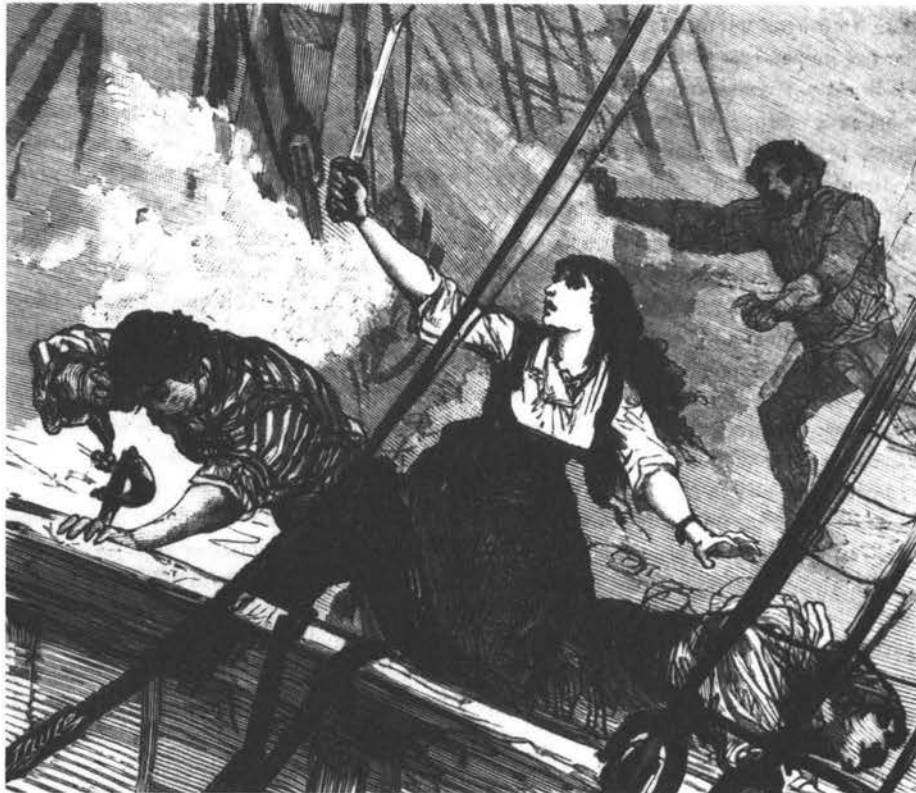
Je me demandais, non sans quelque inquiétude, comment, dans une Bretagne qui, obéissant enfin à l'inéluctable nécessité du progrès matériel, assurerait désormais une aisance bourgeoise à son peuple, pourrait reparaître le luxe d'une poésie que semblait nourrir l'insatisfaction des besoins de base. Qui sait, quand il aura maîtrisé les problèmes de l'électronique, de l'information et de quelques autres « iques » (voyez les performances « pilotes » de Rennes en ces domaines), s'il ne retrouvera pas une invincible nostalgie de ses sounio et de ses gwerziou qu'il renouvellera peut-être plus que les performants en tout genre du nouvel empire du Soleil Levant ne renouvellent leur genre traditionnel du haï-kaï ?...



MESDAMES DE LA FLIBUSTE

par Armel de WISMES

Anne Dieuleveult à l'abordage. Cette amazone sema la terreur dans les Caraïbes avant de se retirer, fortune faite.



AUJOURD'HUI des femmes s'adonnent avec succès aux sports les plus violents, en particulier aux compétitions nautiques. C'est là un phénomène récent. Jadis, la femme à bord d'un navire, la passagère, semblait incapable de rendre service. Les plus belles routes de l'aventure étaient aussi les plus dangereuses. Pour affronter les hasards des océans, il fallait du courage mais aussi beaucoup d'endurance physique. « *La femme à bord*, disaient les vieux capitaines, *c'est le diable en lest* » ou « *le lest du diable* ». Pour un équipage, sa présence pouvait être source de complications et même de désordre. En cela, ils pensaient comme le philosophe Xénophon qui déclarait : « *Les dieux ont créé la femme pour les fonctions du dedans. Ils l'ont mise à l'intérieur car elle supporte moins bien que l'homme le froid, le chaud, la guerre.* »

Mais en Bretagne, province dont la frontière maritime est presque le double de sa frontière terrestre, de tous temps, des Bretons, mais aussi des Bretonnes, ont vécu de la mer. Sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique, la tradition, l'héritage ont créé entre l'habitant et l'élément fortuné un certain climat propre à exalter le goût de l'aventure individuelle, à échauffer l'imagination : la dame de Clisson, femme pirate par amour et par désespoir, Anne Dieuleveult, la rude flibustière, Julienne

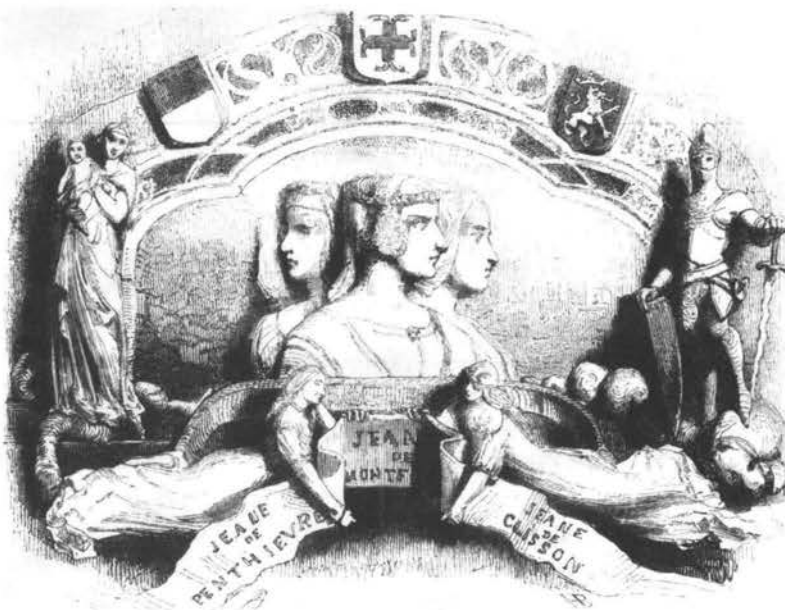
David, héroïne de la guerre de course, trois destins symbolisant bien ce particularisme breton.

Avec la guerre de Cent Ans s'ouvre une période tragique pour la Bretagne. Normalement, elle aurait pu se tenir à l'écart de ce long et sanglant conflit. Mais lorsque meurt le duc Jean III surnommé le Bon, deux prétendants se combattent pour lui succéder : Charles de Blois, neveu du roi de France Philippe IV et Jean de Montfort, l'ami des Anglais. Lequel choisir ? Tous deux sont des héros portant la même cote herminée, et leurs partisans arborent les mêmes bannières.

Lorsqu'ils disparurent, leurs épouses, les comtesses de Blois et de Montfort, prirent leur place avec autant d'ardeur batailleuse... et la lutte continua, lutte fratricide qui prit le nom de « guerre des deux Jeanne ». Il y en eut bientôt une troisième, Jeanne de Belleville, baronne de Clisson.

Au début de cette guerre, Nantes avait d'abord reconnu Jean de Montfort qui y était entré le premier ; puis la ville se rendit à Charles de Blois qui y tint cour plénière. Mais à l'approche d'une armée anglaise, plusieurs bourgeois ayant tenté de rallier le camp de Montfort furent arrêtés et décapités. On prétendit qu'ils avaient un ami secret, un seigneur de haute noblesse, Olivier de Clisson, qui, jusqu'alors, avait soutenu la cause de Blois, et qui, passé à Montfort, aurait voulu lui rendre Nantes.

Jeanne de
Belleville,
dame de
Clisson,
déclara la
« vendetta »
bretonne aux
Français pour
venger son
époux.



On l'accusait même d'avoir fait incendier dans ce port les galères françaises de l'amiral Grimaldi. Absent, le sire de Clisson ne pouvait ni se défendre ni se réfugier sur son fief.

Pour son malheur, cet illustre baron de Bretagne, dont le domaine s'étendait sur vingt paroisses, avait profité d'une trêve pour se rendre à Paris. Le roi Philippe IV s'estima pourtant en droit de le faire arrêter et condamner à mort. La culpabilité de l'accusé n'avait pu être clairement démontrée et, si l'on en croit Froissart, il était innocent. Le malheureux Clisson n'en fut pas moins exécuté le 2 août 1344. Ensuite, les gens du roi rapportèrent sa tête à Nantes « pour y être exposée en haute vue sur la porte Sauve Tout (l'une des trois entrées de la ville) comme traître ». Sa veuve, Jeanne de Belleville, dame de Clisson — « l'une des plus belles femmes du royaume » — avait mené jusqu'alors une existence discrète.

En apprenant l'affreuse nouvelle, elle devint folle de douleur et de rage. Quittant son château d'Hennebont, elle se rendit à Nantes avec ses deux fils, encore enfants, et, devant la tête ensanglantée, elle leur fit jurer qu'ils l'aideraient à venger leur père. Levant des vassaux sur ses terres, elle eut bientôt à ses ordres une petite armée que vinrent grossir les mercenaires toujours prêts à travailler pour une solde et pour le pillage. Ils s'attaquèrent aux Français et aux partisans de Blois, incendiant manoirs et villages, passant au fil de l'épée les garnisons des places qu'ils enlevaient par surprise et ne faisant jamais de quartier.

A leur tête, la dame de Clisson et ses fils encourageaient leurs actions les plus criminelles. A ses yeux, le compte qu'elle avait à régler avec le roi de France justifiait les pires cruautés. Pour mettre fin à ces ravages et châtier les coupables, les Français tentèrent de capturer cette bande armée. Poursuivie, connaissant chaque jour l'alerte, craignant les embuscades, la terrible veuve sut comprendre à temps qu'elle ne pourrait tenir indéfiniment contre des troupes régulières. Mais sa passion vengeresse n'était pas encore satisfaite. Elle décida donc de continuer le combat, mais sur mer... La vente de ses bijoux, de ses riches atours et des biens que le roi n'avait pu encore confisquer, lui permit d'acquérir et d'armer trois navires et de prendre le large... Elle s'habitua au bruit des vagues, aux violences des tempêtes, à l'inconfort, à la solitude des nuits entre le ciel et l'eau. On peut

s'étonner qu'elle ait pu tenir en main les hommes farouches qui composaient ses équipages. Sa petite escadre fut bientôt signalée sur la côte normande. Là, nombreux étaient les bateaux, souvent de modestes barques, pratiquant le cabotage ou la pêche. Les uns parvenaient à s'enfuir, les autres n'opposaient aucune résistance.

Sur mer comme sur terre, la dame de Clisson continuait de massacrer les Français. Lorsqu'un bâtiment plus important se défendait, elle donnait l'exemple de la plus grande bravoure en montant la première à l'abordage sans se soucier de la pluie de javelots et de carreaux d'arbalète tombant sur son navire. Ses deux fils, malgré leur jeune âge, combattaient à ses côtés. Plusieurs fois, elle opéra avec succès ses descentes sur les rivages normands, accumulant les destructions... Les survivants de ces massacres semaient le désarroi en racontant les horreurs dont ils avaient été parfois les témoins... Dans les ports, dans les havres les mieux clos, protégés par des murailles et par des chaînes, les habitants ne se sentaient plus en sécurité...

De l'abordage à la broderie

Philippe de Valois fit appareiller des galères pour donner la chasse à ces éperviers de la mer, mais la femme corsaire prit et détruisit les premiers navires partis à sa recherche. Corsaire ? Pouvait-on la considérer comme telle, ou la classer parmi les pirates ? Ne doutons pas que cette grande dame restait persuadée de son bon droit. Les navires arborant les bannières herminées des Montfort et les léopards d'Angleterre devaient lui prêter assistance, comme alliés de leur duc légitime et de leur roi. Les Français, furieux de lui voir continuer ses carnages, la firent de nouveau poursuivre, et un jour, enfin, le destin lui fut contraire. Rejointe, cernée par une escadre royale, ne pouvant se dérober, elle engagea un combat inégal.

Déjà les grappins voltigeaient, accrochaient son propre navire. A l'abordage, les Français auraient encore à affronter un féroce corps à corps, mais leur victoire était certaine... La dame de Clisson avait combattu avec son habituelle intrépidité, mais quand elle vit que tout espoir était perdu, elle sauta dans une barque avec ses deux fils et trois serviteurs fidèles. A force d'avirons, la barque s'éloigna sans être vue. La rumeur du

combat s'éteignit... la femme corsaire avait échappé de peu à l'humiliation d'être ramenée prisonnière dans un port français et au châtiment que sans nul doute on lui réservait. Mais, en pleine mer, sans vivres et sans eau, que pouvait-elle espérer ? Durant six jours, elle lutta. L'espoir d'atteindre la côte la soutenait. Une nuit, l'un de ses garçons, le plus jeune, mourut. De la révolte, par la passion et la haine, l'aventure l'avait menée là, dans cette barque, avec un enfant mort dans ses bras. Épuisée, brisée, elle était à bout de résistance, lorsque la légère embarcation vint s'échouer sur une plage, près de Morlaix. Elle se fit conduire chez la comtesse Jeanne de Montfort où elle était sûre de trouver refuge. Ces deux illustres dames défendaient la même cause, partageaient les mêmes haines.

Mais, à partir de ce jour, Jeanne de Clisson ne fit plus parler d'elle. On peut même supposer qu'elle redevint une femme comme les autres, puisqu'elle accepta de convoler en secondes noces avec un admirateur nommé Gauthier de Bentley. Avait-elle retrouvé le bonheur ? S'absorbait-elle de nouveau dans les devoirs quotidiens qui remplissaient les jours des plus honnêtes châtelaines de ce temps : ménage, couture, broderie, exercices de piété, œuvres charitables et fabrication de confitures ? Devint-elle pour son nouvel époux un modèle de douceur et de tendresse ?... Qui pourrait le dire aujourd'hui ? On peut quand même imaginer que certains souvenirs tragiques venaient parfois la hanter. A ses enfants, elle avait fait une obligation d'honneur que leur père fût vengé. Celui qui survécut devint pourtant ce fameux Olivier de Clisson, compagnon de Bertrand du Guesclin, et qui lui succéda dans la dignité de connétable de France.

Une flibustière : Anne Dieuleveult

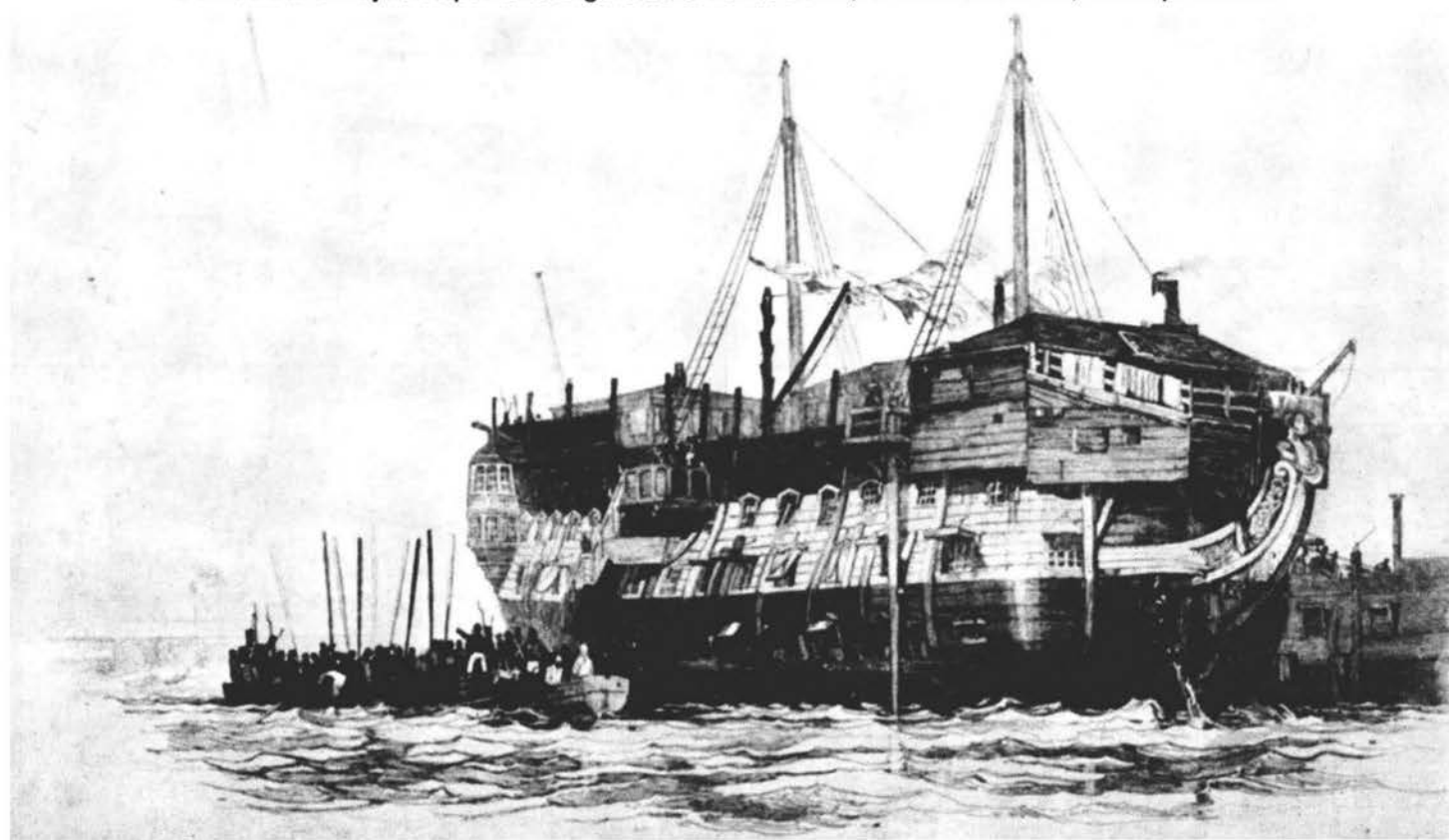
Anne Dieuleveult était bretonne. On ne sait rien de plus sur son passé en métropole ni sur les raisons qui la conduisirent un jour à s'expatrier. Était-ce une pauvre orpheline désireuse de tenter sa chance dans un pays neuf ou une de ces malheureuses femmes qui, pour échapper à l'enfer des hôpitaux et des prisons,

acceptaient de se laisser embarquer pour les « isles » d'Amérique où elles étaient vendues aux enchères ? C'est peut-être de cette façon que se rencontrèrent Anne Dieuleveult et le boucanier Pierre le Long, l'un des pionniers du Cap Français de Saint-Domingue. Il l'épousa et n'eut pas à le regretter. Très vite, elle sut acquérir une grande renommée en poursuivant et en tuant, comme n'importe quel chasseur, des taureaux sauvages. Mais Pierre le Long mourut prématurément. Anne décida aussitôt de se faire admettre parmi les flibustiers. L'énergie, la vaillance, l'adresse au tir de la Bretonne étant depuis longtemps reconnues, les terribles aventuriers l'accueillirent avec amitié. En leur compagnie, elle participa à des actions dangereuses et jamais ils ne lui disputaient sa part de prise. Partout ils chantaient ses louanges. Seul le Flamand Laurent De Graff, l'un des chefs les plus estimés de la flibuste, ne partageait pas leur enthousiasme. N'ayant jamais navigué avec elle, il se demandait à quoi pouvait bien servir cette associée lorsqu'un vaisseau espagnol tirant à démâter vous couchait tout un équipage sur le pont, ou lorsque l'abordage ayant réussi, il fallait en venir au féroce corps à corps, dans une épouvantable mêlée.

Un soir, s'étant attardé plus que de raison au cabaret, De Graff, échauffé par les fumées du vin, tint quelques propos inconsidérés sur Anne. Dès le lendemain, la jeune femme se jugeant insultée, lui rendit visite, pistolet au poing, en lui criant de se défendre s'il ne voulait pas être tué. Émerveillé, le capitaine s'excusa. Huit jours plus tard, ils étaient mariés. C'est peut-être ce qu'elle avait secrètement désiré... Dans les années qui suivirent, elle navigua sur les brigantins que son époux armait en course. Cela ne fit qu'accroître leur popularité parmi leurs sauvages compagnons d'aventures. Lorsque le navire de cet étrange couple rentrant de quelque fructueuse expédition venait mouiller à l'île de la Tortue, sous les canons protecteurs de la batterie d'Occident, les habitants qui admiraient fort leur audace et la fière mine de madame De Graff, venaient en foule les complimenter.

Mais un jour de l'année 1685, la chance faillit les abandonner. Au retour d'une expédition de terre ferme vers le pays de Campeche en Nouvelle Espagne, ils avaient été pris en chasse par des vaisseaux de guerre et durent leur abandonner le navire où ils avaient entassé tout le butin récolté, n'échappant

L'un de ces effroyables pontons anglais où Julianne David, la femme corsaire, fut emprisonnée.



DUGUAY-TROUIN, LE CASANOVA DE SAINT-MALO



Le lit clos
protège la
vertu des
Bretonnes.
Mais il en faut
plus pour
arrêter les
corsaires
malouins.

CONSIDERE comme le corsaire malouin à l'état pur, M. Duguay-Trouin était le fils du capitaine Trouin de La Barbinais, armateur.

Son neveu, Pierre Jazier de La Garde, a laissé du grand corsaire un portrait élogieux :

« Il était d'une taille moyenne et bien proportionné et il avait pour les exercices du corps un goût et une adresse qui l'avaient servi en plusieurs occasions. Son tempérament le portait à la tristesse, ou du moins à une espèce de mélancolie qui ne lui permettait point de se livrer à toutes les conversations... Il était d'un tel désintéressement qu'après tant de vaisseaux pris et une ville du Brésil réduite sous sa puissance, il n'a laissé qu'un bien médiocre héritage quoique sa dépense ait toujours été bien réglée... Il n'a jamais aimé ni le vin ni la table, il eût été à souhaiter qu'il eût eu la même retenue sur un des autres plaisirs de la vie mais, ne pouvant résister à son penchant pour les femmes, il ne s'était attaché qu'à éviter les passions fortes et longues, capables de trop occuper le cœur !... »

Les aventures galantes du corsaire malouin ont été très nombreuses et lui-même a avoué : « L'habitude

du vice me devint un mal incurable !... » Il a souvent évoqué une escale à Lisbonne où il avait un bon nombre de maîtresses passagères, entre autres une demoiselle très riche, entretenue par « un grand du Portugal ». Il n'avait pas oublié certaine petite Anglaise qui avait favorisé sa fuite alors qu'il était prisonnier en Angleterre. Il avait été dénoncé comme pirate à cause d'un malencontreux coup de canon tiré en arborant les couleurs anglaises... Sa maîtresse lui procura le bateau qui lui permit de regagner la Bretagne avec deux autres fugitifs.

Ses faits d'armes ont enchanté toute la Bretagne. Avant 1709, il avait déjà pillé, à lui seul, trois cents navires marchands et vingt-trois vaisseaux de guerre... Plus tard, il fit mieux ! Devant un tel record, Louis XIV le reçut à Versailles et le fit capitaine de frégate.

« Je fus présenté au roi, écrivait-il, par M. de Ponchartrain, secrétaire d'Etat, dans son cabinet, et j'y reçus des marques de sa bonté et de sa satisfaction qui touchèrent mon cœur d'autant plus vivement qu'une forte inclination m'attachait naturellement à cet auguste monarque ».

que de justesse à ceux qui les poursuivaient. Les flibustiers étaient, pour la plupart, superstitieux. De Graff et sa femme estimèrent que cet échec pouvait être interprété comme un avertissement du destin. Et comme leurs raids audacieux avaient rapporté une fortune assez considérable pour suffire à leurs ambitions, ils renoncèrent à continuer ces courses périlleuses sur la mer sanglante des Caraïbes.

Le ménage s'installa dans une vaste habitation sur la côte de Saint-Domingue. Ils eurent des enfants et, comme les autres planteurs du voisinage, s'appliquèrent à faire fructifier leurs biens. Puis, De Graff mourut. Veuve pour la seconde fois, Anne continua de gérer son domaine avec beaucoup d'autorité. Si elle ne jouait plus de pistolet, ses manières brusques révélaient toujours un caractère belliqueux. Un jour, une querelle très vive l'opposa au chevalier de Gallifet, le représentant du roi. L'ancienne flibustière se précipita sur lui et le fit rapidement battre en retraite à grands coups de balai en le traitant de « chien rouge ». En dépit de ses violences, bon nombre de galants venaient courtoiser ses filles. L'aînée se maria, partit pour la France. La cadette resta avec sa mère. Lorsque celle-ci disparut, cette jeune héritière acheta une maison dans le bourg du Cap Français « où elle fit une dépense considérable avec des gens de mauvais commerce ». La seconde fille d'Anne Dieuleveult avait hérité, semble-t-il, de sa turbulence, mais sans trouver à l'employer... A cette époque, la grande flibuste n'était plus qu'un souvenir. Peut-être lui manqua-t-il l'occasion de devenir aussi une authentique héroïne ?

Julienne David, le corsaire travesti

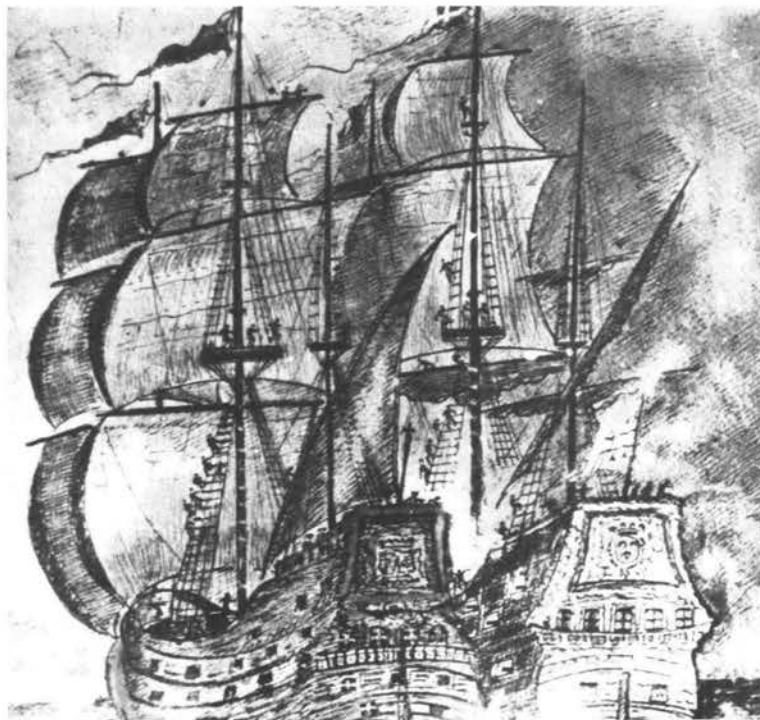
Un nom de femme corsaire n'est pas tout à fait oublié à Nantes. C'est celui de Julienne David, une jeune et solide paysanne née aux environs de la ville, sur la commune de Saint-Mars-du-Désert. Au début de la guerre de Vendée, elle s'engagea parmi les Blancs. Prise par les Bleus, elle parvint à s'échapper et se réfugia chez des fermiers qui l'employèrent à garder les bestiaux. Une telle occupation ne pouvant lui convenir longtemps, elle vint à Nantes, revêtit un costume masculin, et c'est sous ce déguisement qu'elle réussit à se faire enrôler sur le corsaire la « Jeune Agathe ». Le rôle d'armement du navire porte : « Jacques David, de Saint-Mars, dix-neuf ans. Passé le 22 thermidor sur la prise "La main de Dieu". Débarqué à Nantes, de gré à gré, le 6 pluviôse an VI (25 janvier

1798) : son nom est Julienne David, fille ». On lui avait remis ses parts de prises, mais sans doute quelque incident ayant dévoilé son incognito, son capitaine avait-il décidé de ne pas la garder à son bord. Julienne avait pourtant pris goût au métier de marin. A la reprise de la guerre, en 1804, elle résolut de tenter encore sa chance sur un corsaire. Embarquée à Paimbœuf, sous un nom d'emprunt, sur un navire qui fut capturé, elle connut ensuite une pénible captivité. Pour partager le sort de ses camarades, elle n'avait pas voulu révéler son sexe. Comme tous les simples matelots prisonniers, elle fut donc mise sur un ponton. Julienne, qui rêvait d'aventures, se retrouva donc prisonnière. Et dans quelle prison ! De désespoir, elle tenta de mettre fin à ses jours, mais le poison fut inefficace. Elle y vit un signe du ciel : « Dieu ne veut pas que je meure ainsi, je ne tuerai plus jamais ! » dit-elle à ses compagnons d'infortune. L'un d'eux révéla aux Anglais la vérité. Comment les geôliers avaient-ils pu ignorer si longtemps que ce prisonnier était une femme ? Aussitôt elle fut libérée, inscrite sur la première liste de Français destinés à rentrer dans leur pays. Son histoire faisait grand bruit dans la ville de Portsmouth. Julienne était, dit-on, « bien tournée, fort avenante et même assez jolie ». Aussi reçut-elle « de nombreuses avances et entendit-elle des propositions et des sollicitations de plus d'une sorte », mais « elle refusa toute espèce d'établissement en Angleterre, où certainement elle eût pu vivre dans l'aisance, pour revenir en France gagner péniblement, mais honorablement, son pain de chaque jour ».

Rentrée à Nantes, elle continua à s'habiller en homme. Des religieuses l'employèrent, puis le loueur de fiacre Dardare, comme jardinier et garçon d'écurie. L'ancienne femme corsaire ne semblait pas trop malheureuse de son sort. Elle était connue des Nantais sous le nom de Jacquot.

« Souvent, écrivit un contemporain, nous avons pu la voir avec son pantalon gris, sa blouse bleue, son bonnet de coton légèrement incliné sur l'oreille, attelant les chevaux ou les conduisant à l'abreuvoir. Sa taille haute et forte, quoique courbée et amaigrie par l'âge, annonçait une constitution vigoureuse, et la vivacité de son regard dénotait une grande énergie. » A Noël 1842, elle tomba malade et prévint sa propriétaire qu'elle ne paierait pas le prochain terme de son loyer. Elle fut admise à l'Hôtel-Dieu le 9 janvier 1843, mourut le 26. Sa mort passa inaperçue... Comme elle avait toujours été très pauvre, on lui offrit le cercueil réservé aux indigents.

Une scène
de la guerre
de course
(Dessin d'Armel
de Wismes).



Les écrivains de la Bretagne

LE DOLMEN LITTÉRAIRE

par Henri POLLÈS



Chateaubriand
dans une pose
napoléonienne.
Dessin de Topffer (1831)

MON sujet dépasserait infiniment les limites d'un tel article si je voulais remonter au début de la littérature française ; cette brève revue se bornera donc aux temps qu'on peut dire modernes, c'est-à-dire qu'elle commencera au romantisme.

Un premier problème se pose à nous : certes, il y a l'éclatante pléiade des écrivains purement français : poètes, dramaturges,

romanciers... Mais le chef de file du mouvement est tout de même le demi-Breton Hugo.

Tentative d'annexion malhonnête, celtisation abusive, diront certains. Loin de moi l'intention de voler une autre province : je me contente de m'interroger, estimant que cela en vaut la peine. On sait que c'est sa mère qui était l'élément breton du couple Hugo ; or les juifs prétendent que c'est la mère qui est le

véhicule principal de la judaïté. Pourquoi pas celui de la bretonnité ?

Je pense toutefois que le lot d'illustrations éclatantes que le destin a réservé à notre pays est suffisant, et même assez surabondant, pour qu'on ne cherche pas à prendre notre bien là où l'on n'est pas absolument certain qu'il se trouve.

Ce n'est pas l'endroit où tenter une fois de plus des monographies enthousiastes qu'on peut lire à suffisance dans tous les manuels de littérature française. Je voudrais en un survol rapide montrer comment leurs valeurs bretonnes ont déterminé la naissance, l'évolution et nourri la grandeur de nos trois grands auteurs. Et cela n'est nulle part plus évident qu'au chapitre de leurs rapports avec les grands problèmes. On s'expliquerait mal l'influence qu'ils eurent sur l'histoire du sentiment et de l'inquiétude religieux à l'époque romantique si on n'invoquait l'obsession bien bretonne pour le mystère et les plus hauts mystères, un idéal religieux et mystique, et le goût des spéculations de l'au-delà.

Un don Juan restaure la religion

Chateaubriand n'est pas le premier que dans l'ordre chronologique ; il faut bien le reconnaître et l'accepter comme le premier des Bretons, malgré ses défauts presque aussi grands que sa grandeur ; en dépit de ses puérilités, ses coquetteries, ses affectations de pathétisme (non pas qu'il en soit dépourvu, mais il en éprouve moins qu'il n'en proclame), ses vanités sous des protestations d'humilité et de mal-aimé, voué à la solitude bien que comblé des femmes les plus désirées de son temps...

Après l'ébranlement, voire la mise en pièces du système religieux traditionnel et de l'ensemble moral et culturel qui lui était associé ; après la déspiritualisation de la France au nom d'un autre idéalisme qu'il ne faut pas nier, on sait que l'auteur d'« Atala » entreprit, avec un succès dont on a peine à notre époque à mesurer l'ampleur, une apologie de la doctrine chrétienne et de l'apport de l'Eglise à la civilisation depuis le Moyen Age.

Et il n'est pas douteux que ce qu'on peut appeler la religion du romantisme vient de là. René est le père spirituel de celui qu'il baptisait « l'enfant sublime ». Le jeune Hugo est catholique et royaliste comme son modèle (« être Chateaubriand ou rien »). Sans le « Génie du christianisme », il est douteux que « Notre-Dame de Paris » aurait été écrit.

Cependant, malgré la réussite indéniable de cette restauration, elle avait été plus lyrique que théologique, et elle faisait songer un peu à la revalorisation des splendeurs du Moyen Age par cet autre releveur de ruines que fut Viollet-le-Duc. Certes, elle avait reçu l'appui de la plupart des esprits qui exercèrent une influence spirituelle sur leur temps, ceux au cœur de qui les fameuses « lumières » du siècle précédent semblaient froides et tournées vers l'extérieur. Mais la religion « de nos pères » allait se trouver en difficulté sous la poussée de l'idée et de l'idéal socialiste, et décevoir une fois de plus l'attente du peuple avide d'un changement radical. Alors Lamennais parut, qui prit une conscience brûlante de cette urgence.

Des paroles de tonnerre

Nous imaginons mal en notre fin de siècle où l'on est habitué à voir une partie du clergé — la plus jeune — donner plus de gages aux guérilleros de la subversion qu'au Vatican, le retentissement en France et dans toute l'Europe des « Paroles d'un croyant », qui prenaient le parti de la révolte des pauvres et adjurait les riches d'aller plus loin que la charité, de tendre à l'équité.

Et comme on reconnaît là le grand cœur de croyant breton un

peu naïf bouleversé par la misère du peuple, qui en quelque sorte prend Dieu au mot et veut le forcer à tenir les promesses du Nouveau Testament ! On songe à nos compatriotes de jadis qui secouaient violemment les statues de bois des vieux saints parce qu'elles tardaient à exaucer leurs prières. L'imagerie évangélique ne montre-t-elle pas un bon pasteur qui délaisse les brebis comblées pour secourir celles qui sont dans le besoin ?

Ce néo-christianisme plus riche de cris d'amour que de démonstrations logiques et d'idées organisatrices aurait sans doute été impuissant, en tout cas, à sauver l'Eglise, mais peut-être une jeunesse exaltée par son verbe de flamme eût-elle quelque temps encore retardé sa décomposition, s'il avait montré plus de souplesse et de patience, s'il avait eu plus de « politique » pour convaincre le Vatican au lieu de le défier. Mais n'est-ce pas dire : s'il avait été un peu moins breton ? C'est sans doute la dernière des choses à réclamer à un cœur dévoré d'un tel feu : l'habileté manœuvrière. Il aime, il rêve, il



Lamennais, précurseur du catholicisme social.

soupire, et quand la coupe est pleine, il rompt. Et en demandant plus qu'elle ne pouvait donner à la religion, il lui rendit ce mauvais service de montrer qu'elle était trop sclérosée pour épargner au monde les rudes secousses d'une révolution sociale.

C'est donc l'autre facette du caractère breton qui rendit impossible ce que la facette sentimentale avait entrevu de généreux et de grand. Le prodigieux presbyte d'une nécessaire

évolution, le Breton à la seconde puissance qu'il était se révéla bientôt le « sale caractère » que nous connaissons trop bien, si fréquent parmi nous : l'entêté, l'excessif, le cassant. Le saint François d'Assise qui parlait avec une délicieuse tendresse aux oiseaux faisait preuve d'une dureté de fer avec ceux qu'il estimait les ennemis du Dieu de bonté, et donc les siens. Un partisan du tout ou rien. Le comble de la contradiction intime dont j'ai déjà signalé le vice, puisque son plus terrible ennemi était une partie de lui-même. Son amour parfaitement authentique du peuple se révélait inopérant à cause de sa susceptibilité ombrageuse, de sa fureur incontrôlée contre ceux dont il voulait croire qu'ils niaient l'innocence de ce peuple bien-aimé ou qu'ils en abusaient.

Breton aussi profond, mais moins absolu, Renan avait compris, lui, que la vérité est une éternelle jeune fille à laquelle il faut toute sa vie faire une cour discrète sans jamais tenter de la posséder définitivement.

Faut-il dire alors que la prudence de ce subtil esprit dont l'idéalisme ne fut jamais mis en question était opportunisme, sinon manque de courage ? Nullement : la publication de « La vie de Jésus » exigea un véritable héroïsme, et Renan sut quitter les honneurs quand l'honneur l'exigeait, mais *idéaliste pratique* comme la majorité des Bretons, il sut aussi mener une très belle carrière officielle.

Il est curieux de remarquer à quel point l'évolution religieuse de nos trois grands penseurs est inséparable de celle qui fut la leur à travers l'éventail des positions politiques et sociales de l'époque. Et comme ils subirent tous trois, encore que très différemment, la tentation du socialisme. Et que de tâtonnements, et que d'hésitations douloureuses entre une vraie théocratie périmée et un authentique gouvernement pour et par le peuple !

Certes, c'est chez Lamennais que le déchirement de toutes ces réorganisations de la société fut le plus dramatique, mais on s'aperçoit avec étonnement, si on lit bien « L'avenir de la science » qu'il ne publia que cinquante ans après l'avoir écrit, que Renan, à vingt-cinq ans, à peine délivré du carcan clérical, est presque saint-simonien, alors qu'il mourra dans la foi aristocratique.

Quant à Chateaubriand, on doit reconnaître que, sa vie durant, il demeura fidèle au christianisme traditionnel et au trône ; et cependant, il eut la lucidité de se rendre compte vers la fin de sa vie que sa foi politique était d'un autre âge et d'admettre le besoin et la revendication de liberté du peuple ; bref, non seulement de saluer la démocratie mais d'effleurer le socialisme.

On peut donc dire qu'à travers leurs trajectoires variées et complexes et leurs zigzags, nos trois penseurs bretons ont reflété, quand ils ne les ont pas suscitées, les incertitudes, inquiétudes, aspirations de trois générations de Français ; ils leur ont fait prendre une conscience de Dieu moins formaliste, plus exigeante ; ils ont été les plus importants moteurs de l'évolution du sentiment religieux et, par contrecoup, ils ne pouvaient pas ne pas influencer le sentiment politique.

Quelle province aurait l'audace de revendiquer un tel enrichissement de l'esprit et de l'âme de la France ?

Bertrand inspire Baudelaire

Je pense qu'on n'avait guère encore remarqué — et j'avoue à ma grande honte que je n'en ai fait la découverte que récemment — que cette forme intermédiaire entre la prose et la poésie, la prose poétique, pratiquement inconnue avant le XIX^e siècle, et qui est devenue une spécialité si estimée de la littérature française, doit être considérée comme une invention bretonne, qui prouve une fois de plus la profondeur, la fécondité, la variété de notre veine poétique. On nous avait donc

Madame de Sévigné en Bretagne : une précieuse chez les Iroquois

SI l'on fait le compte des mois passés par Madame de Sévigné dans son château des Rochers, on s'aperçoit que le séjour dans cette demeure voisine de Vitré représente près de six ans de la vie de la fameuse épistolière. Elle se rendait là par mesure d'économie imposée par les dilapidations de son chenapan de fils. « Ici — écrivait-elle à sa fille, Madame de Grignan (27 décembre 1684) — je ne dépense rien et j'envoie mon revenu à Paris. »

Ce fut dans une petite pièce du rez-de-chaussée des Rochers qu'elle rédigea le tiers de sa correspondance et formula la plupart des propos qui l'ont rendue célèbre, tel cet aphorisme digne des précieuses : « *Savez-vous ce que c'est que faner ?... C'est retourner du foin en batifolant dans une prairie.* »

Bien qu'elle se prétendît souvent bretonne par son mariage (1), Madame de Sévigné n'aimait ni la Bretagne ni ses habitants. « *Les femmes de ce pays, écrit-elle, sont si sottes qu'elles laissent croire qu'il n'y a que moi dans la ville quoiqu'elle soit toute pleine* » (12-8-1671). Leurs maris ne valaient guère mieux. Tous des ivrognes : « *Il faut croire qu'il passe autant de vin dans le corps de nos Bretons que d'eau sous les ponts.* » Ces couples avaient en outre le fâcheux défaut de ne point toujours s'exprimer en français : « *Et tous parlaient si extrêmement breton que nous pâmions de rire* » (dernier jour de mai 1680). Le sort de la classe populaire : réglé en quelques coups de plume méprisants. Cette « Dame Tartine » de la littérature, ainsi que l'avait surnommée Kléber Haedens, s'amusait comme une petite folle à affubler son entourage de pseudonymes ridicules. La famille Trésiguidy devint « Querignisinguivi », Monseigneur de Guermadec, évêque de Saint-Malo, « la linotte mitrée » et Made-moiselle du Plessis, « Kerlouche » ou « Kerborgne ». « *N'est-ce pas un bon mot ?* » avouait-elle, satisfaite, à sa fille. « *Oui, Madame, assurément, je vous prends pour une Allemande...* », lança-t-elle un beau jour à sa voisine, la princesse de Tarente, veuve du duc de la Trémoille, premier baron de Bretagne. Néanmoins, la marquise avait la naïveté d'affirmer : « *On m'aime en ce pays.* »

Rafrâchissantes pendaions

Elle se trompait. Les Bretons ne lui pardonnent pas d'avoir relaté sur le mode badin les tragiques événements de la Révolte des Bonnets Rouges. Cette

(1) Avec un gentilhomme qui n'était point marquis, mais, plus modestement, baron.



L'odieuse
marquise
de Sévigné.
Dessin de Redon.

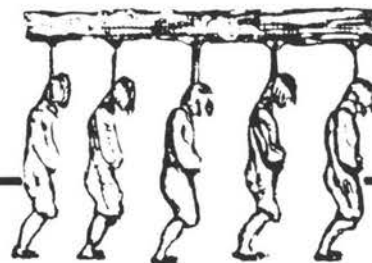
insurrection provoquée, en 1675, par la décision royale de frapper d'une taxe le papier timbré, le tabac et l'étain, prit l'ampleur d'une petite révolution. Il fallut, pour ramener l'ordre, dépêcher plus de huit mille hommes de troupe en Bretagne. Madame de Sévigné n'assista ni à l'insurrection ni à sa féroce répression, mais elle en rendit compte avec l'assurance d'une Geneviève Tabouis, mystérieusement dissimulée sous la table des réunions d'état-major. Force est de reconnaître que cette chipie avait une qualité indéniable de journaliste. Elle fut un reporter contestable pour ce qui est des informations, mais un chroniqueur éblouissant.

Quel beau talent gaspillé pour évoquer, le plus souvent en ricanant, le zèle des troupes royales ! Comment pardonner ceci : « Nous ne sommes plus si roués ; un en huit jours seulement pour entretenir la justice. Il est vrai que la pendaison me semble maintenant un rafraîchissement » (24-11-1675) ; « Nos soldats s'amuse à voler et mirent l'autre jour un petit enfant à la broche, mais d'autres désordres, point de nouvelles » (5-1-1676) ; « Nos pauvres bas-Bretons, à ce que je viens d'apprendre, s'attroupent quarante, cinquante, par les champs et dès qu'ils voient des soldats, ils se jettent à genoux et disent mea culpa. C'est le seul mot de français (sic) qu'ils sachent... On ne laisse pas de pendre ces pauvres bas-Bretons. Ils demandent à boire et du tabac et qu'on les dépêche » (24-9-1675).

Les malheurs des Bretons ne l'affectaient guère. Ils ne la troublaient que lorsque son confort était menacé par l'approche de l'armée du roi : « Je trouve tout fort bien, pourvu que les quatre mille hommes qui sont à Rennes sous MM. de Fourbin et de Vins ne m'empêchent point de me promener dans mes bois qui sont d'une hauteur et d'une beauté merveilleuses » (20-10-1675). Seuls l'exil des membres du parlement de Rennes et les pressions exercées sur la noblesse des Etats de Bretagne lui dictèrent de rares protestations. « Depuis notre mariage de la duchesse Anne avec Charles VIII, cette belle et grande province avait bien d'autres prérogatives », « Notre grande héritière Anne ne méritait-elle pas que son contrat de mariage fut fidèlement exécuté ? »

Madame de Sévigné reconnaissait d'ailleurs son absence totale de sensibilité : « J'ai l'esprit éclairé et le cœur de glace. » Elle avait, effectivement, un tempérament réfrigérant même si Léon Daudet prétendit dans « La pluie de sang » que son bon cœur faisait pardonner bien des erreurs. A moins qu'elle n'ait été, plus simplement, un grand écrivain doublé d'une petite âme...

H.L.B.



frustré de cette innovation si importante, si grosse d'avenir, mais reconnaissons que nous nous en frustrions nous-mêmes.

Comme dans tant de domaines, l'initiateur fut Chateaubriand. On ne peut dénier à l'Enchanteur le titre de premier poète en prose de l'Occident.

On me dira qu'il y eut tout de même d'abord les épopées de tous les temps et de tous les lieux. C'est juste ; mais ces longs récits, toujours pétris de merveilleux, sont très généralement en vers, et si l'on est tenté de les rapprocher parfois du genre que je vais tâcher de cerner, c'est que nous ne les connaissons que dans la prose des traductions, qui tâche d'évoquer comme elle peut (et pas toujours bien) le mètre du texte original.

C'est une façon bien particulière et subtile, issue des deux formes bien connues, qui doit combiner les vertus de chacune sans qu'on puisse risquer de la confondre à l'une d'entre elles ; une délicate sublimation, une exaltation de la prose, une élévation de son niveau esthétique, un enrichissement mais sans la moindre surcharge. (Le verset de Claudel, inspiré par la Bible, est encore autre chose.)

C'est dans cette forme, qui atteint parfois chez lui la perfection, que René a chanté aussi bien ses amours que la forêt américaine, que la gloire, que les somptuosités et les vertus secrètes de la religion.

Deuxième grand poète en prose breton du romantisme, Lamennais, avec « Les paroles d'un croyant » (1834). Encore une grande première : on n'avait jamais tenté de donner une telle cadence à la prose politique pour la rendre plus convaincante, pour faire plus émouvante la prière pour le salut du peuple.

C'est de ces années-là que date le fameux « Gaspard de la nuit » d'Aloysius Bertrand (au prénom médiévalisé pour rendre hommage à une époque, on le sait, alors fort à la mode), souvent considéré comme la première réussite du genre. Bertrand avait sous-titré son recueil « A la manière de Jacques Callot » et Baudelaire affirme dans la préface du sien — qui portait, pour la première fois, l'enseigne du genre nouveau — avoir œuvré à la manière d'Aloysius, dans le but d'exprimer le moderne comme son prédécesseur avait fait d'un monde ancien. J'estime cependant qu'il ne s'agit ni dans l'un ni dans l'autre cas de véritables poèmes en prose. Ce sont des tableaux d'esprit, astucieux certes, mais d'une construction trop étudiée, trop mathématique (ceux de Baudelaire sont à l'image des contes d'Edgar Poe qu'il était en train de traduire) pour que naisse le chant sans lequel la formule du genre demeure inaccomplie et notre satisfaction n'est pas complète. Certes, on y trouve du mystère, mais le mystère poétique exclut une telle rigueur et tant d'esprit. Certes encore, les démons de la curiosité et de la

ERNEST RENAN, par GILL



Un cheval qu'on n'attendait pas

A PRES avoir donné au XIX^e siècle le plus parfait recueil de poésie populaire jamais réuni par une province, nous avons récidivé peu avant que le siècle ne s'achève avec « Les légendes de la mort », d'Anatole Le Braz, qui connut le plus grand succès de librairie — national et international — atteint par ce type d'ouvrage.

Mais « Le cheval d'orgueil » devait pulvériser tous les records. Ce fut le coup du célèbre Papillon renouvelé pour un livre dont le genre n'avait jamais connu une telle fortune : toutes les machines modernes à produire le miracle commercial furent mobilisées sans qu'il y eut aucune manœuvre, aucun calcul habile de la part de quiconque. Personne ne s'y attendait, et l'auteur moins que tout le monde. Sans doute était-ce une certaine nostalgie dont on n'imaginait pas le monde moderne travaillé en secret qui réclamait cela en ces années-là ?

Ainsi la Bretagne donnait-elle à la France la palme de l'édition du texte folklorique. Et cela prouve une fois de plus la pérennité de la personnalité très forte d'un pays, alors que tant de territoires et d'âmes locales subissent la marée de l'uniformisation. Loin de moi la vanité de réclamer je ne sais quel prix d'excellence pour ma province, mais la France doit



Per Jakez Hélias.
Dessin de Redon.

reconnaître qu'aucune n'a enrichi davantage son trésor spirituel. Et les Bretons vent être également fiers d'une certaine richesse intérieure rarement dépourvue d'un lyrisme secret et de leur note éclatante dans le concert français.

H.P.

perversité (chers au jardinier des « Fleurs du mal ») s'y rencontrent à chaque instant, et le fameux ange du bizarre... Mais s'il est un ange qui préside aux destinées du poème en prose, je pense qu'il est plus familier et moins inquiétant.

La force de la vérité

Plus que huit ans à attendre pour posséder le chef-d'œuvre du genre, le plus grand, le plus soutenu, le plus plein d'âme et d'ironie à la fois des poèmes en prose puisque, si elle ne parut en volume qu'en 1883 avec les « Souvenirs d'enfance », on put lire « La prière sur l'Acropole » en revue en 1877.

Renan fait chanter le français comme il n'avait jamais chanté en développant une longue comparaison entre la magnifique déesse de la sagesse athénienne et le « pauvre » petit Dieu si humble et pitoyable — mais que de grandes choses il nous enseigne sur la misère humaine ! — des calvaires de granit de notre pays.

Il serait difficile de surfaire l'importance de cette dizaine de pages (seulement dix petites pages !). Elles sont la référence pour tous les écrivains qui aspirent à enrichir leur prose, à l'intensifier si j'ose dire, sans l'alourdir, car c'est le paradoxe et le secret du charme de Renan et de sa transparente profondeur : une force de vérité inouïe cachée sous une sorte de tendre nonchalance. Flaubert, qui n'était jamais satisfait de la cadence de son style (qu'il essayait sans cesse à son célèbre « gueuloir », on le sait, et comme cela se sent dans l'ouverture fracassante de « Salammbô », par exemple !), ne s'y trompa pas. Dès la publication dans la « Revue des deux mondes », il criait son enthousiasme à George Sand : « Personne n'admire cela plus que moi ». Il savait qu'il avait trouvé le modèle absolu.

Ajoutons, en espérant ainsi avoir résumé ce que nous inspire

ce miracle, que c'est la première prose qui réussit à élever jusqu'au chant une interrogation métaphysique, une réflexion sur les grands problèmes de notre destin, du jugement des hommes et des dieux.

Et, comme si tout cela ne nous suffisait pas pour nous enorgueillir d'être les fils de ce pays, voici que nous naît Corbière, qui ajoute au trésor poétique de la France une œuvre parfaitement originale, d'une immense importance, d'une incalculable fécondité pour les temps à venir, car on peut dire qu'il est le premier poète moderne.

Je ne fais pas a priori confiance à tout ce que renferme l'idée de modernisme. Ils me font rire ceux qui croient décerner à un homme ou à une œuvre le compliment suprême quand ils lui ont appliqué l'épithète magique. Elle peut aussi bien faire douter de l'authenticité de la poésie que lui ajouter une coloration inédite. En voulant moderniser la poésie, certains l'ont renouvelée, et d'autres l'ont corrompue.

Quel est le signalement de ladite poésie — ou ses signalements ? D'abord une entière liberté de la forme. Cependant, Corbière a beau faire subir toutes les avanies au vers rimé, il a toujours refusé de l'abandonner. Il laisse à Apollinaire le soin de secouer jusqu'au point de l'abolir la contrainte discutable, la superstition séculaire. Une fantaisie allant jusqu'à l'acrobatie : le phénomène de foire qu'était (comment expliquer ces aberrations chromosomiques ?) le fils du très bel homme et célèbre romancier maritime Edouard Corbière ne s'en est pas privé. Une certaine folie soigneusement cultivée et, bien entendu, une bonne dose de révolte. Celle-ci court tout au long des « Amours jaunes ». Et comme on le comprend ! Le pauvre Tristan avait besoin d'oublier, de compenser une terrible misère physique, une fatalité tératologique. Hélas ! je ne pense pas que de telles vertus suffisent par leur seul pouvoir à activer si fort le feu poétique. L'homme qui se met au ban de la société n'est pas

plus nécessairement poète — et poète nouveau ! — qu'un sujet issu des classes moins inquiétantes de la société. Disons que notre monstre génial est moderne pour le meilleur et pour le pire. Mais le grand poète Corbière est ailleurs : dans le chant secret de son malheur et de son rêve d'homme, son rêve d'amoureux, son rêve de Breton.

Laforque, qui le suit de près, vient évidemment de lui. Et puis Apollinaire. Si l'on doit reconnaître ce que l'auteur d'« Alcools » a conquis de nouveaux territoires à la poésie moderne, il est certain qu'il commença par entendre la leçon du misérable et glorieux Breton. Si chacun s'est frayé une voie originale, tous sont partis de lui. Même s'ils se sont élevés plus haut que lui sur la colline du Parnasse moderne, c'est lui qui commença l'ascension, qui leur montra le chemin.

Encore une aventure prodigieuse de notre histoire littéraire : après trois grands écrivains religieux, chacun à sa façon, c'est donc la tendance à la révolte, élément essentiel de l'étrange couple de pulsions contradictoires qu'est le caractère breton, qui devait nous doter d'un grand poète du blasphème — et de la dérision...

La part celtique de Bardamu

Les siècles se suivent et ne se ressemblent pas, pas plus que les jours. Et notre chère province est loin d'avoir fait au grand pays et d'abord à elle-même des cadeaux de la même importance qu'au XIX^e siècle durant celui-ci qui tire à sa fin. Mais ne désespérons pas : l'histoire peut allumer d'innombrables, d'éclatants feux d'artifice dans un tout petit laps de temps.

On pourrait certes s'étendre sur l'influence considérable que n'ont cessé d'avoir les géants bretons du siècle précédent. Il n'y a pas de purgatoire pour les vrais dieux : ils sont au-dessus de la mode. Mais reconnaissons que les grandes lumières auxquelles nous n'avons cessé d'aspirer n'ont pas paru.

Chaque époque a peut-être les dieux et les chefs-d'œuvre qu'elle mérite, et c'est un chef-d'œuvre de la nuit et un dieu de boue et de loques que je voudrais évoquer à présent. Car l'auteur du plus célèbre roman du siècle avec celui de Proust — il y a la « Recherche » et il y a le « Voyage » — est à demi de chez nous, à demi nôtre. Je ne voudrais pas le faire plus breton qu'il n'a revendiqué de l'être — j'ai déjà parlé de ce cas à propos de Hugo — et je craindrais de me répéter en m'y attardant. Cependant, je pense que le biographe et le

psychologue littéraire qui chercheraient la part celtique dans la genèse de son œuvre démesurée et l'explication de son destin à la fois glorieux et misérable, chaotique, traversé de fondrières et frôlant sans cesse l'abîme, en verrait sa peine récompensée. Les qualités et les défauts évidents du caractère paradoxal de notre race s'y révèlent en pleine évidence, exacerbés par une non moins manifeste prédisposition, aggravés par des malheurs réels dont les principaux furent ceux de notre histoire. Sa vie paraît sans cesse menacée de quelque excommunication sociale. Condamnée à une suite ininterrompue de cercles vicieux. Il réagit aux violentes souffrances qu'une souveraine injustice, selon lui, lui inflige par une violence décuplée. Il n'y a pas d'orgueil plus dangereux que celui de l'humilité si ce n'est celui de qui se croit humilié. Le Breton sentimental, froissé, déçu, mortifié, s'efforce d'échapper à une destinée maudite en se précipitant dans l'escalade des revendications et des anathèmes. Le modèle de Léon Bloy est de très loin dépassé. Ces héros de la colère qui se persuadent que chacune de leurs colères est sainte sont condamnés à l'outrance toujours plus énorme. Ces Don Quichotte d'une cause sacrée — qui est toujours celle de leur propre sort — s'enferment dans le mythe de leur innocence foulée aux pieds, et ce traitement scandaleux leur donne toute licence pour la haine et la vengeance (toujours heureusement en verbe), et les voici prêts à mettre à feu et à sang le monde entier coupable d'avoir attaqué leur honneur ou leur génie — et en priorité une race qui, en ce temps-là, était une proie toute offerte et assez facile.

Le complexe d'infériorité et son pendant compensatoire, le complexe de supériorité, s'exercent ici avec une implacable rigueur. Céline s'est peint en gosse du peuple morveux et citoyen ordinaire, en troisième classe toujours berné, toujours exploité, et son œuvre est l'obsédant monologue de celui qui, à force de se croire persécuté, se veut persécuté, qui imagine l'histoire du monde comme une conjuration contre la maladive surestimation de soi pour avoir le droit de prendre le ciel à témoin du martyre inique auquel on l'a condamné sous le nom de vie.

Et ne manquez pas de noter la même satisfaction perpétuelle, encore bien bretonne, que Chateaubriand, dans la gloire la plus éclatante qu'un auteur ait connue, chacun dans son siècle.

Et tout de même ce fut un grand, même si l'on peut sans cesse grossir la liste des petitesesses de cette grandeur, un grand qui fut crucifié à son génie comme à sa névrose.

Pollès
en indigène,
devant
le portrait
de René.



MEURS EN PAIX, LANGUE BRETONNE

par Goulven PENNAOD

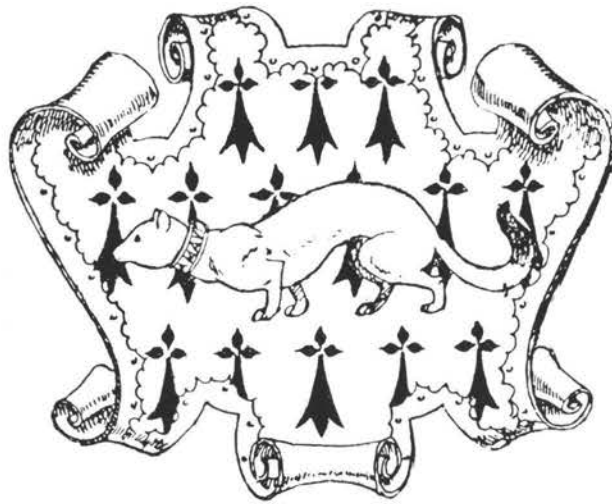
« **E**NSEIGNER le breton : une exigence bretonne ». Tel était le ton comminatoire des nationalistes et autonomistes entre les deux guerres. A cette époque, on le sait, la politique constante de tous les gouvernements français depuis Jules Ferry était d'imposer par tous les moyens l'usage exclusif de la langue nationale. Le « symbole » (appelé aussi la « vache ») — grossier morceau de bois — était suspendu au cou du gosse surpris à parler son vernaculaire : tout cela est bien connu et toujours rapporté pour stigmatiser la scélératesse du gouvernement central. Pendant la guerre, le régime du Maréchal autorisa, au moins du bout des lèvres, quelques cours de breton dans les écoles, hors programme. Un instituteur laïc courageux, Yann Kerlann, ouvrit même une école privée monolingue à Plestin-les-Grèves qui reçut une dizaine d'écopiers. Tout cela disparut en 1944 et il fallut attendre la loi Deixonne en 1951 pour que l'enseignement des langues dites régionales soit autorisé dans son principe. Dix ans plus tard, pratiquement rien n'avait été fait et tout l'enseignement du breton reposait sur des associations privées comme Skol Ober ou Skol der lizer, enseignement par correspondance assuré par des bénévoles pleins de zèle, mais parfaitement démunis d'argent, puisqu'ils ne faisaient pas payer leurs cours.

Il se créa alors un groupe plus ambitieux, Skol an deskadurezh eil derez (Ecole d'enseignement secondaire) connu sous ses initiales SADED qui procura, à un niveau de l'ordre du baccalauréat, des cours monolingues bretons de langue moderne et ancienne, de mathématiques, physique, chimie, géographie, histoire, littérature, économie, etc. L'expérience se poursuivit une dizaine d'années et forma environ trois cents personnes. Il était bien évident

cependant qu'un tel enseignement, de par son niveau relativement élevé, compliqué encore par l'usage d'une langue technique bourrée de néologismes inconnus du locuteur naïf, ne pouvait apporter de solution au sauvetage de la langue. C'est alors que naquit Diwan, d'un mot breton signifiant « germe », inspiré directement de l'expérience basque des Ikastolak. Ses promoteurs sont le plus souvent des instituteurs laïcs, pour la plupart, mais pas toujours, de « sensibilité de gauche » et parfois militants de l'Union démocratique bretonne. La générosité et l'inconscience soixante-huitardes

n'y sont pas rares. Déléberement, ils se placèrent dans le cadre de l'Etat. Contrairement au SADED, élitiste et strictement monolingue, Diwan voulut prendre les enfants au « germe », c'est-à-dire dès l'école maternelle, et prenant acte du fait que tous les Bretons, hormis une trentaine d'octogénaires dans des hospices et une cinquantaine d'enfants de familles nationalistes, étaient, au mieux, bilingues, il créa des écoles maternelles et de toutes petites classes où breton et français se-

raient enseignés côte à côte. Ce mouvement suscita une grande espérance ; des écoles naquirent un peu partout dans la partie occidentale de la Bretagne. La langue allait être sauvée... Aujourd'hui, c'est l'heure du bilan. Début mars de cette année, la direction communiquait aux journaux : « L'Etat trahit ses engagements. Pas un seul instituteur de Diwan n'est intégré. Résultat : nous allons mettre l'ensemble de notre personnel au chômage, à savoir cinquante-quatre salariés. » Dans le même temps, on apprenait qu'au bout de dix ans d'efforts Diwan avait trois cent quatre-vingts élèves (soit, à peu près 0,01 % de la population totale de la Bretagne), qu'il n'y avait pas un sou en caisse pour payer les salaires de mars l'Etat, il est vrai, devant aussi 930 000 F à Diwan.



Comment expliquer une situation aussi catastrophique ? Il y a des causes lointaines, profondes, qui ne dépendent pas des maîtres dont le zèle et l'enthousiasme sont indiscutables. Jusqu'en 1914, il a existé en Bretagne une véritable société rurale traditionnelle où, à l'ouest d'une ligne allant de Saint-Brieuc à l'embouchure de la Vilaine, toutes les campagnes étaient bretonnantes et nul n'en souffrait. Vint la boucherie des tranchées où le paysan breton servit de bétail à sacrifier. Deux cent cinquante mille y restèrent ou revinrent mutilés, gazés, avilis par la « double » de pinard, et francisants. D'eux-mêmes — et non pas tant sous l'effet d'une « persécution » linguistique — les survivants jurèrent que leurs enfants ne parleraient pas le breton, car le français était la clef de la réussite sociale. « Lorsqu'un paysan achète une

Précision linguistique

“ Nous avons appris assez vite le mot *merde* sans savoir à quelle langue il appartient, puisque nos maîtres ne l'emploient jamais alors que les combattants de 14 en émaillent leurs propos. Mais le *merde* breton, *kaoc'h*, est beaucoup plus décisif, surtout accompagné de *ki*, chien, et renforcé de *du*, noir. Comme chacun sait, le chien noir est une incarnation du Diable, donc son excrément est la pourriture la plus exécrationnelle qui soit. *Merde de chien noir* pour vous !... C'est la façon la plus injurieuse d'envoyer quelqu'un au Diable !... ”

P.-J. Hélias, « Le cheval d'orgueil »

centrifugeuse, écrivait le dramaturge Tangi Malmarche dès 1903, que lui chaut sa vieille baratte ? » Non seulement l'ensemble des paysans bretons ne transmet pas son idiome à ses enfants mais, délibérément, il se prit à haïr sa propre langue. Aucune statistique officielle n'est là pour confirmer les chiffres des locuteurs, mais vers 1890 on estimait aux alentours de 1 200 000 le nombre des bretonnants. Aujourd'hui, ils sont difficilement 400 000 et encore s'agit-il souvent de « terminal speakers » voire d'entendeurs plus ou moins passifs. Contre ce fait brutal, les « yezhkarourion » (amants de la langue) ne peuvent rien, mais ils ne furent pas exempts d'erreurs pédagogiques moins pardonnables. La plus grave fut sans doute de

feindre de croire que le bilinguisme est une situation viable et que l'enfant bilingue est plus ouvert que celui qui ne connaît qu'une langue.

Vers 1928, l'écrivain Roparz Hemon disait déjà : « Un homme peut parler plusieurs langues, un peuple n'a besoin que d'une seule. » On peut y ajouter cette « loi » que, comme pour la monnaie, « la mauvaise langue chasse la bonne » et que le breton ne fait pas le poids face au français, de même que celui-ci doit s'incliner aujourd'hui devant l'anglais. A cette première erreur s'en ajouta une seconde : on n'enseigna pas le breton standard, mais le parler local. S'imaginerait-on un enseignement du français différent à Ivry et dans le XVI^e arrondissement ? Ce n'est pas risible, hélas, car c'est exactement ce que Diwan posa en doctrine et on put assister au spectacle étrange de familles ayant peiné à enseigner à leurs enfants un breton standard correct les retirant de l'école bretonne qui ne leur apprenait qu'un méchant sous-patois et formait des enfants quasiment incultes tant en breton qu'en français ! Enfin, il y eut une erreur psychologique. La France est un Etat dont seule la langue fait l'unité. Que le français soit amoindri si peu que ce soit par rapport à un idiome allogène et c'en sera fait de la substance même de cet Etat. Aucun gouvernement français, si utopiste et droits-de-l'hommesque qu'il soit, ne peut se le permettre. Il tolère le breton dans la mesure où il le sait moribond : un verre de champagne à l'agonisant, ça ne fait de mal à personne et cela conforte l'image onusienne de la France. Quelle dose de naïveté n'a-t-il donc pas fallu à nos instituteurs pour demander, en plus, à être payés par l'Etat français pour saper la France ? On croit rêver.

Que des Bretons conscients de leur celtitude, et des valeurs qu'elle porte depuis des siècles, veuillent la sauver, soit, mais dans ce cas on ne demande pas d'argent à ceux que l'on regarde soi-même comme des adversaires, sinon des ennemis. « Ni hon-hunan ! » (Nous-mêmes !) disaient, à l'imitation des Irlandais, les vieux autonomistes de Breiz Atao. De même font les Basques des Ikastolak. « La sottise est sans honneur », disait Maurras. Mendigoter n'est pas plus honorable. Aujourd'hui, plus personne en Bretagne n'est contre l'enseignement du breton. A quoi bon tirer sur une ambulance ? On la chérit même, cette vieille langue de nos vieux pères. Elle mourra bien aimée.



Sainte Anne lisant.

(Porche de l'église de Pencran.)

LES BRETONS DANS LA GUERRE

par Hervé LE BOTERF



Le dîner de fondation de Sao Breiz, qui réunissait les Bretons de la France libre.
Au fond, De Gaulle, et à ses côtés, le Breton Pleven et l'amiral Muselier.

LE 14 juin 1940, à 5 h 30 du matin, l'armée allemande arrivait à Paris. Quatre jours plus tard, elle occupait Rennes et, le surlendemain, Nantes et Brest. Tout espoir de résister à l'ennemi, en dépit du projet insensé de réduit breton conçu par Paul Reynaud, était définitivement perdu. De Londres, le général De Gaulle lançait son appel historique à ceux qui voulaient, avec lui, poursuivre le combat. Les Bretons furent les premiers à le rejoindre dans des conditions où le pittoresque voisinait souvent avec le sublime. C'est ainsi que le sergent Demozay, bien qu'il n'eut pas encore obtenu son brevet de pilote, partit de l'aérodrome de Nantes à bord d'un vieux bombardier rafistolé tant bien que mal. Peu après, Maurice Halna du Fretay remontait patiemment, dans le parc de son manoir de Rauléon (Côtes-du-Nord), les pièces détachées d'un Zlim-12, petit avion tchèque en bois, de dix mètres d'envergure, dont il avait fait l'acquisition en 1939. Il s'envola et atterrit sans

dommages, après un virage en rase-mottes, à proximité d'un stade de Dorchester où se disputait un match de football.

C'est par la mer que la plupart des volontaires bretons parvinrent en Grande-Bretagne. Les pêcheurs de l'île de Sein comptèrent parmi les premiers aventuriers de la geste de la France Libre. Entre le 24 et le 26 juin 1940, cent vingt-quatre d'entre eux s'embarquèrent en direction de l'Angleterre. Ils étaient fièrement réunis à l'Empire Hall de Londres quand De Gaulle, le 7 juillet suivant, passa l'inspection de ses recrues. Celles-ci ne dépassant pas le chiffre de 500, le général prononça la phrase devenue célèbre : « *Sein est donc le quart de la France* ».

Si De Gaulle avait fait ses comptes en cette fin d'année 1940, le résultat n'aurait pas dû lui paraître encourageant. Hormis ce demi-millier de combattants émigrés, 90 % des Bretons demeurés sur le sol natal, selon un rapport établi par Moreau —

premier envoyé clandestin de la France Libre en Bretagne — restaient fidèles au maréchal Pétain. Il fit confiance à l'avenir et au ralliement progressif des Bretons. Il ne se trompait pas. Aussi accepta-t-il la présidence d'honneur que lui offrit l'association *Sao Breiz* (Debout Bretagne). Le général trouva dans les rangs de cette amicale de Bretons exilés René Pleven, Jean Marin, Jean Oberlé, l'intendant général Sicé, le commandant Flohic, le capitaine de vaisseau Moullec, adjoint de l'amiral Muselier, chef des Forces navales françaises libres, etc... Il présida le premier banquet de cette organisation et eut l'élégance d'en assurer les frais. Par la suite, il adressa, dans la nuit de Noël 1941, un message émouvant de reconnaissance à



Le jeune Bolloré, dit Bollinger. Il sera parmi les 177 Français à débarquer en Normandie le 6 juin 1944.

ceux qu'il considérait comme ses plus loyaux compagnons :

« La fidélité des Bretons n'a jamais été plus grande que dans le plus grand péril que la France ait jamais connu (...). Parmi les morceaux de la France qui lui gardent son âme vivante, aucun ne la garde mieux que la Bretagne prisonnière (...). Quand viendra notre victoire, quelle amie, quelle sœur, quelle fille sera plus près du cœur de la France ? (...). Noël est une date d'honneur pour la Bretagne fidèle. »

L'étrange libération de Marcel Cachin

MARCEL CACHIN avait en commun avec l'abbé Perrot (voir page 37) l'amour de la langue bretonne. A cette exception près, tout semble les avoir séparés...

Cachin, qui ne croyait pas en Dieu, ne connut pas le martyre du recteur de Scrignac, qui y croyait. Il bénéficia même d'une surprenante mesure de clémence des Allemands.

Depuis le 22 juin 1941, date de l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, le leader communiste ne se dissimulait pas que son sort était à la merci de l'occupant. Effectivement, on l'arrêta peu après. D'abord incarcéré à Saint-Brieuc, il fut transféré à Rennes, puis mis au secret à Paris dans une cellule de la Santé. Ce fut là que le 21 octobre, ce septuagénaire encore alerte adressa une lettre de vingt pages au colonel SS Boemelburg — chef de la Police militaire d'occupation — pour solliciter sa mise en liberté et expliquer son attitude.

« Par ce document, écrivait-il, je complète mon interrogatoire du 17 octobre rue des Saussaies. Maintenant mon intention est de rejoindre immédiatement Lancerf et de reprendre ma vie de retraité... »

« On m'a demandé de ne prendre part à aucune action contre la sûreté de l'armée d'occupation allemande en France. J'y souscris. On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats allemands. Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais préconisés ni suscités, j'en ai toujours détourné mes camarades. »

Quelques jours après cette spectaculaire autocritique, Marcel Cachin fut relâché. Il regagna son domicile de Lancerf-en-Plourivo, dans les Côtes du Nord.

Le second paragraphe de la « confession » du responsable communiste fut alors utilisé à des fins de propagande par les services allemands. Ils le reproduisirent, en 1942, sous forme d'affiches illustrées de la photo de l'ancien sénateur et portant le label d'un mouvement collaborationniste, le Parti ouvrier et paysan français, fondé par Marcel Gitton, un déviationniste du PC, assassiné trois mois auparavant par d'anciens camarades de combat. Placardées dans toutes les villes de France, ces affiches visaient, bien entendu, à informer la population française des représailles qu'entraîneraient de nouvelles agressions contre les militaires allemands.

Lecœur vend la mèche

Telle est du moins la version officielle des faits. Elle est contestée par les communistes, qui prétendent soit que l'on a abusé de la signature du prisonnier, soit qu'on a fait usage d'un « faux ». Si l'on admet ce dernier postulat, comment expliquer la libération d'un otage de cette importance à une période où les

PARTI OUVRIER ET PAYSAN FRANÇAIS

Fondateur Marcel GITTON



MARCEL CACHIN contre le terrorisme :

On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée Allemande. Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais préconisés ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades.

Marcel Cachin

« On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée Allemande. »

« Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais préconisés ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades. »

MARCEL CACHIN.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ! Écoutez la voix de MARCEL CACHIN, qui est celle de la raison !

Ne vous laissez pas entraîner dans des aventures sans issue par des terroristes aux ordres de l'étranger !
Avec nous, ouvrez au redressement de la FRANCE et à votre émancipation, par le triomphe de la Révolution socialiste.

LISEZ LA BROCHURE :

« 2^e Lettre ouverte aux ouvriers communistes »
Que veulent les agents français de Staline ?
CONTENANT LA DÉCLARATION DE MARCEL CACHIN

En vente dans tous les kiosques et sur commande au siège du Parti, 6, rue du Palais National, 75001 - Prix : 2 fr.

communistes faisaient plus spécialement les frais des exécutions ordonnées par les Allemands ? En revanche, il était difficilement concevable de maintenir sous les verrous l'homme dont l'appel — vrai ou falsifié — en faveur d'une coexistence pacifique avec l'occupant était affiché dans toute la France.

Considéré depuis ces vingt dernières années comme un renégat du PC, Auguste Lecœur a donné dans son livre « Le Parti communiste français et la Résistance » (1) une explication qui éclaire d'un jour plausible le fond de l'affaire :

« Lorsque Marcel Cachin condamne les attentats contre les soldats allemands, écrit-il, malgré la guerre que l'Allemagne faisait à l'URSS, il ne trahissait nullement la pensée antérieure de la direction. Il suivait ainsi la tradition de Lénine qui, favorable à l'action de masse, réprouvait catégoriquement l'action individuelle. » Toujours est-il que la libération de Marcel Cachin fut discrètement annoncée en quatre lignes dans le numéro 137 de « l'Humanité » clandestine du 14 novembre. L'auteur de cet article alléguait que cette mesure avait été prise en raison de « l'afflux de protestations émanant de tous les milieux », mais trois semaines plus tard, la même « Huma » de l'ombre flétrissait la conduite d'un de ses anciens rédacteurs qui, à la suite de l'exécution de cinquante otages à Nantes et à Châteaubriant, avait rédigé une lettre pour désapprouver, lui aussi, la pratique des attentats individuels !

Cachin n'aurait-il été remis en liberté que pour semer le trouble dans la classe ouvrière en laissant à

L'appel du leader communiste est évidemment utilisé par les partisans de la collaboration.

penser que l'ancien doctrinaire du PC français réprouvait une politique d'hostilité vis-à-vis de l'occupant ? De toute façon, ce n'était pas la première fois que la police allemande relâchait un militant communiste... afin de le reprendre un peu plus tard, avec beaucoup plus de profit !

Le procédé consistait à laisser revenir tranquillement chez lui le prisonnier libéré tandis qu'un dispositif de surveillance était établi à proximité de sa demeure. On pouvait alors, quand le moment opportun semblait venu, cueillir dans le piège ainsi tendu non seulement celui à qui on avait donné l'illusion de la liberté mais également ses visiteurs habituels. Ceci justifierait en tout cas les précautions prises par le PC pour faire entrer Marcel Cachin dans la clandestinité, mais on peut s'étonner aussi que cette évasion de Lancerf n'ait été envisagée qu'un an plus tard.

L'enlèvement eut lieu en janvier 1943. Conduit en camionnette à Plouagat, près de Chatelaudren, il séjourna pendant quelques jours chez un vieux couple de retraités et son premier soin fut de raser ses moustaches légendaires. De là, il prit place dans un train, en gare de Saint-Brieuc, en compagnie de trois camarades chargés de sa protection, dont l'un n'avait rien trouvé de mieux que de se travestir en ecclésiastique pour donner un aspect rassurant à son personnage de garde du corps (2). On le conduisit dans une villa de la banlieue parisienne où il demeura caché jusqu'à la fin de l'été 1944.

Dès les premiers jours de la Libération, la fameuse affiche de Cachin disparut, comme par enchantement, des archives, bibliothèques et conservatoires nationaux. S'était également évanoui de la collection de « La Vie ouvrière » un article de cet organe clandestin dans lequel un rédacteur avait osé proclamer, en juillet 1942 : « Le vieux Cachin qui, pendant des dizaines d'années fut un militant révolutionnaire conséquent, vient de trahir pour sauver sa peau ».

Mais s'il avait vraiment « trahi », le PC aurait-il permis à Cachin de reprendre, dès le 21 août 1944, la direction de « l'Humanité » enfin libérée ? Le prestige du vieux champion breton de l'Internationale ouvrière était demeuré si évident qu'il exigeait vraisemblablement que l'on « oubliât » une aussi regrettable défaillance. Comment aurait-il pu en être autrement puisque le « Parti des fusillés » ne cessait de rappeler que Gabriel Péri, l'un des plus grands symboles de l'idéal marxiste de l'avant-guerre, avait écrit ces dernières lignes, le 15 juin 1941, avant d'être conduit devant un peloton d'exécution du Mont-Valérien : « Je vais préparer tout à l'heure des lendemains qui chantent. Sans doute est-ce parce que Marcel Cachin a été mon bon maître que je me sens fort pour affronter la mort. » (3)

Il arrive parfois que les élèves vaillent mieux que leurs maîtres.

(1) Editions Plon, Paris.

(2) Louis Pichouron, « Mémoires d'un partisan breton ». Imprimerie Moderne, Saint-Brieuc.

(3) Hervé Le Boterf, « La Bretagne dans la guerre ». Editions France-Empire, Paris.

Le général avait raison d'ajouter que « *parmi les bons et purs Français qui combattent toujours pour la France un sur trois est breton* ». Ce taux fut encore dépassé puisqu'il atteignit 40 % à la fin des hostilités.

Rémy le désinvolte

Par la voie de mer, tout comme les pêcheurs de l'île de Sein, le futur colonel Rémy et Gwenn-Æl Bolloré arrivèrent en Angleterre. C'est à travers certaines figures exemplaires comme celles-ci et quelques autres évoquées dans ce qui va suivre qu'on peut, en effet, cristalliser et symboliser la grande aventure contradictoire vécue par les Bretons au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Le 18 juin 1940, Gilbert Renaud, producteur de films, originaire de Vannes, s'embarquait à Lorient à bord d'un chalutier, parvenait au Verdon d'où il repartait le lendemain sur un cargo à destination de l'Angleterre. Il allait accomplir les plus grands exploits clandestins de la France Libre et de la Résistance. Il fonda la Confrérie Notre-Dame, l'un des réseaux de renseignement les mieux informés du BCRA. Insouciant du danger, il effectuait des missions en France occupée en s'en remettant à la vigilance de ses passeurs maritimes du Finistère. Caché à fond de cale avec sa femme et ses enfants qu'il emmenait en Grande-Bretagne, il ne sembla pas se préoccuper de l'inspection des douaniers allemands de Port-Manech, prenant seulement la précaution de donner le biberon à son dernier-né pour qu'il cessât de pleurer. Alors que les membres de son réseau jouaient de malchance et se faisaient arrêter l'un après l'autre, ainsi que les membres de sa famille, il passait miraculeusement entre les mailles des filets tendus par la Gestapo. Il jouissait d'une sorte de baraka à propos de laquelle De Gaulle eut bien tort d'ironiser à la veille d'une des dernières missions entreprises par son fidèle agent secret. « *Cette fois-ci, lui aurait-il déclaré, en tournant négligemment une petite cuillère dans sa tasse de café, vous allez vous faire prendre.* » Le colonel n'apprécia pas cette boutade, mais il n'en tint pas rigueur à son chef.

Rémy savait à quoi s'en tenir sur la vanité des informations qu'il transmettait et le manque de perspicacité des états-majors qui les recevaient. Certes, son message annonçant l'arrivée à Brest du « Bismarck » avait bien été perçu. Il facilita le torpillage du plus grand cuirassé allemand par la Royal Navy à quatre cent milles des côtes bretonnes, mais il n'en fut pas de même quand, avec l'aide de Hilarion, il avisa l'Intelligence Service et le BCRA du prochain départ du « Scharnhorst » et du « Gneisenau » des cales brestoises. L'Amirauté britannique avait préféré prendre pour argent comptant les messages volontairement falsifiés par la Chatte, un agent retourné par l'ennemi, qui affirmait que ces deux autres cuirassés étaient hors d'état de reprendre la mer. Rémy connut pourtant son heure de gloire quand il put communiquer à Londres les plans détaillés des défenses de la côte française de l'Atlantique. Il ne lui en avait coûté que l'acquisition chez « Prunier », à Paris, de six bouteilles de sauternes offertes, par l'entremise de son complice Tanguy, dit Alex, à un ingénieur allemand pressé de partir en permission, et détenteur des clés du coffre des archives secrètes de Lorient. Par la suite, Rémy fut chargé d'une mission qui lui plut moins. Elle n'était plus d'ordre militaire mais essentiellement politique puisqu'elle visait à coordonner sous son autorité l'action des divers mouvements de Résistance en zone occupée. A ce titre, Rémy rencontra les émissaires de ce Parti communiste qu'il n'appréciait guère. Il ramena néanmoins à Londres, après une odyssée extravagante, Fernand Grenier, l'ex-député de Saint-Denis, fort inquiet de la désinvolture de son compagnon de voyage. Rémy s'était, en effet, encombré d'un pot d'azalées destiné à la générale De Gaulle, mais dont la forme et la taille, voisines de celles d'une torpille, ne pouvaient

qu'attirer l'attention curieuse des contrôleurs de la SNCF, des employés de l'octroi, des policiers français et... des Feldgendarmes. Arrivé sain et sauf à Londres, Grenier n'avait plus un poil de sec. Il conclut un pacte d'alliance entre le PC et la France Libre. Au lendemain de la victoire, Rémy, lui, opta pour la réconciliation nationale. Sans renier De Gaulle, il défendit le maréchal Pétain et perdit, sans illusion ni amertume, le bénéfice des honneurs et des prébendes qu'il aurait pu tirer du pouvoir gaulliste.

Rémy avait trente-cinq ans quand il arriva en Angleterre. Gwenn-Æl Bolloré en avait la moitié lorsqu'il débarqua, dans des circonstances périlleuses, à Plymouth. Cet adolescent n'avait pas hésité à vendre sa jument, une superbe anglo-arabe répondant au nom prédestiné de Crevette. Avec les quarante mille francs ainsi recueillis, il acheta un vieux cotre de 6,70 m de long qui pourrissait sur une vasière, et que Ernest Sibiril — spécialiste des embarquements clandestins à Carantec — avait péniblement réarmé. Si cette embarcation, portant le nom



Oberlé a rejoint Londres. Le dessinateur du « Crapouillot » « croque » pour la « Revue de la France libre » l'embarquement des Bretons et leur arrivée en Angleterre.

insolent de « S'ils te mordent » — devise anglophobe de la ville de Morlaix — parvint à bon port, ce fut essentiellement grâce à l'énergie du tout jeune chef de cette expédition et à la connaissance de la mer qu'il partageait avec quatre membres de ses huit compagnons d'équipage. Le moteur noyé, privé de sa grande voile, ballotté dans des creux de six à sept mètres par un vent de force 8, faisant eau de toutes parts et mitraillé, de surcroît, par un dragueur de mines, le « S'ils te mordent », providentiellement remorqué par un destroyer britannique, mouilla finalement à bon port. Admis dans les rangs du premier

bataillon français de commando-fusiliers marins du commandant Kieffer, Bolloré subit sans faillir l'entraînement épuisant et presque inhumain de sa formation au camp d'Achnacarry, en Ecosse. Il figura, à ce titre, parmi les cent soixante-dix sept Français qui eurent l'honneur de participer au débarquement des Alliés, le 6 juin 1944, en Normandie.

Membre d'une troupe d'élite, il ne s'était pas soucié d'obtenir des galons que deux de ses compagnons d'évasion à bord du « S'ils te mordent » gagnèrent dans l'aviation : du Pouget, dit Navarre, et Fourquet, alias Gory qui, après avoir commandé l'escadrille Lorraine, fut, avec le grade de général à cinq étoiles, chef d'état-major des Armées.

D'autres Bretons se couvraient de gloire dans le ciel, sous l'emblème de la Croix de Lorraine. Notamment Pouliquen, Penverne et Manceau, premiers pilotes de l'escadrille Normandie-Niemen, basée en territoire soviétique. Mahé, ensuite, qui captura à lui seul cent trente Italiens dans le Fezzan, en menaçant de les mitrailler en rase-mottes s'ils ne se rendaient pas. Enfin, Pierre Le Gloan, quatrième as de la chasse avec vingt et une victoires homologuées. En revenant d'une mission de reconnaissance, son avion percuta une crête montagneuse dans la région de Mostaganem où il trouva une mort foudroyante, vingt-six ans, jour pour jour et heure pour heure, après la disparition de Guynemer, le plus illustre pilote de chasse de la Grande Guerre.

Les marins bretons étaient partout sur l'Océan. Ils payèrent le plus lourd tribut des pertes des Forces navales françaises libres. L'un d'entre eux, le simple matelot Prévost, connut un sort qui était plus douloureux que la mort. Il fut oublié, en décembre 1941, sur un îlot du Pacifique à la suite d'une corvée d'eau effectuée pour le ravitaillement d'un navire à bord duquel se trouvait l'amiral Thierry d'Argenlieu. Il vécut dix-huit mois seul, tel Robinson, se nourrissant de coquillages jusqu'à ce qu'un bateau américain le recueillît, relativement sain de corps, mais, inévitablement, moins d'esprit.

Sur terre, un hommage particulier mérite d'être rendu au colonel de Kersauson de Pennendreff, organisateur de la fameuse colonne de chars du camp de Sidi-Ben-Youssef, à quelques kilomètres du Caire. Le 8 août 1942, il eut la fierté de faire défiler, à l'ombre des Pyramides, devant le général De Gaulle la première formation blindée française reconstituée

depuis l'armistice de 1940. Des véhicules ornés d'une hermine et portant des noms en breton, tout comme l'automitrailleuse du colonel baptisée, « Yann ar tan » (Jean-le-feu), qui ouvrait la marche sous la conduite de Le Roux, de Brest, en arborant fièrement la devise de 1^{er} RMSM, *A galon vat* (de bon cœur).

A Sao Breiz, on pavoisait. L'honneur de la Bretagne fut exalté dans un de ses bulletins de 1942 proclamant « l'attachement profond des Bretons pour la France et leur volonté de rester français ». Qui était visé par cette déclaration ? Les séparatistes, bien sûr, mais, en termes moins évidents, ceux qui s'obstinaient à demeurer pétainistes.

Bon Breton et bon Français

En Bretagne, le prestige du maréchal Pétain ne connaissait guère d'éclipse, en dépit d'une recrudescence du Parti national breton. Redoutant un inopportun durcissement des autonomistes, un homme dont le patriotisme breton ne pouvait être mis en doute décida de jouer, peut-être à contre cœur mais loyalement, la carte de la restauration provinciale. Promoteur avant-guerre de la campagne ar brezoneg ar skol pour l'enseignement du breton à l'école, Yann Fouéré eut l'idée de créer un journal quotidien intitulé « La Bretagne » dont l'objectif serait de défendre les libertés bretonnes en ne contestant pas la légitimité du gouvernement de Vichy. Au nom de ce régionalisme rassurant, Fouéré mena un combat d'une grande habileté auprès des cent mille lecteurs qu'il touchait non seulement par ses éditoriaux dans « La Bretagne », mais aussi par ses articles de « La Dépêche de Brest » dont il assumait la direction politique à partir d'avril 1942.

Dès le premier numéro de « La Bretagne » (21 mars 1941), Yann Fouéré avait clairement défini la position de son journal : « Il n'y a pas chez nous de haine de la France. Trop d'épreuves, trop de jours de deuil et de joie vécus en commun ont forgé notre union pour que, malgré des dissentiments passagers ou des rancœurs légitimes, nous pensions la rompre. On peut être bon Breton sans négliger du même coup d'être bon Français. » A quoi « L'Heure bretonne », organe du Parti national breton, répondit le 15 mai en ces termes : « Voici venue la mi-Carême et le temps des masques (...) « L'Heure bretonne » se montre très réservée à l'égard de ce journal breton. Elle ne croit pas en sa sincérité, ni à sa foi en la



De Gaulle décore Maurice Halna du Frétay, qui rejoignit l'Angleterre, le 15 novembre 1940, à bord d'un « coucou » bricolé pièce par pièce.



Le Comité consultatif de Bretagne, fondé par Yann Fouéré, se réunit au château de Josselin. Il comprend notamment le préfet régional Quenette et le duc Alain de Rohan.

Bretagne. » S'étant divertie de cette mesquinerie, Fouéré n'en continua pas moins une politique régionaliste, mais de plus en plus revendicative. Nullement découragé de l'échec d'un placet adressé en 1940 au maréchal, il préparait une nouvelle, adressée à Pétain, réclamant pour les cinq départements armoricains : unité bretonne, assemblée provinciale, fonctionnaires d'origine bretonne, enseignement de la langue et de l'histoire locale. Ce manifeste devait être adopté deux ans plus tard comme charte minima des revendications bretonnes par le Comité consultatif de Bretagne, l'unique assemblée régionale créée par Vichy, dont Fouéré avait été l'instigateur, le manœuvrier, le maître-jacques et, finalement, le dernier secrétaire général. Avec une inlassable ténacité, Fouéré continua pendant trois ans à revendiquer le rattachement officiel de Nantes à la Bretagne, à réclamer l'enseignement de la langue et de l'histoire de la Bretagne et à clouer au pilori les fonctionnaires complices des scandales du marché noir. Il réussit même, à la suite d'une campagne retentissante, à faire déplacer le préfet régional François Ripert, devenu l'homme le plus impopulaire de la province en raison de son incompétence et de son dédain du particularisme breton.

L'activité de Fouéré ne pouvait manquer d'être sanctionnée quand sonna l'heure de la Libération. Condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité, il avait réussi à gagner l'Irlande où il retrouva Raymond Delaporte, le chef du Parti national breton, également *on the run*. On ignore les propos qu'ils échangèrent, mais il est permis de penser qu'ils se donnèrent l'accolade puisqu'ils n'avaient jamais cessé d'être de con-



Raymond Delaporte (du PNB, à gauche) et Yann Fouéré (« Kuzul Meur »). L'autonomisme connaît les mêmes conflits — idéologiques ou personnels — que la collaboration.

vence. Ils avaient appartenu au Kuzul Meur, ce consistoire secret réunissant les représentants des diverses tendances révolutionnaires du mouvement breton. Durant les trois années précédentes, les deux compères s'étaient décoché des invectives, l'un dans l'hebdomadaire nationaliste « L'Heure Bretonne », et l'autre dans le quotidien régionaliste « La Bretagne », en usant d'artifices de mise en scène prévus d'un commun accord.

Curieuse destinée que celle de Raymond Delaporte ! Rien ne l'appelait, apparemment, à la direction du Parti national breton, sinon le discrédit dont étaient frappés ses anciens chefs, Mordrel et Debauvais, revenus dans les fourgons de l'ennemi, après avoir séjourné en Allemagne pendant la durée de la guerre, et devenus encombrants pour l'occupant, depuis que la politique de collaboration avec la France avait été consacrée à Montoire le 24 octobre 1940. Pour redonner confiance en un mouvement qui dégageait une odeur quelque peu sulfureuse, il était incontestablement désigné. Personnage amical et séduisant, ce chrétien sincère entretenait les meilleures relations avec l'Eglise. L'un de ses vœux était d'obtenir la fin de l'excommunication dont les autonomistes avaient été frappés dans le diocèse de Quimper. Docteur en droit, diplômé d'études celtiques, il avait consacré la plus grande partie de son temps à la réforme orthographique et à l'unification de la langue bretonne en s'attirant ainsi le maximum de sympathie dans les cercles culturels. Aussi, la politique qu'il préconisa dès qu'il prit la présidence du PNB fut-elle celle de la mesure, de la conciliation et, pour tout dire, de la main tendue à Vichy, mais sans la moindre bassesse, et même avec une certaine élégance. Témoin cet éditorial publié le 21 décembre 1940 :

« Vis-à-vis de l'expérience que la France parle aujourd'hui de tenter, nous ne devons pas avoir d'hostilité de principe. Contentons-nous d'y assister en simples spectateurs, et bornons-nous à faire savoir que nous n'admettons pas que la Bretagne n'ait pas, désormais, toutes ses revendications satisfaites, tous ses droits reconnus. Marchons à la conquête de ces droits et substituons à l'hostilité trop explicable, hélas, qui nous animait vis-à-vis de la France, une objectivité et une impartialité dignes d'un parti comme le nôtre, sûr de sa force, de sa cohésion et de son idéal. »

En vertu de ces principes, il redonna effectivement une cohésion au PNB dont le nombre des adhérents se multiplia par seize en moins de deux ans, tandis que « L'Heure bretonne », l'organe du parti, surclassait par sa vente celle des grands hebdomadaires collaborationnistes « Je suis partout » et « La

Bretagne

INDIEN DU SOIR - le n° 1 franc

MARDI 13 MAI - N° 15.

N ACCORD SECRET AURAIT ÉTÉ CONCLU

LONDRES et WASHINGTON
avec TCHOUNG-KING,
l'AUSTRALIE
les INDES-NEERLANDAISES

Yann FOUERE
l'un des animateurs
du mouvement breton d'aujourd'hui

expose à la radio
**LES LEGITIMES
ASPIRATIONS
de la BRETAGNE**



Pourquoi en 1940, de nos jours, les Bretons ont-ils des aspirations à l'indépendance ? Pourquoi ont-ils des aspirations à l'indépendance ? Pourquoi ont-ils des aspirations à l'indépendance ?

Les manchettes de « La Bretagne » associent comiquement la grande histoire du monde en guerre aux revendications bretonnes.

Gerbe ». Prudent, il refusa tout accord avec le PPF de Doriot et le RNP de Déat dont les chefs — se targuant d'une ascendance bretonne — souhaitaient grossir leurs groupes de sécurité avec les volontaires des Bagadou Stourm, la milice — plus d'opérette que de combat — du PNB.

Les ultras du séparatisme ne l'entendaient pas de cette oreille. Dénoncé comme agent gaulliste à la commandantur de Rennes par Célestin Lainé, Raymond Delaporte échappa de peu à l'emprisonnement et à la déportation. Lainé était un dangereux

29 Septembre 1940

L'HEURE BRETONNE

3

Vingt-cinq milliards
de grands travaux

Mais, pour la Bretagne,
une goutte d'eau !

Le conseil des Ministres a voté la loi de finances. Elle prévoit un programme de grands travaux pour la France. Mais, pour la Bretagne, une goutte d'eau !

Le conseil des Ministres a voté la loi de finances. Elle prévoit un programme de grands travaux pour la France. Mais, pour la Bretagne, une goutte d'eau !

Le conseil des Ministres a voté la loi de finances. Elle prévoit un programme de grands travaux pour la France. Mais, pour la Bretagne, une goutte d'eau !

Un peu d'histoire

Qui était le premier ?

Les Bretons nous semblent parfois des gens bien singuliers. Ils se croient les seuls à avoir une histoire.

MERS-EL-KEBIR ? J'Y ÉTAIS !

La flotte était désarmée...
puis vint l'ultimatum de la marine anglaise
Une épaisse fumée cachait leurs navires,
et soudain CE FUT... L'ENFER !



La « Bretagne » à l'Anse de Brest, le 10 mai 1940.

Mais, pour une bagarre, je n'ai pas besoin de la mer. Je ne suis pas un marin. Je ne suis pas un marin. Je ne suis pas un marin.

L'adieu aux armes

Il faut le dire que le départ des navires était complet.

Je l'ai rencontré par hasard, au cours d'un voyage. Je ne puis dire son nom, même son grade, car il n'a rien de la mer. Il n'a rien de la mer. Il n'a rien de la mer.

La flotte anglaise arrive

La flotte anglaise arrive. Elle est venue pour nous.

EN EUROPE CENTRALE Le principe des Nationalités triomphe enfin !

La Roumanie avait été en 1918 le premier pays à se libérer de la domination allemande. Elle avait été le premier pays à se libérer de la domination allemande.

La Roumanie avait été en 1918 le premier pays à se libérer de la domination allemande. Elle avait été le premier pays à se libérer de la domination allemande.

La Roumanie avait été en 1918 le premier pays à se libérer de la domination allemande. Elle avait été le premier pays à se libérer de la domination allemande.

La Roumanie avait été en 1918 le premier pays à se libérer de la domination allemande. Elle avait été le premier pays à se libérer de la domination allemande.

La Roumanie avait été en 1918 le premier pays à se libérer de la domination allemande. Elle avait été le premier pays à se libérer de la domination allemande.

« L'heure bretonne » joue — sans trop de peine — sur l'anglophobie naturelle des Bretons lors du drame de Mers el-Kébir.

illuminé dont l'obsession permanente était de provoquer la séparation du pays breton d'avec la France. Tenu pour responsable du dynamitage, en 1932, du monument rennais du rattachement de la Bretagne à la France, et considéré comme le chef de l'organisation clandestine Gwenn ha Du, il avait été incarcéré pendant la durée de la guerre. Il était surtout le chef d'une formation paramilitaire qualifiée de Service Spécial qui entraînait ses adeptes au combat, comme aux plus beaux jours de la révolution irlandaise de 1916. N'ayant pu supporter que Delaporte refusât de se laisser manœuvrer par lui, Lainé créa, au début de 1944, une malencontreuse compagnie — baptisée indûment Formation Perrot — réunissant une cinquantaine de jeunes gens égarés, revêtus de l'uniforme allemand des flicards de la SD, qui déclaraient... la guerre à la France pour prendre la revanche de l'armée nationale bretonne vaincue le 26 juillet 1488 par les troupes royales à Saint-Aubin-du-Cormier ! Un épisode dérisoire, pourrait-on penser, de ce sursaut de séparatistes en colère. Il n'en fut rien puisque sa portée symbolique permit, à la Libération, de comprendre dans un même amalgame de châtiments les nationalistes et les régionalistes, les manieurs de mitraillette et les joueurs de biniou.

La Légion bretonne

Lainé et ses compagnons avaient évidemment adhéré à la croisade germanique anticomuniste et antisoviétique. D'autres Bretons, qui ne désavouaient pas la France, s'engagèrent dans la LVF (Légion des volontaires français contre le bolchevisme). Ils étaient en nombre suffisant pour former une compagnie

spéciale dont le médecin-capitaine Fleury, originaire de Rennes, s'efforça sans succès d'obtenir la reconnaissance officielle, avec le port de l'hermine sur les manches d'uniforme. L'un des lascars qui l'avaient précédé dans cette aventure était Jean Benvoar, natif de Tonquédec qui, si l'on s'en rapporte au récit de Saint-Loup dans « Les nostalgiques », fut le premier grand mutilé de la LVF. Rescapé de la bataille de Djukovo, il fut amputé, sans anesthésie, de ses jambes et de quatre doigts des mains. Il revint en France où, après avoir reçu la Légion d'honneur, la médaille militaire et la Croix de fer, on le poussa dans un fauteuil roulant pour défiler en tête d'une formation de la Légion, de l'Arc de Triomphe aux Invalides.

Plus surprenante était la conduite de l'amiral de Penfentenyo. Délégué par le maréchal Pétain pour organiser des cercles d'études clandestins en Bretagne, son objectif officiel était de constituer des groupes armés chargés de s'opposer à l'instauration d'un gouvernement communiste après le débarquement des Alliés. La consigne était de ne pas hésiter à *liquider les FTP, mais de ne jamais affronter les Allemands*. Bizarre, bizarre, comme il est dit dans un film de Marcel Carné, mais cela ne saurait surprendre étant donné le comportement des Bretons. Venus d'ici, venus d'ailleurs, ils avaient tous le même cœur, même si celui-ci, pour les besoins de la cause, penchait soit à gauche, soit à droite. Ils demeuraient fidèles à l'image que Lamennais avait donnée d'eux près d'un siècle auparavant : « *Nous sommes de la race dont les hommes sont le plus capables de s'émouvoir pour les nobles causes et de lever au ferment des révolutions.* »

PAS DE LÈCHAGE DE BOTTES

Les Bretons ne sont les valets de personne !

Ni des Allemands, ni des Anglais, ni des Français, ni de la finance internationale.

Les Bretons se foutent des écervelés de Paris, des radoteurs de Vichy, comme ils se foutent des coups de gueule des gaullistes.

Pour que la Bretagne soit saine et en paix :

SOYEZ BRETONS, et rien de plus !

Un tract —
sincère mais
imprudent — du
Parti national
breton,
quelques jours
avant Montoire.

LA MORT TRAGIQUE DE L'ABBÉ PERROT

par Hervé LE BOTERF



L'abbé Jean-Marie Perrot incarnait l'union des Bretons de toutes les familles politiques. Son assassinat ne servit personne mais provoqua de sanglantes représailles.

PLUS que partout ailleurs en France, la Bretagne fut victime, en 1943, d'une recrudescence d'attentats politiques. De tous ces crimes, le plus odieux et le plus vivement ressenti a été celui de l'abbé Jean-Marie Perrot, exécuté à bout portant sur le chemin rocailleux qu'il avait emprunté, le 12 décembre de cette année-là, pour regagner son presbytère de Scignac, après avoir célébré l'office de la Saint-Corentin dans la chapelle de Toull-ar-Groaz.

Deux balles l'atteignirent alors qu'il venait de confier au petit choriste qui l'accompagnait que ce jour marquait le treizième anniversaire de son ministère dans cette commune païenne du Finistère. Moins de dix personnes, en effet, avaient assisté à sa messe au cours de laquelle, par on ne sait quelle prescience, il avait cru bon de consacrer une homélie à deux de ses prédécesseurs, massacrés à Scignac pendant la Révolution.

Il était prêt pour cette épreuve car, depuis longtemps, il avait coutume de répéter à ceux qui venaient le visiter dans sa retraite des Monts d'Arrée : « Vous verrez qu'un jour on me trouvera

mort en revenant de l'une ou l'autre de mes chapelles. » Était-ce pour cette raison qu'il avait fini de régler, le mois précédent, les dépenses qui grevaient encore son budget ?

— Je suis heureux, avait-il confié le jour où il paya le montant de ses dernières échéances, car un prêtre doit mourir sans dette et sans péché.

Il agonisa de midi à huit heures du soir dans sa chambre.

Un symbole d'union

Qui avait-on visé ? Le prêtre ou le militant breton ? L'un et l'autre étaient irréprochables, le prêtre n'ayant jamais eu d'autre souci que d'assurer son ministère, et le militant ayant décidé depuis toujours de siéger au-dessus des partis. Ceux qui prononcèrent son arrêt de mort ne pouvaient honnêtement le taxer de collaboration. Ils commirent non seulement un crime mais une erreur impardonnable en ôtant la vie à l'homme qui était le symbole de l'union des Bretons.



Un hommage bretonnant à l'abbé Perrot.

L'éditorial de « La Bretagne » du 18 décembre 1943, exposait lucidement la situation : « *La mort frappe injustement et de la manière la plus odieuse celui qui semblait la mériter le moins. Tous ceux qui le connaissaient ont été saisis de stupeur ; ils ne peuvent croire encore que l'activité qu'il déployait pour la défense de la Bretagne et de la foi catholique ait pu désigner l'abbé Perrot aux balles d'un assassin... Il n'était qu'un humble prêtre de campagne mais il était plus cher à nos cœurs et plus glorieux à nos yeux que tous les princes de l'Eglise car la Bretagne chantait en lui.* »

L'œuvre accomplie par l'abbé Perrot témoignait d'un rayonnement intense. Fondateur de l'association culturelle du « Bleun Brug » — nom breton de la fleur de bruyère, symbole de la ténacité — il était aussi le directeur de « Feiz ha Breiz » (« Foi et Bregagne ») qui, en pénétrant dans des milliers de foyers chrétiens et bretonnants, répandait sa doctrine résumée en ces termes : « *La foi et la langue bretonne sont frère et sœur en Bretagne.* » Il ne cessa, tout au long de sa vie, de combattre pour cet idéal en faisant fi des rappels à l'ordre que lui adressaient parfois les autorités diocésaine et préfectorale. Avant-guerre, il s'était ainsi rendu au chevet, puis à l'enterrement de l'instituteur communiste Yann Sohier parce qu'il défendait comme lui la langue bretonne. Il avait témoigné devant les tribunaux en faveur d'autonomistes parce qu'ils s'abritaient sous les plis d'un drapeau noir et blanc dont il avait approuvé la confection. Il cacha et hébergea pendant l'Occupation des réfractaires du STO (Service du Travail Obligatoire). Il accepta, enfin, d'être nommé membre du Comité consultatif de Bretagne, créé par le gouvernement de Vichy, afin de promouvoir l'enseignement du breton.

Etait-ce là l'image d'un traître et d'un collabo ? Dans sa cure de Scignac que le poète Loeiz Herrieu qualifiait d'« Hostellerie du Bon Dieu », il réservait le même accueil à tous ceux qui avaient faim et soif de réconciliation, qu'ils fussent résistants, gaullistes, vichystes ou autonomistes.

A ses obsèques, les amis fidèles s'assemblèrent autour de son cercueil pour écouter l'oraison funèbre de Monseigneur Duparc, évêque de Quimper, et le discours d'André Dézarrois, représentant à la fois le préfet régional et le Comité consultatif de Bretagne.

Leurs paroles de recueillement ne purent apaiser l'indignation ressentie par certains autres qui réagirent avec violence. Ce fut ainsi que le kommando allemand du SD de Landerneau, dans lequel s'était engagée une poignée de séparatistes bretons, procéda à une rafle dans les environs de Scignac. Tenus pour complices de l'assassinat du recteur, quelques-uns des suspects furent arrêtés puis relâchés.

Un « coup » réussi

Mais qui avait tué l'abbé Perrot ?

Selon les uns, l'ordre de l'exécuter serait venu de Londres. Pour d'autres, la décision émanait d'une cellule communiste clandestine du Finistère. En 1982, on crut enfin connaître l'identité du coupable. Cette année-là, en effet, Yann Bouessel du Bourg et Ronan Cærléon firent circuler dans les milieux bretons un aveu accablant rédigé par un certain Guy Lenfant, certifiant sur l'honneur qu'il avait, en juillet 1943, « sous les

GWENNA HA DU

1e 22 juin 1980

Monsieur,

J'ai trouvé votre lettre en rentrant de voyage, et y réponds sans tarder, jugeant inutile de vous mettre en rapport avec mon ancien chef, le colonel André Dewavrin, connu sous son pseudonyme de "Fassy" qu'il portait pour des raisons de sécurité. Le témoignage dont vous faites état est en effet manifestement faux.

Le colonel Faury n'a jamais donné d'ordre d'extermination, ce qui n'était pas dans sa nature; en agissant de la sorte, il aurait d'autre part contrevenu aux consignes formelles du général de Gaulle qui entendait que toute personne accusée de dénonciation fût jugée par un tribunal régulier. S'il avait estimé devoir passer outre à ces consignes, ce n'est certes pas au moyen de la radio qu'il aurait donné un tel ordre, mais par un message chiffré (ne fût-ce que pour éviter d'alerter la personne désignée); enfin, à l'époque indiquée, il se trouvait en Algérie, ses préoccupations se situant à un tout autre niveau.

J'étais alors à Londres, en relations permanentes avec mon adjoint, le commandant Manuel, et puis vous certifier que celui-ci ignorait tout comme moi le nom de l'abbé Perrot. Le B.C.R.A. s'appliquait à faciliter par ses réseaux de renseignement et d'action (c'est-à-dire d'inspiration) le jour venu, contre les moyens de déplacement de l'ennemi le débarquement qui a libéré notre patrie de la présence de l'envahisseur et entraîné l'effondrement de la puissance hitlérienne.

Il est en effet très probable que le criminel dont vous parlez a eu la main armée par ce même parti communiste qui a fait du nom "Fabien" un héros. J'ai personnellement tenté de combattre les "Francs-Tireurs et Partisans" à l'initiative du général de Gaulle en emmenant à Londres, au mois de janvier 1943, un membre du comité central du "Parti", mais l'acte d'obédience qui a suivi n'est resté que de pure forme, et j'ai eu maintes fois l'occasion de dénoncer des crimes et exactions de toute sorte commises sous le couvert d'une "résistance" différente en tout point de celle que j'ai pratiquée. Le meurtre de l'abbé Perrot ne peut être en aucune manière imputé aux "Francs-Tireurs et Partisans" dont j'ai eu l'honneur de faire parti.

Puisque vous désirez servir la cause de la vérité, vous pouvez bien entendre faire usage de ma lettre. Recevez je vous prie, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués,

GUY LENFANT, ancien B.C.R.A.

"Rémy"

Fac-similé de la lettre de Rémy démentant formellement la responsabilité du BCRA dans l'assassinat de l'abbé Perrot. (Ce document, comme tous ceux concernant l'affaire Perrot, nous a été aimablement communiqué par Ronan Cærléon.)

ordres du colonel Passy, chef du BCRA, transmis par le service anglais de la radio, sur la France occupée, l'ordre d'abattre l'abbé Perrot, de Scrignac, convaincu de collaboration active avec les troupes d'occupation ». Le colonel Rémy récusait catégoriquement ce témoignage en écrivant à Cærléon : « *Le colonel Passy n'a jamais donné d'ordre d'exécution, ce qui n'était pas dans sa nature ; en agissant ainsi, il aurait, d'autre part, contrevenu aux consignes formelles du général De Gaulle qui entendait que toute personne accusée de dénonciation fut jugée par un tribunal régulier.* »

Rémy n'a-t-il pas donné, finalement, la solution du problème en ajoutant « *qu'il était très probable que le criminel eût la main armée par ce même Parti communiste qui avait fait du nommé Fabien un héros !* » ?

La manœuvre communiste ne semble guère douteuse en dépit des dénégations apportées encore l'an dernier par Lenfant aux propos du colonel Rémy avec lequel il ne semblait guère être en amitié. Au terme d'une enquête menée par le journaliste Thierry Guidet et publiée récemment sous le titre de « Qui a tué

Yann-Vari Perrot ? » (Beltan Editions), on connaîtrait, enfin, l'identité du meurtrier.

Né en 1923, à Scrignac, Jean Thépaut aurait exécuté un ordre du Parti communiste auquel il appartenait depuis son adolescence. De qui l'aurait-il précisément reçu : du maquis rouge de Scrignac ou de la direction centrale du PC clandestin ? Plus vraisemblablement, selon le témoignage de Daniel Trellu, chef des FTP finistériens, d'un triumvirat départemental dont il partageait les responsabilités avec Yves David et Albert Quéginer. L'assassinat aurait été envisagé, dès l'été 1943, au cours d'une réunion secrète tenue à Scaër.

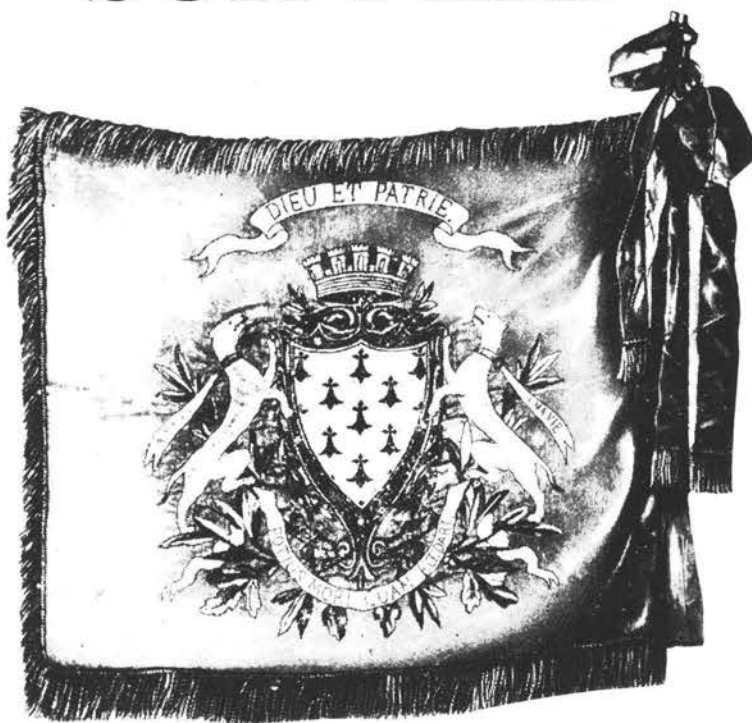
Peu importe de savoir à quel échelon a été prise la décision. L'essentiel est de pouvoir établir que celle-ci émanait du PC bien que ses dirigeants se soient toujours gardés de la revendiquer. Ils désapprouvèrent même, l'an passé, les représentations données par le groupe théâtral *Ar Vro Bagan* de « Yann-Vari Perrot, la mort d'un prêtre », spectacle burlesque mais surtout ignominieux pour la mémoire d'un humble curé de campagne transfiguré par la mort en héros de la Bretagne.



Le « service spécial » de Célestin Lainé (X), embryon d'une « armée secrète de la Bretagne libre » calquée sur le modèle de l'IRA irlandaise.

Le camp de Conlie vu par Léon BLOY

1870 : UNE ARMÉE BRETONNE POURRIT SUR PIED



Le drapeau de l'Armée de Bretagne, offert en 1870 par la population rennaise au général de Kératry.

“ *A Rémy de Gourmont*
« Le médecin Cuche vient de donner sa démission pour cause d'impuissance à soigner les malades dans l'eau. Reçu dépêche qui promet armement et encourage à maintenir l'ordre. *L'ordre existe. On meurt silencieusement.* Mais la mesure est comble. »

Telle est la dépêche envoyée le 17 décembre au ministre de la Guerre par le général de Marivault, successeur de M. de Kératry au commandement en chef du camp de Conlie.

Ce général était en fonctions depuis une semaine et n'avait pas encore pu visiter la dixième partie du monstrueux cloaque où pourrissaient cinquante mille hommes.

Je crois bien ! Il fallait des manœuvres de pontonniers pour franchir le moindre intervalle et on ne réussissait pas toujours à passer d'une tente à une autre. On pouvait mourir en chemin.

L'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord et le Morbihan grouillaient dans un marécage. La Loire inférieure et le Finistère agonisaient dans dix pieds de fange.

Le silence était trop facile. La vase enlise le bruit aussi bien qu'elle enlise un homme, et la foudre même, quand elle s'y égare, devient presque aphone, a l'air de tousser.

Si le général en chef, épouvanté, navré de douleur, indigné profondément de l'inertie ou de l'obstination du ministère, et lui-même soupçonné par ses propres hommes de cette effroyable conspiration contre la Défense nationale, n'avait, à la fin, pris sur lui l'évacuation de ce lieu de mort, le silence bientôt, eût été vraiment absolu.

Cette foule immense, éclaircie déjà d'un sixième, se serait couchée définitivement dans la crotte liquide qui semblait monter toujours, et les historiens de la guerre franco-allemande auraient eu à enregistrer une bataille de plus, la grande victoire de la Boue,



Les volontaires
de l'Ouest : une
masse
croupissante
« oubliée » par
Paris.

remportée sur toutes les forces vives de la Bretagne.

« *Le camp de Conlie confine à la politique* », écrivait M. de Freycinet, valet de bourreau du Cyclope (1). On n'a jamais su pourquoi. Mais il n'en fallut pas davantage pour décider du sort de ces pauvres diables extirpés de leurs familles, chauffés à blanc sur le devoir de se faire démolir en combattant pour la patrie et qui furent envoyés, vivants, au pourrissoir.

Sur une masse de quarante-cinq bataillons, six seulement furent opposés à l'ennemi, dans les plus atroces conditions imaginables. C'étaient les 2^e et 3^e de la légion de Rennes ; le 1^{er} de la légion de Saint-Malo ; les 1^{er}, 2^e et 3^e de la légion de Redon-Montfort.

Ces troupes n'avaient *jamais* été exercées ni même armées. Le bataillon de Saint-Malo, par exemple, ne reçut des fusils, hors d'usage, d'ailleurs, et non accompagnés de cartouches, que le 7 ou 8 janvier, c'est-à-dire après deux mois de cantonnement dans l'horrible purée mentionnée ci-dessus et trois jours avant l'affaire décisive de la Tuilerie où on les mit en présence des formidables soudards de Mecklembourg.

Il paraît que ces fiévreux, mangés de vermine et incapables de défendre leur peau une demi-minute, étaient redoutés comme *chouans* probables ou possibles. Rien ne prévalut contre cette imbécile crainte et les malheureux furent sacrifiés odieusement dans les circonstances précises où devait s'accomplir le dernier et suprême effort de la résistance.

Ils le sentaient bien, les infortunés Bretons qui se révoltèrent plusieurs fois et tentèrent de désertir. On les entendait, à Conlie, crier : « *Partons, retournons chez nous. A la maison ! à la maison !* »

Ce n'était pas un complot ténébreux, mais une

résolution annoncée ouvertement qui désespérait les chefs privés de moyens de répression.

L'affreux cloaque les retint plus efficacement que n'eussent pu le faire les quarante gendarmes dont chacun aurait eu à lutter contre un millier d'hommes au désespoir.

L'avenir ne le croira pas : on ne pouvait faire un pas sans enfoncer à mi-jambe ; on eût dit que des mains flasques et puissantes saisissaient, au fond de chaque ornière, les *sabots* des misérables que les fournisseurs de l'intendance, persuadés de l'insolvabilité du camp, s'obstinèrent à ne pas chausser.

Quand les hommes avaient accompli les corvées indispensables à la quotidienne existence, ils étaient à bout de forces, à moitié morts d'épuisement. On voyait des êtres jeunes et robustes, les plus intelligents peut-être, dont on eût pu faire des soldats, s'arrêter, privés d'énergie, enfoncés dans la boue jusqu'aux genoux, jusqu'au ventre, et pleurer de désespoir.

Il faut l'avoir connu ce supplice de ne jamais pouvoir *se coucher* ! Car cette foule condamnée à mort, — pour quel crime, grand Dieu ? — vit recommencer la chose qui n'a pas de nom, l'horreur sans mesure, et qui n'était arrivée qu'une seule fois, lors du célèbre naufrage de la *Méduse* : une masse d'hommes forcés d'agoniser pendant des semaines, debout, les jambes dans l'eau !

Et encore, les naufragés de l'Atlantique n'étaient pas sans espérances de s'étendre, un jour, fût-ce pour mourir. Chaque fois que l'un d'eux, tué par l'inattention ou gobé par le requin, disparaissait, le radeau, allégé d'autant, remontait d'une toute petite ligne. D'homicides bousculades s'ensuivaient. Ces « humains au front sublime », comme disait Ovide, faits pour contempler le ciel, étaient moins rongés par

(1) *Gambetta* (NDLR).

la famine que par l'ambition de revoir enfin leurs pieds...

A Conlie, cette ambition ou cet espoir était impossible. Plus on crevait, plus la boue montait. Si, du moins, c'eût été de la bonne boue, de la saine argile délayée par des météores implacables ! Mais comment oser dire ce qu'était, en réalité, cette sauce excrémentielle où les varioleux et les typhiques marinaient dans les déjections d'une multitude ?

Même après vingt ans, ces choses doivent être dites, ne serait-ce que pour détendre quelque peu la lyre glorieuse des vainqueurs du Mans qui eurent, en vérité, la partie beaucoup trop belle.

Il ne serait pas inutile, non plus, d'en finir, une bonne fois, avec les rengaines infernales dont nous saturont les moutardiers du patriotisme sur l'impartialité magnanime et le désintéressement politique de certains organisateurs de la défense.

On essaya pourtant de jouir, dans ce marécage. En attendant les quelques escadrons de uhlaïns ou les deux ou trois compagnies d'artillerie bavaroise qui pouvaient suffire amplement à l'extermination de cette armée sans fusils, sans tête et surtout *sans pieds*, le camp était assiégé par une autre armée de marchands de cidre dont les charrettes innombrables chargées de tonneaux eussent dû être réquisitionnées avec violence pour le baraquement ou le chauffage des moribonds.

Il y avait aussi des femmes — et quelles femmes ! — venues, on ne savait d'où, qui compliquaient de leurs ferments la putridité générale.

C'était une chose à dépasser l'imagination, de voir ces créatures maquillées et vêtues de fange, s'accoupler, dans des coins fétides, avec d'impurs marcassins ruisselants de liquides noirs, jusque sous le nez tolérant des sous-officiers caparaçonnés eux-mêmes d'immondices.

Il y avait surtout, et l'histoire en est surprenante, une fille protégée par un vieux tringlot gardé, je crois, par pitié, et qui pourrissait à vue d'œil. L'aspect seul de ce chevalier de la couperose et de l'eczéma, muselé de croûtes perpétuelles, eût dû être, pour les amateurs de sa compagne, le plus efficace des prophylactiques.

La vue même de cette compagne semblait, tout d'abord, ce qu'on peut imaginer de moins excitant.

Visiblement consumée de phthisie et la face en tête de mort, on l'appelait l'*Epitaphe*, dénomination singulièrement expressive et presque géniale, après laquelle une tentative de portrait serait ridicule.

Eh bien ! les ravages de ce couple furent inouïs. Tout le monde voulut de cette fille et tout le monde en redemanda. Les plus favorisés ou les plus riches étaient reçus dans la voiture du tringlot, voiture hors de service et immobilisée comme tout le reste, au-devant de laquelle se liquéfiait le cheval enterré, lui aussi, dès le commencement, dans quelque chose de bleuâtre qui prétendait à l'honneur d'être de la boue. La place en était marquée, fort heureusement, par les quatre sabots en l'air, dressés au-dessus de l'effroyable magma qu'on pouvait ainsi éviter.

Les roues de ce char n'ayant pas encore succombé, l'intérieur passait pour un endroit sec, assimilable, par conséquent, aux plus lointains paradis, et les élus étaient fort enviés. On essayait, à la sortie, de les faire tomber dans le cheval.

Cependant, il y avait de bons jours, les jours de vadrouille pour l'*Epitaphe* que ces *mobilisés* indéracinables appelaient alors : Madame.

Elle faisait la tournée des tentes sur une manière de traîneau dont on se lançait les cordes — équipement suggestif de la claie des suicidés, — et consolait jusqu'à douze lamentateurs pour la somme de cinquante centimes.

Mais, comme disaient les gens de Lannion, c'était trop beau pour durer. Elle fut étouffée un jour par un grand gars de Pont-l'Abbé ou de Concarneau qui besognait avec énergie sans s'apercevoir qu'elle avait complètement disparu dans le « tapioca de macchabées » dont sa tente était à moitié remplie...

On s'étripa, quelques-uns se tuèrent de désespoir, la désolation fut à son comble et telle serait, d'après une légende popularisée dans les alentours, la vraie cause ignorée de l'évacuation de ce camp maudit. ”

(Conte paru le 13 avril 1883 et recueilli dans « Sueur de sang », édition du Mercure de France.)

(1) Gambetta (NDLR).



Léon Bloy.
Dessin de Redon.

LE BRETON DONNE LES « PLOUCS » A LA FRANCE

SELON les linguistes éminents Pierre Guiraud et L.-J. Calvet, le français aurait emprunté à la langue bretonne moins d'une vingtaine de mots parmi lesquels les plus usuels sont : bernique, bijou, boîte, braie, cohue, darne, goéland, goélette, houle, lande, lieue, quai et, bien entendu, biniou, dolmen, menhir, goémon, korrigan et raz. En revanche, on peut s'interroger sur l'origine bretonne de certaines expressions populaires dont l'explication semble parfois contestable, sinon fantaisiste. Voici les plus connues :

BARAGOUINER : ne connaître que les rudiments d'une langue. Locution indéniablement tirée du breton puisqu'elle signifie que celui qui s'exprime est juste en mesure de pourvoir à sa subsistance en réclamant du pain (*bara*) et... du vin (*gwin*).

COURIR LE GUILLEDOU : chercher des aventures galantes (dictionnaire Larousse). De *gwiliouri* (humeur galante). Au XVII^e siècle, le verbe *gwillir* avait introduit dans la langue française le vocable guille, synonyme de ruse. Associé à l'adjectif doux, il traduisait bien la manœuvre d'un coureur de jupons.

TONNERRE DE BREST : allusion au bruit d'enfer provoqué par le tir des canons dirigés contre les navires anglais tentant, sous l'Ancien Régime, de forcer l'entrée du port. Humour sans doute involontaire : depuis plusieurs années, la ville de Brest est jumelée avec celle de Tonnerre, dans l'Yonne.

ÇA FAIT DU BRUIT DANS LANDERNEAU : réplique d'une comédie d'Alexandre Duval, intitulée « Les héritiers », et créée à Paris en 1796. L'auteur s'était sans doute souvenu des charivaris qui troublaient pendant leur nuit de noces les veufs ou les veuves ayant contracté un second mariage dans cette ville. L'explication la plus plausible tiendrait au fait que Landerneau, capitale des Rohan, était jadis un centre politique rêvé pour les conspirations.

UN BON COUP DE BALAI : de *balan* (genêt), mot breton datant du XII^e siècle qui a donné, par la suite, naissance au vocable balai dans la langue française.

NE VOIR QUE DALLE : c'est l'évidence même. Qui peut moins voir qu'un aveugle (*dall* en breton) ?

AVOIR BONNE MINE : de *min*, mot en usage dès le XV^e siècle et signifiant museau.

IL N'EST BON BEC QUE DE PARIS : c'est ce qu'affirma le poète François Villon, au risque d'indigner les Bretons puisque c'était à leur langue que les Français avaient emprunté le terme de *beg*, synonyme de bouche.

FAIRE GAFFE : selon certains, gaffe serait dérivé d'un ancien mot celtique adopté par la langue française. Interprétation pour le moins hasardeuse.

TOUCHE PAS A MON POTE : explication appa-



Plus Breton
que Botrel, tu
meurs ! Mais
Théodore
avait aussi
une maman
alsacienne.

remment abusive donnée par ceux qui revendiquent l'affiliation de pote au mot breton *paotr*, traduction de garçon et, par extension, de camarade. Si l'on en croit l'abbé Moreau, qui côtoya les prisonniers de la Grande Roquette à la fin du siècle dernier, pote dériverait de poteau, ce support symbolique représenté par un ami sur lequel on peut s'appuyer et se reposer.

AVOIR LA FRINGALE : éminent érudit de Cap-Sizun, Roger Gargadennec fait dériver fringale (à l'origine boulimie des chevaux) du double vocable *faim vale* datant du XII^e siècle et transformé au XVIII^e en *faingwall*.

UN DROLE DE PINGOUIN : de *penn gwenn* (tête blanche). Malheureusement, le pingouin a la tête... noire. Mais l'étymologie, pour obscure qu'elle soit, pourrait être attribuée à une autre langue celtique, le gallois, où figure dans le vocabulaire du XVI^e le terme de *penkuyn*.

MADAGASCAR : terme à décomposer en quatre temps : *mad a gas karr*. C'est-à-dire bon à conduire une voiture. Locution dont l'usage semble limité au Finistère, où il désigne le permis de conduire.

A cette terminologie, on peut également rattacher les mots tombés en désuétude pour les Français, comme *ma Doué* (mon Dieu), *nigousse*, terme de dérision tiré de *an hini goz* (la vieille), *karabassen* (bonne de curé), *plouc* (niais, idiot de village) et *moko* (méridional).

H.L.B.

Petit annuaire des Bretons excentriques

ILS SONT FOUS CES BRETONS

par Hervé LE BOTERF



« La mésaventure d'Abélard, ou la vengeance du chanoine Fulbert »
(gravure populaire).

Sont-ils fous ces Bretons ? On pourrait le croire. Rêveurs mais ingénieux, curieux en permanence et dérangés par la bougeotte, on les trouve partout depuis la création du monde, du pôle Nord jusqu'au pôle Sud et du Paradis terrestre jusque dans le cosmos. Ils auraient découvert l'imprimerie avant Gutenberg, l'Amérique avant Christophe Colomb et la pomme de terre avant Parmentier. Aucun domaine des sciences et des arts n'échappe à leurs recherches. Bref, ils auraient tout

inventé : l'auto, le métro, le sous-marin, la TV, etc. Quoi qu'il en soit, ils offrent une collection exceptionnelle de marginaux authentiques ou contestables mais éminemment pittoresques. Il faudrait un livre entier pour en dresser le catalogue. Comme dans toute anthologie qui se respecte, une évidente partialité a présidé au choix des personnages retenus pour figurer dans ce bref annuaire des Bretons excentriques, méconnus... ou inattendus.

A

Adam et Eve. Quand elle eut croqué la pomme, la compagne du premier homme eut soif. Adam (dérivé de « Adal » : pomme, en breton) lui dit : (« bois », en breton) et attribua ainsi ce prénom à celle qui avait provoqué le malheur de l'humanité. Cette boutade fait encore rire après boire, les athées bretonnants.

Ab2lard (1079-1142). Passé à la postérité pour sa malencontreuse aventure amoureuse avec Héloïse qui lui valut d'être amputé des apanages de sa virilité. Il fut, cependant, un remarquable théologien et un philosophe éminent que le duc Conan IV parait du titre de « docteur en sagesse ». Né au Pallet, près de Nantes, il haïssait la langue bretonne qu'il ignorait et tenait pour honteuse (« *Est mihi lingua turpis et ignota* »).

Sainte Anne. Une très ancienne légende prétend que la grand-mère du Christ était bretonne. Elle quitta son pays pour aller épouser Joachim en Judée... Après son veuvage, elle serait revenue dans la région de Plonevez-Porzay où elle aurait même reçu la visite de Jésus accompagné de l'apôtre Pierre. La confusion avec Ana, déesse des marais, vénérée par les Anciens gaulois, semble évidente puisque la chapelle consacrée à la patronne de la Bretagne fut édifiée près d'un marais et porte, pour cette raison, le nom de Sainte-Anne-la-Palud.

Anne de Bretagne (1477-1514). Nul n'est prophète en son pays. Dernière duchesse de Bretagne et deux fois reine de France, Anne n'est honorée que d'un timbre édité, il y a une dizaine d'années, par les Postes... de l'emirat d'Ajman, en Arabie du Sud !

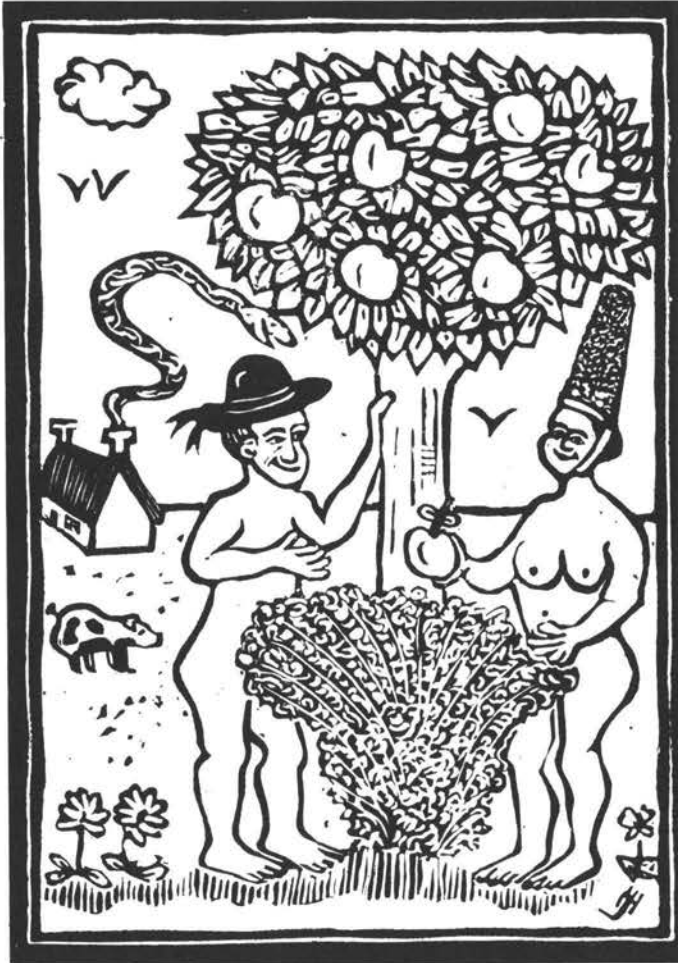
Jean-Jacques Audubon (1785-1851). Petit-fils d'un armateur nantais devenu planteur à Saint-Domingue, Jean-Jacques Audubon naquit, dans cette colonie française. Il vécut en Bretagne de 1794 à 1803 et fut l'élève du sculpteur David d'Angers. A partir de 1828, il se consacra à l'étude et à la peinture des oiseaux du Nouveau Monde. Trois timbres-poste des Etats-Unis lui sont dédiés. Ils consacrent sa renommée internationale de peintre et d'ornithologue, et la qualité des illustrations de son livre « Les oiseaux d'Amérique », publié dans soixante-neuf pays.

B

Félix Bigot de Préameneu (1747-1825). Ce n'est pas parce qu'il répondait au nom de Bigot que Napoléon 1^{er} attribua à ce Rennais le ministère des Cultes de 1808 jusqu'à la fin de l'Empire. Il tenait à honorer ce brillant juriste qui avait été, avec Portalis et Tronchet, l'un des auteurs du « Code civil », considéré par l'Empereur comme une de ses plus belles réussites (« *Ma gloire n'est pas d'avoir gagné quarante batailles... ce que rien n'effacera, ce qui vivra éternellement c'est mon « Code civil* »).

Fulgence Bienvenüe (1852-1936). Natif d'Uzel, il fut le camarade de promotion de Joffre et de Foch à Polytechnique et le professeur de mathématiques du père Charles de Foucauld. Mais il doit son titre de gloire à la création du métro de Paris. Surnommé « monsieur Taupe », il bouleversa en quatre ans le sous-sol de la capitale en détournant les canalisations d'eau, de gaz et d'électricité. Le 19 juillet 1900, la traversée souterraine de la première rame Porte de Vincennes-Porte Maillot (18 kilomètres parcourus en 35 minutes) fut l'événement le plus spectaculaire de l'Exposition de 1900.

Blanchet. On attribue la culture en France de la pomme de terre à Parmentier, peu après son retour de captivité dans les prisons allemandes (1758-1765). En fait, depuis 1741, les paysans bretons se nourrissaient déjà de ces pommes de terre dont l'un de leurs compatriotes, un certain Blanchet, avait ramené des tubercules, après un voyage en Irlande. C'est à un autre Breton, Barbier de Lescoüet, que l'on peut attribuer la recette des pommes de terre frites — du moins sa version imprimée en l'an 1749.



Adam et Eve,
gravure sur bois de Jean Hugues.

Napoléon Bonaparte (*sic !*) (1769-1821). Nommé gouverneur militaire de la Corse, le comte de Marbeuf aurait fait une cour assidue à Laetitia Bonaparte. Celle-ci serait venue le rejoindre, au début de l'automne 1768, dans son manoir finistérien de Penarvern, voisin de Sainte-Seve. Elle y aurait accouché... du futur empereur des Français car une page du registre des baptêmes de l'an 1769, à Saint-Seve, fut mystérieusement déchirée. On se croirait dans un roman d'Alexandre Dumas ! Plus vraisemblables sont les visites du jeune Bonaparte au château de celui qui lui tint lieu de « correspondant » pendant ses études sur le continent au collège d'Autun, puis à l'école de Brienne. Il s'en fallut de peu pour que le cadet de Brienne se trouvât privé d'une affectation dans l'armée de Terre. Inspecteur des Cercles militaires, le breton Agathon Guynement de Keralio avait signalé, en visitant l'école de Brienne en septembre 1783, que Napoléon de Bonaparte lui semblait tout désigné pour servir... dans la Marine. Le futur Empereur versé dans la « Royale », voilà qui n'eut pas manqué de sel (marin et breton, comme il se doit).

Jean Brito (1416-1484). Natif de Pipriac, devenu citoyen de la ville de Bruges, Jean Brito aurait inventé le système typographique à Tournai, dans les Flandres. Mais le premier de ses ouvrages imprimés qu'on ait retrouvés date de 1475 et serait donc postérieur de vingt ans à la fameuse « Bible à quarante-deux lignes » éditée par Gutenberg. Celui-ci n'était pas non plus l'inventeur de la typographie... puisque les Chinois connaissaient depuis le XI^e siècle l'usage des caractères mobiles.

C

Jean-Marie Calloch. Né à Hennebont en 1886, sa destinée tient de celles de Jean Valjean et de Papillon. Comme le premier, il vola pour manger et fut condamné, en 1913, à huit années de travaux forcés qui se prolongèrent au fil d'évasions manquées du bagne de Saint-Laurent du Maroni. Bien avant Papillon, dont il qualifiait la fuite de « tourisme », il réussit une « belle » extravagante en 1925. Elle lui fit traverser à pied toute l'Amérique du Sud. Après quarante ans d'exil et de cloche, il revint en France, en 1964, pour implorer sa réhabilitation.

Pierre Cambronne (1770-1842). Un mot et une phrase lancés à la fin de la bataille de Waterloo firent d'un obscur général nantais un héros de légende. Ceci paraît d'autant plus étrange que ce mot grossier et cette phrase sublime, Cambronne ne les a pas prononcés. Il s'en est toujours défendu mais nombre de ses camarades de combat les revendiquèrent. La vérité est que le mot et la phrase furent inventés, dans des débits de boissons, par deux chroniqueurs de presse, Balisson de Rougemont et Genty. Victor Hugo leur donna une consécration quasi officielle dans un chapitre des « Misérables ». Le mérite de Cambronne ne reviendrait-il pas à sa fidélité inconditionnelle à l'empereur Napoléon et à une bravoure exemplaire au combat ? Il fut l'officier le plus couturé de blessures de la Grande Armée.

Alejo Carpentier. Romancier et musicologue né à La Havane en 1904. Bien qu'il soit le fils d'un architecte de Brest, il ne puise pas son inspiration dans le folklore breton, mais dans la tradition négro-cubaine.

Jacques Cassard (1679-1740). Le type exemplaire du mauvais coureur. Grossier, brutal et maladroit. Après avoir été l'un des corsaires les plus notoires, exerçant sa coupable industrie tant au nom du roi qu'à titre personnel, ce Nantais irascible ne s'accommoda pas d'une retraite forcée avant d'avoir franchi le cap de la cinquantaine. N'ayant pas réussi à faire confondre par les tribunaux des débiteurs défaillants, il alla plaider sa cause auprès du cardinal de Fleury mais avec une telle impertinence que le ministre de Louis XV le fit, incontinent, interner au fort de Ham où il mourut après avoir subi quatorze ans de réclusion.

Jacques Chazot (né à Locmiquélic en 1928). Ses talents de chorégraphe et de danseur (le seul au monde à danser sur les pointes) ne sauraient faire oublier qu'il est aussi le créateur de « Marie-Chantal », ce personnage snobinard de Précieuse Ridicule de notre époque.

Isidore Colas (né en 1891). Le premier donneur de sang. Affecté au 35^e RA, ce soldat blessé se porta volontaire, le 16 octobre 1914, pour expérimenter à l'hôpital de Biarritz les résultats de la première transfusion sanguine tentée par le docteur Lostalleau afin de sauver la vie d'un caporal du 45^e RI.

Jacques Collebaud (1500-1559). Surnommé « Jacques de Mantoue » parce qu'il était maître de chapelle dans la cathédrale de cette ville italienne, ce « Vitrien » a composé une œuvre d'inspiration religieuse très importante que les musicologues américains ont rééditée en 1911.

Jean de Coëtanlem (1455-1518). Navigateur intrépide, grand pourchasseur de vaisseaux anglais à qui le roi Jean II de Portugal confia, en 1484, le commandement de sa flotte après avoir conféré à ce Morlaisien de vingt-neuf ans le grade de Grand amiral. C'est lui qui, avant Colomb, aurait découvert l'Amérique.

D

Albert de Dijon (1856-1946). Né à Carquefou, petit-fils d'un armateur nantais, il se passionna de bonne heure pour la mécanique. Avec ses associés Bouton et Trépardoux, il inaugura, en 1885, la première voiture fonctionnant à la vapeur, avec des roues arrière directrices. Il fut ainsi le précurseur de l'automobile dont il gagna la première compétition sportive neuf ans plus tard avant de fonder l'Automobile-Club de France.

Henri Dupuy de Lôme (1816-1885). Ayant vu le jour puis la mer dans le Morbihan, cet ingénieur, sorti de Polytechnique à l'âge de vingt ans, fit construire, en 1850, le premier navire à hélices (le « Napoléon »), puis huit ans plus tard la première frégate cuirassée (« La Gloire »). Il a été aussi l'auteur des plans du premier sous-marin (« Le Gymnote ») lancé en 1887, ainsi que le créateur d'un ballon dirigeable à hélices, inauguré, en 1872, à Vincennes.

Minou Drouet. Petit monstre pseudo-littéraire créé au début des années cinquante par des éditeurs ingénieux. Enfant prodige ou gamine, victime d'une mystification familiale ? Le temps a fait son œuvre. Qui se souvient aujourd'hui de la fillette de la Guerche dédicant à des bandes de gogos ces best-sellers intitulés « Du brouillard dans les yeux », « Pour prendre date » et « Je demande à mon petit doigt » ? Passera à la postérité pour un « mot » vachard de Cocteau : « Tous les enfants ont du génie, sauf Minou Drouet ! ».



Jean-Jacques Audubon, un Nantais adulé par l'Amérique.

E

Saint-Emilion. Le cru de Saint-Emilion ne doit pas son nom à un enfant de la région de Bordeaux mais à un moine vannetais, qui en se rendant à un pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle, fit quelques haltes dans la province de Guyenne. Las de trainer ses sandales sur des routes caillouteuses, il construisit une cabane puis un oratoire et une église dans un site où il ne tarda pas à planter des vignes qui connurent une grande renommée au cours des siècles suivants.

F

Marion du Faouët, Marion Tremel surnommée (1717-1755). Chef de redoutables voleurs de grand chemin au XVIII^e siècle. Sa beauté lui permit d'envoûter dix fois ceux qui l'arrêtaient et de s'évader. Au onzième round, elle fut vaincue par KO. Torturée et exécutée à Nantes, le cadavre de ce Cartouche en jupons fut livré aux chiens.

Zénaïde Fleuriot (1829-1890). Précurseur de la littérature à l'eau de rose, cette Briochine a écrit avec une plume trempée dans l'elixir de polygala des romans d'une touchante naïveté et d'une haute moralité tels que « Souvenirs d'une douairière » et « Le petit chef de famille » dont le succès fut assuré par la critique élogieuse des sacristies.

Paulin de Fréminville (1787-1848). Un cas étrange de « travesti » par chagrin d'amour. Ayant perdu la belle qu'il avait courtisée aux Antilles au cours de ses campagnes maritimes, ce capitaine de frégate décida de rester fidèle à son souvenir en ne s'habillant plus qu'en femme. Se faisant désormais appeler « mademoiselle Pauline », il poursuivit dans sa demeure brestoise, paré d'atours ornés de dentelles, ses recherches très érudites sur l'histoire et l'archéologie de la Bretagne.

Elie Fréron (1718-1776). Quimpérois, créateur de la critique littéraire. Son intégrité lui valut d'encourir les foudres du pouvoir et celles des encyclopédistes qui s'acharnèrent pendant vingt ans à faire interdire « L'année littéraire » dont il était le directeur et rédacteur en chef. Voltaire, qui l'exécrait, lui décocha ce quatrain à juste titre venimeux :

*« L'autre jour, au fond d'un vallon
Un serpent piqua Jean (?) Fréron
Que pensez-vous qu'il arriva ?
Ce fut le serpent qui creva. »*



La Tour d'Auvergne, premier grenadier de France natif du Finistère, comme son nom ne l'indique pas.

G..K

Alexandre Glais-Bizoin (né en 1800 à Saint-Brieuc). Plus que le rôle qu'il joua dans l'instauration de la Commune et sa participation au premier ministère de la III^e République, on retiendra son titre de fondateur de la philatélie en France. S'étant élevé contre l'inégalité des taxes postales en 1839, puis en 1841 et en 1842, il réussit à faire adopter, le 24 août 1848, par la Chambre des députés, le principe d'un timbre d'une valeur uniforme pour toutes les destinations. Ainsi fut imprimé, en janvier 1849, le fameux « Cérès noir » de dix centimes... qu'on vous souhaite de posséder dans votre collection.

André Joubert du Collet. Compositeur totalement oublié, il est pourtant l'auteur de « Auprès de ma blonde », chanson écrite par ce natif de Bourgneuf-en-Retz, pendant sa captivité, après avoir été fait prisonnier par les Hollandais lors de leur débarquement à Noirmoutier.

Louis Juvet (1887-1951). Halte-là ! Pas de chauvinisme ! Ce n'est pas parce qu'il est né à Crozon que Louis Juvet serait Breton. Sa mère accoucha d'un enfant dont le père, originaire de la Corrèze, se trouvait là en raison d'une affectation de conducteur de travaux publics. Néanmoins Juvet aimait bien cette « Bretagne adoptive » qui lui réserva des surprises. Entre autres, le tour pendable que lui joua le Trégorrois Jarl Priel en lui faisant diffuser, en son « off », à la fin du second acte de « Siegfried », un air révolutionnaire que la critique confondit avec le « Deutschland über Alles » et qui n'était autre que... le « Bro goz ma zadou », l'hymne national breton !

Yves Kerguelen de Trémarec (1734-1797). Ce navigateur, originaire de Quimper, était déjà membre de l'Académie de marine, à l'âge de vingt et

un ans. Il découvrit, en 1722, dans le sud de l'océan Indien, un archipel de trois cents îlots et de 8 000 km² qui porte depuis son nom et est devenu une station-pilote de recherches scientifiques. Victime d'envieux et de bureaucrates imbeciles, Kerguelen avait été traduit, après son exploit, devant un conseil de guerre qui le raya des cadres de la Marine et lui infligea une peine de vingt ans de réclusion.

Yves Helory de Kermartin (1253-1303). Canonisé moins de cinquante ans après sa mort, saint Yves est le plus vénéré, avec sainte Anne, des protecteurs de la Bretagne. Official de Tréguier, il défendit le pauvre, la veuve et l'orphelin mais n'hésita pas à s'opposer aux exactions du roi Philippe le Bel. Modèle d'intégrité qui lui valut ce distique élogieux. « *Advocatus et non latro, res miranda populo* », il ne pouvait manquer d'être revendiqué comme leur saint patron par les avocats de France et même d'Europe.

L

Marie-Louise Le Manach. Fille d'un pauvre meunier de Belle-Isle-en-Terre, la petite Maï, née le 5 février 1869, a vécu un extraordinaire conte de fées. Après avoir été à Paris le modèle du peintre Carolus Duran, fait du « strip-tease » avant la lettre au Moulin Rouge, elle devint la maîtresse d'Antoine d'Orléans, petit-fils du roi Louis-Philippe. En 1922, elle épousa Robert Mond, « le roi du nickel », que le monarque anglais George V anoblit dix ans plus tard. En possession d'une fortune colossale, qui lui permit d'acheter de nombreux châteaux ainsi que le diadème porté par Joséphine, le jour du sacre de Napoléon, lady Mond ne cessa de prodiguer sa générosité à la région dont elle était originaire en faisant construire des salles de fêtes, des stades et des bâtiments municipaux.



Bizarre... Les Kernevel du Pays Blanc en costumes de Paludiers (carte postale, vers 1910).

René Théophile Laënnec (1781-1826). Précurseur de la médecine moderne. Le nom de ce Quimpérois reste évidemment lié à la création du stéthoscope, instrument permettant de deceler, par la perception acoustique, les affections pulmonaires. Son précepte de l'auscultation fut paradoxalement et violemment combattu par François Broussais, ancien condisciple breton, théoricien de la médecine dite physiologique.

Marie-Joseph Mothier, marquis de La Fayette (1757-1834). Bien qu'il fut né au château de Chavagnac, en Auvergne, le général descendait de la vieille famille bretonne des Eder de La Fontenelle. Conscient des vertus maritimes et combattives de ses compatriotes, il avait demandé en allant porter son concours à la guerre d'indépendance d'Amérique, l'autorisation de recruter des équipages en majorité parmi les Bretons.

Jean-Marie Lamennais (1780-1860). La querelle de l'enseignement libre et de l'enseignement d'Etat ne date pas d'aujourd'hui. En réaction contre les préceptes désastreux des « écoles mutuelles », ce chanoine malouin fonda la congrégation des Frères de Ploërmel, afin de former des instituteurs chrétiens qualifiés. Il ne faut pas confondre avec son cadet, Félicité, ordonné prêtre comme lui, auteur d'un « Essai sur l'indifférence en matière de religion », qui rompit avec l'Eglise pour adhérer à une sorte d'humanisme socialiste.

Théophile Malo Corret de Kerbeauffret de la Tour d'Auvergne (1743-1800). Après trente ans de campagnes prestigieuses, ce Finistérien de Carhaix avait quitté l'armée pour se consacrer à la philologie de la langue bretonne sous la direction de son ami l'archéologue Le Brigant. Lorsque le dernier des vingt-deux enfants de celui-ci — le seul que la guerre ou la maladie avait encore épargné — fut appelé sous les drapeaux, l'ancien officier s'offrit comme remplaçant du conscrit. Il avait cinquante-quatre ans et accepta de servir en qualité de simple soldat. Le Premier Consul tint à honorer le combattant le plus populaire de France du titre de « premier grenadier des armées de la République » dont La Tour d'Auvergne obtint la modification en celui de « plus ancien grenadier de l'armée française ». Deux mois plus tard, le 30 juin 1800, il fut tué à Oberhausen. Couvert de feuilles de chênes, on l'enterra à l'emplacement où il avait été frappé par les lances des uhlans, dans la position debout, faisant face à l'ennemi. Ses restes ont été transférés au Panthéon et son cœur, aux Invalides.

Pierrette Le Bourdier Le gouvernement espagnol lui en ayant donné l'autorisation, cette Lorientaise a été assurément la seule femme matador. Conchita Cintron, taureau à cheval. Pierrette, elle, donnait l'estocade, les pieds plantés dans le sol des arènes.

Jean-Marie Le Bris (1817-1872). Surnommé « Capitaine-oiseau ». Maître au cabotage, il fut le premier homme à s'élever du sol, en réussissant, en 1856, un vol plané au-dessus de Douarnenez, à bord d'un appareil de bois et de toile, à deux ailes, en forme d'albatros. L'engin dont il avait conçu le plan et assuré la construction était propulsé par une charrette hippomobile.

Edouard Leclerc (né en 1926). Modeste épicier de Landerneau, il ne tarda pas, grâce à son dynamisme et à une conception fort avisée de marge bénéficiaire limitée, à devenir le novateur, puis l'empereur des supermarchés français. Avec l'implantation de plus de 300 magasins en 1981, son chiffre d'affaires atteignait cette année-là 21 milliards de francs. En marge de ses centres commerciaux, Leclerc a réalisé de fructueuses opérations dans le domaine du textile, puis dans ceux de la chaussure, de la distribution d'essence, de la parapharmacie, de la confiserie, de l'industrie des métaux précieux et même de... l'organisation des pompes funèbres !

Isaac René Guy Le Chapelier (1754-1794). Avocat rennais, corédacteur avec Barnave du texte du Serment du Jeu de Paume. Le Chapelier fut aussi le fondateur du club des Bretons qui donna naissance au club des Jacobins. Il lui échut la lourde responsabilité de présider la session historique de l'Assemblée constituante du 4 août 1789, au cours de laquelle fut votée l'abolition des privilèges (dont ceux, hélas, de sa propre province). Il a été également l'instigateur de la loi portant son nom (24 juin 1791) qui interdisait les droits de coalition et de grève.

Yves Le Goff. Instituteur de Saint-Pol-de-Léon. Créateur au début du siècle d'une méthode d'enseignement révolutionnaire... de style ferroviaire, chaque membre de la phrase — sujet, verbe, complément, article, etc. — correspondant à un élément de la composition d'un train — locomotive, tender, wagon, fourgon, voyageur, etc.

François Le Lagadec. Jeune promoteur de produits alimentaires à base de saveurs végétales destinés à l'appétit capricieux des snobs. Inventeur à ce titre, du « pâtisson » (soucoupe volante d'extraits de navets), du « potimaron » (potiron à goût de marron), de la « roquette », du « ficoïde glacial », etc.

Olivier Le Roy de Keraniou. Plus ambitieux que Ferdinand de Lesseps, ce capitaine au long cours, né en 1828, avait proposé un plan de canal reliant la Méditerranée à la mer Noire... en transformant les lacs suisses en mers intérieures. Son projet ne fut pas plus pris au sérieux que sa candidature à l'Académie française en 1890 !



JEAN GALTIER-BOISSIÈRE. Dessin de JEAN OBERLÉ

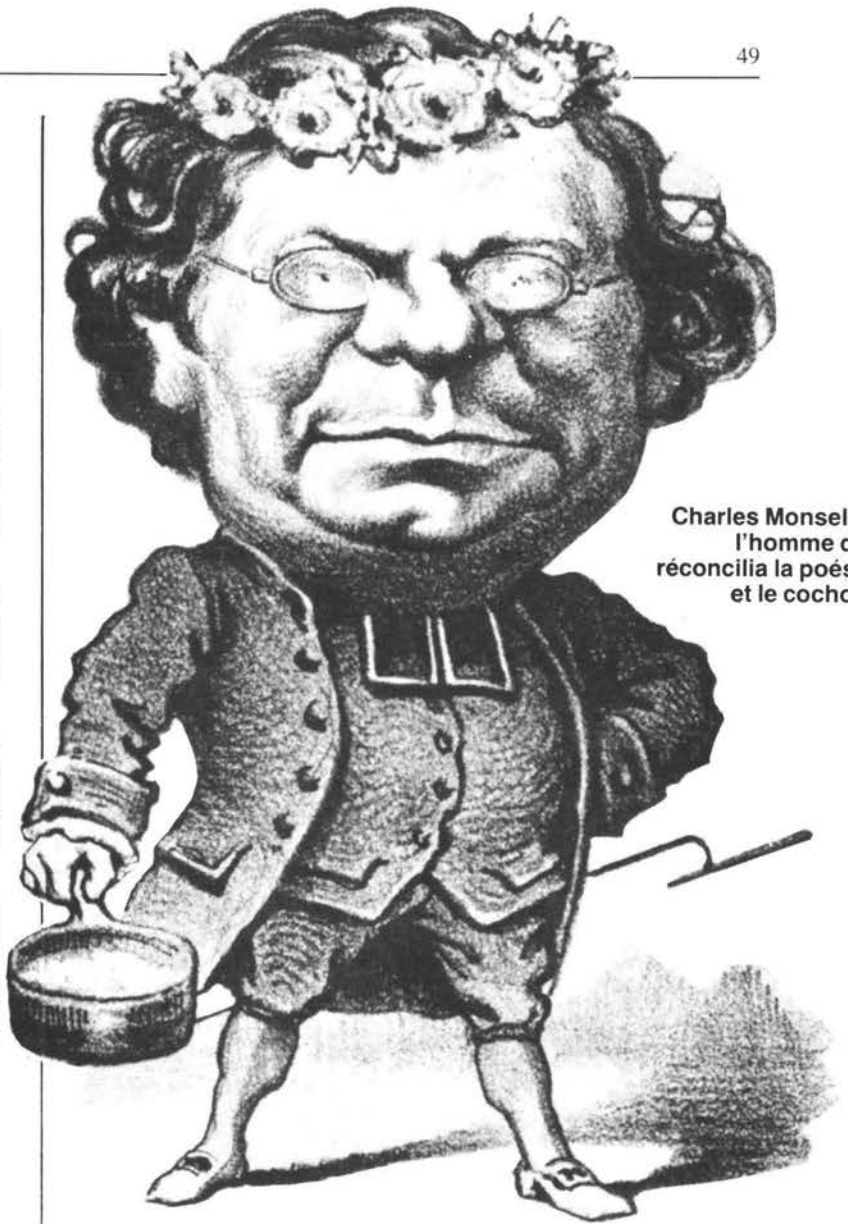
M

François-René Madec (1736-1784). Cinquième enfant d'un maître d'école de Quimper, il vécut, l'arme au poing — tour à tour marin, fantassin et cavalier — une aventure prodigieuse aux Indes en servant successivement sous les bannières de la France, de l'Angleterre, de divers radjahs et du Grand Moghol. Quand il revint en Europe, il avait amassé une fortune colossale. Le roi de France l'anoblit, lui décerna un brevet de colonel et le décora de l'ordre de Saint-Louis. Madec était sans doute plus fier des titres qui lui avaient été attribués au-delà des mers ! Nabab des Indes, lieutenant général de l'empire moghol, Soleil de la cour de Delhi, second grand vizir et « héros de l'empire ».

Laurent Marc'Hadour. Né sous le règne du duc de Bretagne Jean V (1399-1442), il s'embarqua pour l'Espagne où, sous le nom de Lorenzo Mercader, il devint un sculpteur émérite. On lui doit notamment la décoration des portes de la Nativité et du Baptême de la cathédrale de Séville.

Pierre-Louis Moreau de Maupertuis. (1698-1759). Malouin, cet officier de dragons éminemment doué pour les mathématiques, était, à l'âge de vingt-cinq ans, membre de l'Académie des sciences. Il entreprit, en 1736, une expédition en Laponie qui lui permit de déterminer, à un degré près, la mesure du globe et de confirmer que la Terre était non seulement ronde mais aplatie au pôle Nord.

Charles Monselet. (1825-1888). Prince des gastronomes bien avant Curnonsky, il fut le laudateur inconditionnel du cochon (dans un sonnet célèbre) et des qualités des plats régionaux. Alliant l'humour à la versification, il utilisait souvent le style parodique dans ses chroniques (« Mignonne allons voir si les huîtres sont ouvertes au restaurant »). Bien qu'il n'eût obtenu qu'une voix en faisant acte de candidature à l'Académie française, Victor Hugo le tenait en haute estime.



Charles Monselet,
l'homme qui
réconcilia la poésie
et le cochon.

N

Yannick Noah. Breton de couleur ? Né de père camerounais, le champion de tennis serait un enfant d'Armorique si l'on s'en tient aux canons de la religion coranique reconnaissant que la filiation découle de la maternité. Au même titre le port du chapeau rond ne saurait être contesté au chanteur et comédien Mouloudji.

O

Jean Oberlé. (1900-1961). A tout seigneur, tout honneur. Ce Breton qui fit partie de l'équipe radiophonique des « Français parlent aux Français », à Londres pendant le dernier conflit mondial, était un des piliers du « Crapouillot ». Ami du « vénéré directeur » Jean Galtier-Boissière dont il illustre « La fleur au fusil », il participe tant par ses dessins, ses chroniques et ses croquis de couvertures, à la plupart des numéros de la revue pendant l'entre-deux-guerres. On lui devait bien un mélancolique coup de chapeau (rond).

P

Auguste Pavie (1847-1925). Pour avoir pacifiquement vaincu la résistance du Siam et rallié le Laos et le Cambodge à la France, cet explorateur et diplomate a bien mérité le titre d'« unificateur » de l'Indochine dont il traça d'ailleurs la première carte géographique après avoir passé vingt-sept ans à arpenter cette péninsule.

Péchon de Ruby. Pseudonyme d'un gentilhomme armoricain, introducteur de la langue verte dans la littérature française. Quatre siècles avant son compatriote Auguste Le Breton, il écrivit « La vie genéreuse des mercelots, gueux et bohémiens », premier texte publié en argot et imprimé à Lyon en 1596. Le fameux glossaire du « langage des gueux » dont l'antériorité est souvent revendiquée, ne figurait pourtant dans le dossier du procès des Coquillards, en 1455, que sous la forme d'une copie de greffier rédigée sous la dictée d'un des accusés.

Augusto Pinochet (né en 1915). Le président de la République du Chili est le petit-fils d'un habitant de Lamballe dont le patronyme est une altération du mot « pinochez » signifiant « épinards » en breton. On relève d'ailleurs les noms d'une dizaine de ses cousins Pinochet dans l'actuel annuaire téléphonique de l'ancienne capitale du Penthievre.

Louis-Robert de Bréhan, comte de Plélo (1699-1734). C'est à lui qu'on pourrait attribuer la primeur du mot « Mourir pour Dantzig », que Marcel Déat rendit célèbre en le prenant pour titre d'un article à la veille de la déclaration de guerre de 1939. Le comte de Plélo trouva effectivement la



Un excentrique, Jules Verne ? Tout juste un imaginaire...

mort à Dantzig en se portant vaillamment à l'assaut de cette ville avec les mille cinq cents hommes d'un contingent français pour tenter de repousser les trente mille soldats russes qui voulaient capturer le roi de Pologne Stanislas Leczinski.

Pierre Porcon de la Barbinais (1639-1681). On l'a surnommé le « Regulus malouin ». Son destin s'apparente, en effet, à celui du général romain qui avait payé de sa vie chez les Carthaginois sa fidélité à la parole donnée. Fait prisonnier par les Barbaresques alors qu'il était chargé d'assurer la protection d'une flotille française, il fut renvoyé à Versailles par le dey d'Alger afin de négocier un traité de paix. Le dey l'avait prévenu que si ses propositions étaient rejetées, il ferait exécuter six cents prisonniers français au cas où l'otage ne reviendrait pas se livrer à sa merci. Porcon conseilla à Louis XIV de ne pas signer le pacte. Le roi suivit son conseil. Porcon repartit loyalement pour Alger où... non moins loyalement, le dey s'empressa de le faire décapiter.

R

Gilles de Rais (1404-1440). Compagnon de Jeanne d'Arc, maréchal de France à l'âge de vingt-cinq ans, seigneur le plus riche de Bretagne, il a servi de modèle au personnage de Barbe-Bleue. Celui-ci avait assassiné ses sept épouses successives. Gilles de Rais, lui, reconnu au cours de son procès avoir saigné et massacré au moins cent quarante enfants dans son château de Machecoul et ses autres résidences, pour assouvir son vice de sodomite, poursuivre ses recherches d'alchimiste et respecter son pacte avec Satan. Ses aveux terrifiants contraignirent les juges à voiler par décence le crucifix apposé sur le mur central de la salle du tribunal.

Roland (778). « La chanson de Roland » serait-elle une véritable mystification ? Roland n'était pas le neveu de Charlemagne mais un de ses preux particulièrement estimé. Il ne fut pas victime des Sarrasins mais des Basques quand il trouva la mort à Roncevaux en 778. Certains osent même prétendre que ce serait en Bretagne (où il avait été incontestablement nommé comte, c'est-à-dire préfet des Marches de cette région) qu'il périt au fond d'un ravin, entraîné par la chute d'un cheval emballé. On réclame des preuves !

S

Pierre Sabbagh. Né en 1918 à Ploumanach, créateur du Journal télévisé en 1949, auteur et présentateur de nombreuses émissions de TV (dont « Au théâtre ce soir » demeure le plus beau fleuron), membre de la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés). Il s'interroge avec humour sur ses origines. Son grand-père était banquier du roi d'Égypte, sa mère mi-française mi-anglaise et son père, un remarquable peintre paysagiste de la Bretagne. Il a avoué à la radio : « La Bretagne est mon deuxième pays que j'adore ». Pourquoi ne serait-il pas, en définitive, le premier ?

Constance de Theis. Veuve du sieur Pipelet de Leuri, remariée à trente ans, en 1800, au prince rhénan de Salm Dick, cette Nantaise fut une des premières suffragettes de France. Elle défendit les droits de la femme... avec un certain penchant pour le lesbianisme qui s'exprimait déjà en 1794 dans sa tragédie en trois actes intitulée « Sapho », mise en musique par Martini.

V

Charles Vanel (né à Rennes en 1892). Sa vue ayant été jugée déficiente, il dut renoncer à se présenter au concours de l'Ecole navale. La Marine française perdit peut-être un brillant officier mais le cinéma hérita d'un acteur exemplaire. Il est le doyen des comédiens français. A l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, il vient de tourner son cent cinquante-sixième film en Suisse : « Si le soleil ne revenait pas ». Signe particulier : il était l'acteur préféré du maréchal Pétain qui, à la demande du général Huntziger, le fit titulaire de l'ordre de la Francisque.

Robert Vattier (1906-1982). Mascotte de Marcel Pagnol, ce comédien, qui incarnait à la perfection monsieur Brun « le Lyonnais » dans la trilogie « Marius », « Fanny », « César », était un... pur Breton de Rennes !

Georges-Henri de Villebois-Mareuil (1847-1900). Combattant valeureux de la guerre de 1870, colonel à la Légion étrangère, il se mit au service du président Krüger pendant la guerre des Boers. Nommé général, chargé de former un corps de reconnaissance au Transvaal, il périt au cours d'un engagement contre les troupes britanniques à Bishof. Sa statue, érigée place de la Bourse, dans sa ville natale de Nantes, échappa pendant l'Occupation à la fonte des monuments en bronze, les Allemands ayant tenu, pour un motif évident de propagande, à ce que demeurât intacte l'effigie d'un ennemi résolu de l'Angleterre.

Jean-Marie Mathias Philippe Auguste comte de Villiers de l'Isle-Adam (1838-1889). Qualifié de « génie » par Verlaine, le futur auteur des « Contes cruels » connut sa première mésaventure à l'âge de sept ans, en se laissant enlever par des romanichels. Fier d'appartenir à une des plus nobles lignées d'Europe — un ancêtre, maréchal de France, un autre, grand maître de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem — il revendiqua... le trône de Grèce, en 1862, en sollicitant l'appui du duc de Bassano. Faute d'avoir pu régner à Athènes, ce Briochin tenta vainement de siéger, dix-huit ans plus tard, au Conseil général de la Seine en requérant les suffrages des électeurs du XVII^e arrondissement de Paris. Son échec tenait peut-être moins à son étiquette de monarchiste qu'à la singularité de son programme électoral limité... à la destruction, pour des raisons esthétiques, du Panthéon, de l'Opéra de Paris et de l'église Saint-Sulpice !

Le général Epinardos — pardon : Pinochet — Breton de raccroc.



Grandeur et décadence de l'Autonomisme

LA SAGA DES « BREIZ ATAO »

par Goulven PENNAOD



Tout passe, tout lasse... En ce temps-là, le jeune Bothorel n'était pas encore au « Figaro », mais convié à la table d'Olier Mordrel. Pour y défendre les thèses du FLB ?

« **L'**ALGERIE est une province comme la Bretagne ! » proclama un jour M. Michel Debré alors qu'il était un des plus virulents avocats de l'« Algérie française ». Cette expression ne fut guère relevée car elle semblait pertinente à beaucoup. Mais, quelle hilarité n'aurait pas déchaîné le maire d'Amboise s'il lui était venue l'idée saugrenue de s'exclamer : « *L'Algérie est une province comme la Touraine !* » Là est toute la différence. Lorsque le roi de France François I^{er} annexa la Bretagne au royaume par le traité international de Vannes en 1532, cela ne se fit pas sans réticences et, jusqu'en 1789, la Bretagne fut une des provinces les plus ombrageuses, dotée d'un parlement et d'Etats jaloux de

leurs privilèges et droits ; les jacqueries y furent fréquentes ainsi que les « brigandages » ; parfois cela dégénéra en véritables révoltes ouvertes, au XVII^e siècle, telles les affaires du « Papier timbré » ou des « Bonedoù ruz » (« Bonnets rouges »), qui donna à la délicate marquise de Sévigné l'occasion de parler avec grâce — on le verra par ailleurs — des bons paysans bretons « branchés » par les troupes royales ; telle encore la conjuration de Pontcallec, sous la Régence, qui fut tout autre chose que l'aventure biscornue décrite dans « Que la fête commence ». Dans l'imbécile « Nuit du 4 août », les députés bretons, sans aucun mandat, renoncèrent aux privilèges de la duchée qu'ils ne pouvaient aliéner et cela ne fut pas pour peu

dans la révolte du marquis de la Rouerie, ancien officier des guerres d'indépendance américaine, source directe de la chouannerie, qui ne s'éteignit pas en Bretagne avant 1806, avec son cortège d'atrocités, comme le massacre de la population, fusillée et brûlée dans l'église du Loroux-Botterau, toponyme dont la traduction en occitan serait Oradour... En 1870, l'« Armée de Bretagne » fut parquée sans armes, ni vivres, ni munitions près du Mans « de crainte que ce ne fût une armée de chouans » : pour le « korrigan » Gambetta, la République passait avant la France, comme le rappelle Bloy dans un texte magnifique cité ici.

Cela ne doit cependant pas faire oublier que, depuis des siècles, la noblesse bretonne servait aussi avec honneur dans les armées du roi, puis de l'Empire et de la République, que la marine bretonne, une des premières d'Europe lors de l'indépendance, continua de fournir plus de la moitié de ses effectifs à la Royale, ne fut pas la dernière à armer en course sus aux Saizon (Saxons = Anglais) et que feu l'Empire colonial français fut largement nourri de sang breton.

Là réside toute l'ambiguïté d'un peuple sorti de l'Histoire, qui la fait pour un autre en gardant la nostalgie de ses libertés.

Le titre de cet article évoque les « Breiz Atao » (1). Le nom est impropre puisqu'il désigne strictement une revue qui parut de 1919 à 1940, puis, épisodiquement et presque clandestinement en 1944 et 1948 ; mais c'est devenu, en Bretagne et ailleurs, le sobriquet de ceux qui pensent la Bretagne distincte de l'Etat français sinon de la France et qui s'en font souvent une bannière. Ce mot recouvre des réalités temporelles et politiques bien différentes les unes des autres. Cela constitue cette nébuleuse appelée en français « mouvement breton » et en breton *emsav*. Le choix de ce dernier terme, reçu de tous, est significatif puisqu'il dérive d'un verbe voulant dire « se soulever » et que sa traduction exacte serait « soulèvement, révolte ». Il est commode, pour l'époque moderne, de le diviser en trois phases : de 1898 à 1914, de 1919 à 1944, et depuis 1945. Politiquement et culturellement, se reconnaissent appartenant à l'*emsav* de vagues régionalistes souhaitant une non moins vague décentralisation, mais aussi des indépendantistes ayant parfois pris les armes dans les armées des ennemis de la France par haine de celle-ci, avec toutes les nuances intermédiaires possibles ; culturellement, il y a des francisants parlant avec émotion de la « vieille langue de leurs vieux pères » qu'ils se gardent bien d'apprendre, mais aussi des bretonnants ayant banni dans leurs familles, leurs cercles, leurs écrits, tout emploi de la langue française ; en ce qui concerne la politique partisane, on connaît des fidèles de SAR le prince de Rohan, chef de nom et d'armes de cette illustre famille (accessoirement de nationalité autrichienne et ancien secrétaire de Kurt Waldheim à l'ONU), d'autres s'attachent à Mgr le duc d'Anjou-Cadix, mais il y a eu naguère un *Strollad Komunour Breizh* (Parti communiste de Bretagne) d'obédience maoïste (dont le camarade secrétaire était un vicomte d'une famille très ancienne...) ; tandis que d'autres ont un faible pour notre compatriote Jean-Marie, bon nombre se réclament de la démocratie chrétienne, mais d'autres, aussi nombreux, seraient, sur l'échiquier français, très proches du PSU. Mentionnons pour mémoire que les uns se retrouvent fraternellement à côté des autres dans les groupuscules terroristes du FLB, sans que tel éditorialiste du « Figaro » ait été gêné de poser des bombes en compagnie d'un fasciste avoué et d'un socialiste autogestionnaire.

La situation est donc claire, ami lecteur, et vous saurez démêler tout cela aussi bien que les Renseignements généraux

(1) On sait que « Bretagne » se dit Breizh en breton (d'où le sigle Bzh), mais on a conservé dans Breiz Atao (Bretagne toujours) la graphie qui était usuelle avant la réforme graphique de 1941.

Bretagne...

B^{ZH} et *triskell* sont les deux labels adoptés par les Bretons pour affirmer leur appartenance et leur attachement au pays natal.

Le premier sigle, *BZH*, contraction de *Breizh* (Bretagne), est le fruit d'un canular improvisé après boire, en 1964, par quelques joyeux animateurs du centre culturel parisien « Ker Vreizh ». Ils furent tout étonnés en s'apercevant que ce petit logo frondeur, destiné à orner le dos des enveloppes ou à être collé sur la porte de la concierge, avait été rapidement commercialisé par des imprimeurs judicieux sous forme d'autocollants. Ceux-ci figurèrent sans tarder sur des boîtes de conserve, des emballages de gâteaux ou des bouteilles d'alcool du pays breton. Ils connurent leur plein succès quand on les placarda à l'arrière des voitures, à l'emplacement réservé à la plaque de nationalité. Force est de reconnaître que ce furent surtout les Parisiens... et les Marseillais (galéjade oblige !) qui voulurent en bénéficier les premiers.

Ayant ressenti une odeur méphitique d'autonomie dans l'énoncé de *BZH*, le préfet du Morbihan interdit l'utilisation de cette affichette sur les véhicules circulant dans son département. Les contrevenants furent frappés d'amendes et certains récidivistes traduits devant les tribunaux. Le gouvernement ramena vite à la tolérance ce fonctionnaire trop zélé. Madame Messmer, surnommée « la Rochambelle », était en effet intervenue auprès de son ministre de mari pour lui faire admettre que ce *BZH* n'était pas sédition, mais l'abréviation de... « Bretagne Zone Heureuse » !

Le *triskell*, insigne du Parti national breton durant les quatre années d'Occupation et, par la suite, image de marque d'activités extrêmement diverses — fabrication d'andouilles, crêperies, bars, discothèques, sociétés de gardiennage, stations-services, groupes musicaux, etc. — n'apparut en Bretagne qu'au cours des années vingt. Sous l'impulsion du mouvement artistique des « Seizh Breur » (Les sept frères), il

qui, en cas de crise, s'arrachent leurs derniers cheveux pour tenter de savoir qui est qui à la fin des fins. On comprend mieux aussi le dicton qui veut que lorsque trois Bretons se retrouvent, ils fondent un parti politique, mais que lorsqu'ils sont cinq, il y a déjà trois scissions hautement motivées idéologiquement, cela va de soi, mais aussi parce que Le Bras a couché avec la femme de Le Bihan ou que Le Goff a vendu un cochon malade à Le Gall. Toutes nuances confondues, l'*emsav* doit bien englober entre 10% et 15% de la population, répartis entre une bonne centaine de partis, associations ou chapelles. A ce propos, j'oubliais de dire que les uns suivent Mgr Lefebvre, d'autres l'Eglise romaine établie, d'autres se partagent entre trois dénominations rattachées à la Sainte Orthodoxie, certains siègent à l'Orient de leur ville, quelques-uns sont néo-païens druidistes ; il y a évidemment des athées militants, mais, comme partout en Europe actuelle, la majorité se fout de tout problème religieux une fois les gosses baptisés et le grand-père honoré de la sépulture chrétienne.

Zone Heureuse



devint un ornement décoratif pour l'architecture, le mobilier, les broderies de costumes et les gravures sur bois ou sur métal. Il n'est pas d'origine bretonne. L'étymologie de *triskell* est grecque : *triskela*, c'est-à-dire trois jambes ou trépied. On ne saurait donc lui attribuer le sens de mouvement perpétuel, ni celui des trois éléments naturels (eau, terre, feu) et encore moins le symbole de la Sainte-Trinité. La rotation des phases du soleil, attachée au culte druidique, lui échappe également. Il n'en demeure pas moins que le *triskell* avait serti de nombreux bijoux à la fin de l'époque de la Tène, durant laquelle la civilisation celtique marqua l'Europe de son empreinte. Des orfèvres bretons insulaires — natifs des Cornouailles, d'Ecosse ou d'Irlande — auraient été séduits par l'attrait de ces lignes courbes qu'ils affectionnaient. Le Trinity College de Dublin conserve parmi ses trésors le livre de Durrow, datant du VIII^e siècle, ainsi que le calice d'Ardagh et la broche de Tara, tous



enluminés du *triskell*. On ne s'étonnera donc pas que l'île de Man, le plus petit pays celtique, l'arbore sur son drapeau et le frappe sur sa monnaie locale.

En France, le dictionnaire de l'Académie Française, le « Littré » et le « Quillet » ignorent l'existence du *triskell*. Ce mot figure seulement dans le « Robert » et le « Larousse » qui donnent de cet emblème la description suivante : « fait de trois jambes ou branches repliées qui suggèrent un mouvement giratoire autour du centre auquel elles s'attachent. »

Ne serait-ce pas, en définitive, la meilleure définition de cette équivalence avec le terme de « marcher sur trois pattes », convenant parfaitement à certaines Bretonnes éprises de boisson, quand elles ont, comme on dit du côté de Douarnenez, un petit coup dans la jupe ?

H.L.B.



Wilson, au secours !

Du « premier *emsav* » ayant précédé la Grande Guerre, il y a peu à dire : le gros des troupes était formé des marquis et comtes suivis de leurs clients et de leurs curés dans l'Union régionaliste bretonne du marquis de l'Estourbillon de la Garnache ; on y était pour un roi des républiques françaises, la religion et les saines valeurs traditionnelles, opposé à l'introduction du chemin de fer qui, comme chacun le savait, apportait la phtisie, la débauche des filles et faisait tourner le lait des vaches. Les bourgeois républicains fondèrent alors la Fédération régionaliste bretonne, plus « progressiste ». Des « rouges », presque, qui se situeraient aujourd'hui à peu près sur les travées réservées aux indépendants et paysans à l'Assemblée nationale. Leur maître à penser était un industriel de Fougères, Jean Choleau, excellent homme au demeurant, fort attentif aux problèmes économiques, ce qui était alors une nouveauté. En 1909, le poète Camille Le

Mercier d'Erm fonda le Parti nationaliste breton. Son programme n'allait pas par quatre chemins : indépendance immédiate de la Bretagne, séparation totale d'avec la France. Pour le reste (régime, administration, économie et autres brouilleries) on verrait plus tard. Qualifiés d'odieus séparatistes par leur confrère et ami Iwan an Diberder, qui, dans sa revue « Brittia », les couvrait d'injures impubliables aujourd'hui mais se voulait lui nationaliste breton catholique (mais pas séparatiste !), les gens du PNB durent bien regrouper une cinquantaine d'adhérents autour de leur journal, « Breiz Dishual » (Bretagne libre). Vint la grande boucherie qui les mit tous d'accord du côté du Chemin des Dames et de Verdun, car il ne vint même pas à l'idée de ces farouches anti-Français d'imiter les Tchèques et de former une légion (disons : trois escouades) dans les rangs des empires centraux. Le moins « francequillon » ne fut pas le poète Jean-Pierre Calloc'h-Bleimor, mort au combat après avoir pendant dix ans stigmatisé et vilipendé la France et sa culture...



Dessin du « Journal »
(vers 1930)

L'ENQUETE EN BRETAGNE

— Qui a écrit cela ?...
— Ça pourrait bien être le « Gwenn-ha-Du » !...

En 1919, le colonel Jacob (les noms d'origine biblique sont fréquents en Bretagne sans que cela puisse impliquer une origine juive) tenta de remettre au président Wilson un mémoire concluant au droit des Bretons à disposer d'eux-mêmes comme d'autres Polonais ou Tchèques : cela n'alla pas bien loin car Clemenceau était tout de même en meilleure position de force.

Le colonel eut beau remettre au président des Etats-Unis l'« Anthologie des bardes et poètes nationaux de la Bretagne armoricaine » établie par Le Mercier d'Erm où, en quelque six cents pages, on vouait le « Frank » aux gémonies dans les plus mauvais vers que nul peuple ait jamais suscités, la Bretagne n'eut pas l'heur de retenir l'attention de Wilson.

Mais le colonel Jacob faisait déjà partie des « vieux cons d'avant-guerre » et des jeunes allaient se lever qui donneraient aux activistes bretons leurs plus grandes raisons d'espérer. Tout vint, comme me le confiait un jour leur « père », Morvan Marchal, de la lecture conjugée de Paul Féval, Fenimore Cooper et Charles Maurras. Mélange apparemment détonant puisque âgé d'à peine dix-huit ans, ayant fauché quelques francs dans le tiroir de son père, il éditait avec la complicité de ses amis Lemonnier et Job de Roince un tract-affiche disant : « *Du Guesclin est un traître. Lisez "Breiz Atao"* » que lui et ses camarades affichèrent incontinent sur les murs de la bonne ville de Rennes. En même temps, ils créèrent l'*Unvaniez Yaouankiz Vreiz* (Union de la jeunesse bretonne), dont le programme, pour reprendre une expression de Jean Mabire, était « *un régionalisme musclé plutôt qu'un autonomisme mou* ». Il est très vraisemblable que cette UYV n'eût été qu'un feu de paille si le seul Morvan était demeuré à sa tête, car ce brillant architecte, infiniment cultivé, avait de nombreuses fougades, mais guère de persévérance : le portrait type du Celte décrit par César. La doctrine n'était pas nouvelle : tous étaient murrassiens, comme beaucoup d'étudiants alors, et Job de Roince, par exemple, retourna vite à ses premières amours, mais Morvan reçut trois recrues de taille : Fransez Debauvais, Yann Bricler et Olier Mordrel. Le premier était le fils de petits commerçants forains de la populeuse rue Saint-Malo de Rennes, le second, de bonne bourgeoisie de Cornouaille, fit appel à son cousin, fils du général Mordrel, étudiant en architecture à Paris. Olier Mordrel lui-même a décrit les détails de l'aventure dans un excellent livre intitulé « *Breiz Atao* », que Jean Picollec fit publier. La rencontre du prolétaire et du bourgeois créa véritablement le « mouvement breton » moderne, dans ce qu'il avait de meilleur et aussi de pire. L'un apportait sa frugalité, sa ténacité, sa soif de dévouement, l'autre son brillant, sa culture et son sens presque florentin de l'intrigue. Un binôme incroyable qui dura

plus de vingt ans. Il n'est pas question ici d'écrire une histoire universitaire de « *Breiz Atao* » qu'on trouvera dans de nombreux ouvrages, mais de fixer plutôt quelques traits de ces garçons qui furent les vrais « *Breiz Atao* ».

Vers l'Europe des peuples

Au début, ils se disaient donc « régionalistes », mais ce mot n'avait plus rien à voir avec ce que le vieux marquis de l'Estourbillon entendait par la même appellation. D'abord, ils avaient vingt ans, la Grande Guerre venait de s'achever et les jeunes ne comprenaient déjà plus sa raison d'avoir été. C'était à Paris le dadaïsme, puis le surréalisme. En Irlande, nos « frères de race » s'étaient soulevés en 1916 contre l'occupant anglais et leur sacrifice, leur « gallantry » devant les poteaux d'exécution ou la potence exaltaient ces jeunes gens qui condamnaient leurs aînés de n'en point avoir fait autant en Bretagne. La Bretagne avait perdu en cette guerre toute sa jeunesse paysanne, et on ne manquait pas de faire remarquer que si nos monuments aux morts étaient trop petits pour accueillir les noms de tous les « héros », ceux des régions industrielles de France et, en particulier du Midi, étaient souvent bien vides. C'est alors qu'on lança le chiffre de 300 000 Bretons morts « à cause de la France », un citoyen mobilisé sur quatorze, pour une moyenne de un sur vingt-huit : ces chiffres sont probablement faux, car ce n'est pas aujourd'hui seulement qu'on fait parler les morts ni qu'on publie des statistiques truquées, mais ils frappaient les esprits et si on ajoute à cela les crises agricoles de l'après-guerre, on comprend que « *Breiz Atao* » fut sensiblement bien accueilli, malgré les associations d'anciens combattants criant au sacrilège. Cependant, le niveau relativement élevé du contenu de la revue n'en faisait pas, loin de là, un organe populaire. Ce n'est que plus tard, en 1928, que l'Union de la jeunesse bretonne devint le Parti autonome breton (Strollad Emrenerien Vreiz) : le mot « autonomisme » était à la mode, ou du moins connu : les autonomistes alsaciens l'avaient rendu populaire, beaucoup d'entre eux étant soutenus officiellement par le Parti communiste et les procès de Colmar avaient donné aux « *Breiz Atao* » l'occasion de se manifester aux côtés de leurs « frères alsaciens » et de lier avec eux d'utiles amitiés, de même que Marchal et Mordrel ne manquaient jamais une occasion de participer aux congrès des Flamands, Ecossais, Gallois. Déjà s'ébauchait dans ces milieux bretons une certaine idée de l'Europe des peuples qui nous paraît aujourd'hui assez naturelle mais était alors regardée comme autant de signes d'une trahison potentielle vis-à-vis des « patries », entendons les Etats

nés de Versailles. Les conflits devinrent plus durs. Bien des « Breiz Atao » de la première heure quittèrent le parti dont les effectifs devinrent squelettiques : « *Nous annonçons notre descente dans la rue pour la semaine prochaine, devait me dire plus tard l'écrivain Abeozen, mais nous n'aurions pas rassemblé cent personnes.* » Alors que les notables faisaient sans difficulté adopter mille et une pétitions — toutes plus vaines les unes que les autres — en faveur de l'enseignement du breton, les autonomistes étaient terriblement isolés et étrangers à leur peuple devenu « deux fois français » (pourquoi diable « deux fois » ?) de par le sang versé et parce que la France victorieuse représentait l'avenir en face d'une Bretagne « revenue à l'ancien régime ».

A la Prusse et l'Irlande réunies

Il fallait frapper les imaginations pour sauver un parti et une cause qui portaient en gidouille. L'occasion fut maladroitement fournie par le président Herriot qui se mit en tête de célébrer à Vannes le 7 août 1932 le quatrième centenaire du rattachement de la Bretagne à la France. Le matin de ce 7 août, un monument grotesque érigé en 1905, montrant, sur la place de l'hôtel-de-Ville de Rennes, une Anne de Bretagne agenouillée devant Charles VIII et que les Bretons les plus modérés appelaient « monument de la honte nationale », sautait. L'« Ouest-Eclair » (devenu, depuis l'« appropriation » de la Libération, « Ouest-France ») ne demandait pas moins que la guillotine pour les auteurs de l'abominable attentat, membres d'une société secrète appelée *Gwenn ha Du* (Blanc et Noir, couleurs du drapeau breton). Mordrel et Debauvais — instigateurs de l'attentat exécuté par le jeune ingénieur C. Lainé — en profitèrent pour transformer le parti autonomiste en Parti national breton (*Strollad Broadel Breiz*) avec une doctrine sensiblement radicalisée. C'était l'époque, il ne faut pas l'oublier, où pour beaucoup d'intellectuels et d'ouvriers, le fascisme apparaissait comme la solution la moins coûteuse et la plus bénéfique du conflit entre capitalisme et marxisme. En trois ans environ, le PNB vira sa cuti, mais puisque les fascistes français regardaient vers la sœur latine, les chefs bretons se tournèrent vers le Rhin. Assez curieusement, ce n'est pas avec la SS ni avec le parti qu'ils prirent contact, mais avec l'Abwehr,

peut-être parce qu'en bon fils de général, Mordrel préférait les militaires aux politiciens.

Quoi qu'il en soit, on vit paraître la revue « Stur » (« Gouvernail ») dirigée par Mordrel dont les articles du type « Notre monde » ou « Nos deux pôles : Irlande et Prusse » ne laissaient aucun doute sur l'orientation idéologique. Elle fut suivie d'un « Comité des minorités nationales » regroupant les irrédentistes bretons avec leurs homologues corses, basques, catalans, alsaciens, flamands, burgondes, frisons... et sa revue « Peuples et Frontières ». Lorsque vint Munich, un bon prêtre me fit coller sur les murs des papillons proclamant : « *Pas une goutte de sang breton pour les Tchèques* », « *Si la guerre éclate, nous déclarerons la Bretagne neutre* »... Joie du gosse de dix ans qui faisait une bonne farce aux autorités !

La guerre mit un an à s'ouvrir. Mordrel et Debauvais rejoignirent Berlin par Bruxelles où, dit-on, ils déjeunèrent un jour à quelques mètres de Maurice Thorez, tandis qu'un tribunal militaire les condamnait à mort. Les autres « Breiz Atao » rejoignirent sagement leur unité où la prévôté vint tranquillement en cueillir quelques-uns. Puis ce fut la « Libération » du solstice de juin... Hervé Le Boterf raconte ailleurs ce que fut la « Bretagne dans la guerre » avec, comme ailleurs, ses foules pétainistes, attentistes, résistantes et collaborationnistes, et, de surcroît, ses « autonomistes » dont le classement est plus difficile.

A partir d'août 1944, les autonomistes, ou supposés tels, purent enfin se compter : à se retrouver tous dans les camps de concentration et les prisons de Bretagne (sauf en pays nantais où le Commissaire de la République, un certain Michel Debré, fit preuve d'une modération libératoire exceptionnelle), ils s'aperçurent qu'ils avaient représenté une force qu'ils ignoraient : le premier parti de Bretagne, et de très loin. Plusieurs dizaines furent fusillés, les années de bagne se comptèrent en siècles et les « indignités nationales » en millénaires. Pendant ce temps, les résistants de Cornouaille — et ils étaient nombreux — hurlaient « *Breiz Atao, mat da lazo !* » (« *Les Breiz Atao, c'est bon à tuer !* ») Les responsables, Mordrel, Lainé, Delaporte, Goulet, avaient pu gagner l'exil en Irlande ou en Argentine. Les résistants de l'*emsav* ne pouvaient faire entendre leur voix sous peine de soupçon de trahison et de mise au trou comme leurs camarades collaborationnistes. La solution finale du problème breton avait été atteinte.



Une réunion du
« Parti national
breton » à Carhaix,
avant-guerre. Le
petit jeune homme
au premier plan est
Morvan Lebesque.

Les vieux sonneurs font des petits

Voire. Car une bande de jeunes de moins de vingt ans, épargnés on ne sait pourquoi par la folie libératoire, reprenait le flambeau. Ils s'appelaient Youenn Olier, Per Denez, Arzel Even, Ronan Huon. En dépit des tracasseries policières, du manque de papier, d'imprimeur, d'argent, ils faisaient paraître une revue politique, « An Avel » (« Le vent »), devenue bientôt « Avel an Trec'h » (« Le vent de la victoire »), puis des revues littéraires nationales, « Kened » (« Beauté »), « Tir na n-Og » (« Terre des jeunes » en irlandais), ou encore « Al Liamm » (« Le lien ») créé à Paris par les Bretons de l'association Kervreizh et qui existe toujours aujourd'hui. L'action politique était devenue pratiquement impossible du fait de la police, alors on se tourna vers le « culturel ». En quelques années, la Bretagne se couvrit de « Cercles celtiques » regroupés dans l'association « purement culturelle » (*sic*) *Kendalc'h*, les trois douzaines de vieux ivrognes sonneurs de bombarde et de biniou devinrent une dizaine de milliers de



Le marquis
d'Estourbillon, le
tourbillonnant
« Pétain de la
Bretagne ».

jeunes défilant en bagadou (pas d'italique : le mot, selon les dictionnaires, est devenu français). Les filles dansaient en coiffe et oripeaux surannés. On se « déguisait au km 0 » et ce fut l'ère des « tutu-pan-pan ».

Plus sérieusement, un Centre d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB) préparait le désenclavement économique du pays tandis que le président Pléven, repu de gloire française, se laissait parfois aller à des menaces autonomistes. Dans les années 1955-1965, un mouvement se disant « fédéraliste européen » dirigé par l'ancien responsable de Peuples et Frontières et du quotidien « La Bretagne », appelé Mouvement pour l'organisation de la Bretagne (MOB) relançait la lutte politique dans le cadre d'une idéologie démocrate chrétienne. Après un départ encourageant, les dissensions internes, sport national des Bretons, le minaient. Les hommes de gauche constituaient alors l'Union démocratique bretonne, vigoureusement socialiste, antifasciste et plus ou moins autogestionnaire. Ce parti prit, lui aussi, un bon départ et s'implanta de façon très honorable au niveau des municipalités, mais le virus scissionniste ne pouvait l'épargner ; il fut en outre victime de la « vague rose » de 1981 : ses électeurs se dirent que socialistes pour socialistes, autant valait voter pour le parti du président de la République et l'UDB a perdu aujourd'hui une grande partie de son importance.

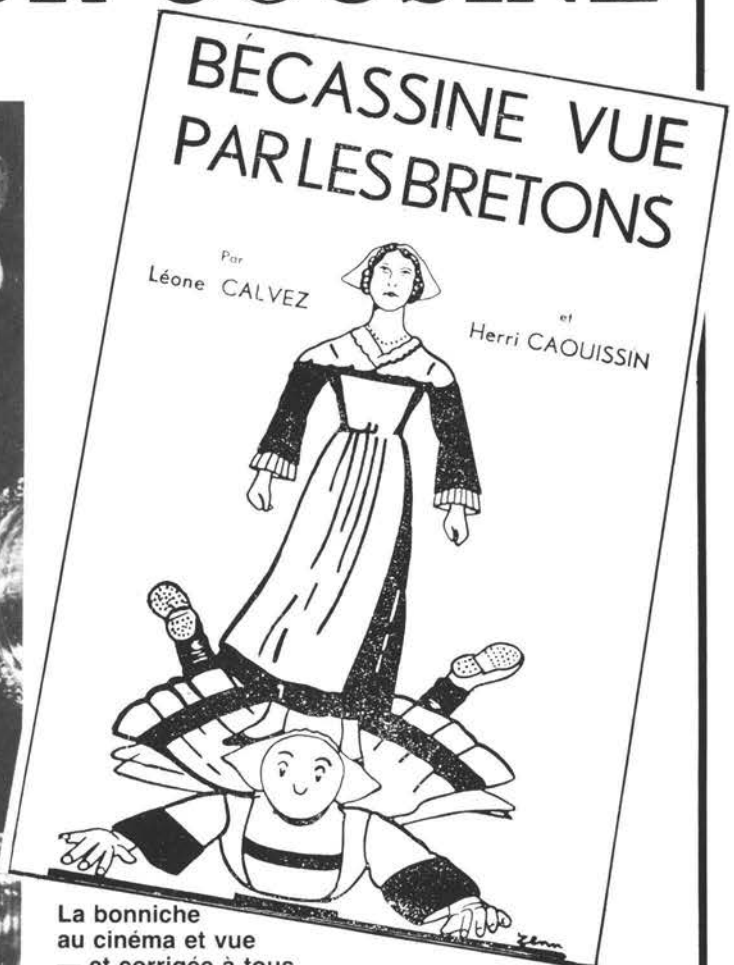
BÉCASSINE

BECASSINE est le spécimen exemplaire de la « biniouserie », procédé qui utilise un faux-semblant de conventions vestimentaires et de traditions populaires pour contribuer à la bêtification du folklore. Née en 1905, conjointement de l'imagination de Caumery et du pinceau du dessinateur J.-P. Pichon, cette petite paysanne stupide, native de Clocher-les-Bécasses (!), ne tarda pas, en dépit du succès remporté en France par les bandes dessinées de « La Semaine de Suzette » et de multiples rééditions de trente-huit volumes, de devenir le symbole le plus abhorré des Bretons.

Elle ne porta pas chance à ceux qui tentèrent de commercialiser son personnage. On le vit bien quand, le 18 juin 1939, trois militants bretons de Paris (dont l'un était le fils du député Jadé) décapitèrent la statue en cire de la sotte finistérienne, exposée depuis peu au Musée Grévin.

Ce fut au cours de cette même année que la firme « Express » produisit un film « policier et humoristique » inspiré des aventures de Bécassine. Le metteur en scène Pierre Caron et ses interprètes furent chassés à coups de pierres des plages de Perros-Guirec. Interprète du rôle-titre, Paulette Dubost était repartie précipitamment pour Paris. Elle l'avait échappé belle ! Un groupe de lascars avait projeté de l'enlever, de la séquestrer pendant vingt-quatre heures, avant de la ramener nue à son hôtel ! Les principaux groupements bretons intervinrent à leur tour. La presse — de « L'Ouest-Eclair » à « La Dépêche de Brest » en passant par « Le Nouvelliste », « Breiz Atao », etc. — se montra unanime pour boycotter le film. Cette attitude rejoignait celle des parlementaires bretons. Solidaires, en dépit de leurs divergences politiques, ils adressèrent une requête au ministre de l'Éducation nationale : « *Ce film, déclaraient les signataires, est une insulte pour le peuple breton et nous vous demandons de prendre dès maintenant des mesures pour l'interdire (...). Nous craignons que si ce film était projeté sur l'écran, les Bretons qui ont encore quelque dignité ne se fassent eux-mêmes justice par tous les moyens, et nous les approuverions de toute notre force.* » Quelque peu inquiets de ces réactions, les producteurs envisagèrent de couper les scènes les plus abusives, telles que celle où Bécassine donne le biberon à un goret et le fait coucher auprès d'elle dans son lit. Le 21 décembre 1940, après deux jours d'hésitation, le directeur du « Paramount » de Paris décida de présenter le film. Les associations culturelles émisrent une protestation. La projection provoqua des bordées de sifflets et quelques empoignades avec la police. La critique ayant rendu une prompt justice à cette calembredaine, « Bécassine » entreprit une seconde carrière en province. Quelques exploitants bretons coururent le risque de programmer le film. A Nantes, il quitta rapidement l'affiche, à la suite d'une menace de dynamitage adressée au directeur du « Palace ». Presque aussitôt, les libraires retirèrent

N'EST PAS LEUR COUSINE



La bonniche
au cinéma et vue
— et corrigée à tous
les sens du mot —
par les Bretons.

prudemment de leurs rayons et de leurs vitrines les albums de Pinchon. En revanche, quelques commerçants avisés affichèrent la réédition de « Bécassine vue par les Bretons » de Herri Caouissin et Léone Calvez qui avait, du moins, le mérite de laver l'affront de cette malheureuse affaire cinématographique. Il en fut de même, une vingtaine d'années plus tard, quand « Festival » édita un 45-tours sur Bécassine. Aucun disquaire breton n'accepta de le mettre en vente.

Cette animosité semble s'être atténuée depuis lors. On ne signala aucun incident quand, il n'y a pas si longtemps, le Centre culturel du Marais présenta aux Bretons de Paris une exposition de 300 planches de Pinchon consacrées à Bécassine. Comme le chante maintenant Chantal Goya : « Bécassine, c'est ma cousine ». Elle est toujours aussi niaise, mais respire la sympathie. Il n'y a que Stéphane Collaro pour vouloir lui donner dans son émission TV « Cocoricoboy », sous l'appellation déguisée de « Pencassine », l'aspect d'un vampire raciste ayant le visage de Jean-Marie Le Pen.

H. L. B.



Faizant résumé les sentiments mitigés
de la famille envers sa pitoyable cousine.

NANTES OU RENNES



DEPUIS toujours, la question divise les Bretons. Elle prend parfois le ton vindicatif et intransigeant d'une affaire Dreyfus, génératrice de ruptures d'amitié et d'accords commerciaux. Ceux qui revendiquent Rennes pour capitale allèguent que cette ville fut le siège du parlement et le centre administratif de la province. Les supporters nantais rétorquent que leur château a eu l'honneur de servir de résidence, de palais et de cour aux chefs de l'Etat breton.

Avec toute la précaution que requiert une telle affirmation, le problème ne connaît pourtant qu'une seule solution : Nantes est bien la capitale des Bretons. Elle l'est non seulement économiquement et sentimentalement — si l'on en juge, depuis une dizaine d'années par les manifestations organisées pour le rattachement de la Loire-Atlantique à une *région bretonne* — mais incontestablement sur le plan historique.

L'aventure remonte à 845, quand Nominoé décida de s'insurger contre le régime carolingien dont il avait été le préfet dans le comté de Vannes, pour unifier la Bretagne et la doter d'un statut de royaume indépendant. Il vainquit Charles le Chauve à Ballon et fut reconnu comme duc souverain par la papauté. Son fils Erispoé — le meilleur capitaine de son temps — infligea, six ans plus tard, une nouvelle défaite à Charles le Chauve à Jengland-Beslé, sur la rive gauche de la Vilaine, face à Langon. Le roi des Francs fut contraint de signer un pacte reconnaissant à son vainqueur la souveraineté sur l'étendue de l'équivalent des cinq départements actuels du Finistère, des Côtes-du-Nord, du Morbihan, de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique. Il lui concédait le droit de ceindre, à titre de roi, la couronne cerclée d'or. Les années passèrent. La Bretagne fut envahie par les Normands et libérée par Alain Barbe-Torte qui, en 937, fit de Nantes sa capitale. Par la suite, la ville conserva ce privilège jusqu'à l'annexion de la Bre-

tagne par la France en 1532. Ce fut là que Anne de Bretagne, deux fois reine de France et dernière duchesse de Bretagne, vit le jour. Très attachée à sa province, elle demanda dans son testament que son cœur revint en *terre bretonne* et plus précisément à Nantes, consacrant ainsi la pérennité de cette cité comme capitale du duché.

En 1940, le maréchal Pétain avait annoncé la résurrection des provinces. Par un décret daté du 30 juin 1941, il déçut les Bretons en rattachant la région de Nantes à celle d'Angers. La municipalité de Rennes fut la première à s'indigner de cette attitude, bien que le chef de l'Etat eût précisé que les délimitations alors envisagées n'étaient que d'ordre économique et réservaient l'espoir, en des temps meilleurs, d'une restructuration territoriale cohérente. La veille de cette décision, le maréchal avait adopté une étrange position qu'on pourrait qualifier de normande, en confiant, tour à tour, aux maires de Nantes et de Rennes que leurs villes respectives bénéficieraient, plus tard, du titre de capitale de la province bretonne ! Les membres du Comité consultatif de Bretagne — seul organisme de décentralisation créé par le gouvernement de Vichy — tirèrent les fruits pourris de cette équivoque. Au cours d'une réunion organisée pour trouver une solution définitive au problème de la situation de la capitale régionale, et où s'affrontaient les inconditionnels de Rennes et les irréductibles de Nantes, l'architecte James Bouillé émit une suggestion de compromis, qualifiée de révolutionnaire. Il proposa la création d'une agglomération située sur les rives du lac de Guerlédan où, à la façon d'une Brasilia celtique, surgirait un site réservé à la capitale d'une *Breizh nevez* (Bretagne nouvelle). Son idée ne fut pas retenue. Faute, non d'imagination, mais de crédits. Les Bretons l'ont échappé belle ! Si le projet avait été adopté, les partisans de Rennes et ceux de Nantes se seraient, cette fois, coalisés pour le désapprouver !

Il convient ici de faire état d'un mouvement marginal qui ne groupa sans doute jamais plus d'une centaine de personnes mais qui, pour la première fois dans l'histoire du mouvement breton moderne, a su se fonder sur une doctrine originale et profondément structurée. Il a duré environ douze ans, de 1967 à 1979, sous le nom d'*Emsav Stadel Breizh* (Mouvement pour un Etat breton), et a publié une revue de réflexion dont l'influence, à longue échéance, ne pourra que s'accroître. Il refusait avec violence, dès les premières années, l'appellation d'autonomiste ou de nationaliste ; influencé par la réflexion marxiste, il a tenté de prolonger celle-ci par le concept de *kevala istorek* (capital historique), appliqué à la Bretagne en tant que lieu premier, certes, mais à vocation universelle. J'oubliais de dire pourquoi ce mouvement est demeuré si confidentiel en dépit de sa richesse potentielle : c'est que tout s'y menait strictement en breton.

Enfin Malherbe vint

Et quel breton ! Depuis 1908, les écrivains bretons s'étaient mis d'accord, sauf ceux de Vannes, pour unifier leurs conventions graphiques. Dès sa création ou presque, « Breiz Atao » publia un supplément littéraire qui devint bientôt indépendant, « Gwalarn » (« Nord-Ouest ») sous la férule d'un professeur d'anglais de Brest, Roparz Hemon, qui devait se révéler poète, romancier, nouvelliste et dramaturge de grand talent. Il sut grouper autour de lui une équipe de jeunes gens ouverts à la littérature moderne qui se faisait dans le monde entier ; bref, il créa véritablement la littérature bretonne qui, depuis le XVI^e siècle, ne consistait, à deux ou trois exceptions près, qu'en un ramassis d'œuvres de dévotion parfaitement insipides, de « poèmes » (si on ose dire) qu'aurait refusé n'importe quel hebdomadaire local de Lozère, de quelques pièces de théâtre pour patronages. Toutes choses égales, « Gwalarn » fut pour la langue le Malherbe et le Vaugelas de la Bretagne et pour la littérature quelque chose comme la NRF. La langue, apurée, stabilisée, enrichie de néologismes prudents devint tout à fait apte à exprimer les besoins langagiers d'une population urbaine moderne éprise de littérature et non seulement le vernaculaire quotidien d'une société rurale en pleine désagrégation. En contrepartie, ses utilisateurs se coupaient plus ou moins de cette dernière que l'Instruction publique contraignait à demeurer analphabètes dans sa langue. Les années qui suivirent 1920 furent vraiment l'âge d'or d'une littérature nationale et en même temps ouverte sur le monde par

de nombreuses traductions. Elle fut en plein épanouissement entre 1940 et 1944 où jamais tant de livres en breton ne furent publiés. Puis ce fut presque le silence dans les dix années qui suivirent.

A partir de la fin des années cinquante, un groupe rassemblé autour de la revue « Preder » (« Pensée ») entreprit des études philosophiques, scientifiques et techniques en breton et on s'aperçut alors qu'une langue littérairement acceptable ne pouvait exprimer adéquatement les besoins des disciplines scientifiques modernes. Un comité fut créé, *Kreizenn Imbourc'h Sturvezhouriezh* (KIS) — Centre d'études de néologie — qui entreprit aussi rigoureusement que possible la tâche de créer les termes indispensables. Plusieurs dizaines de milliers furent ainsi « mis dans le commerce » en quelques années, et c'est ce niveau de langue bretonne qu'utilisa le groupe politique *Emsav* pour ses recherches : cela suffit à faire comprendre combien son audience fut infime. A vrai dire, les « populistes » qui refusent ce niveau de langage et prétendent n'utiliser que le « breton vivant » ne sont pas mieux récompensés depuis que la langue, parvenue au stade des « terminal speakers », n'est guère plus qu'un créole malgré les efforts courageux de journalistes et écrivains de radio ou de télévision.

Il fut un temps où le slogan des « Breiz Atao » et des autres était : « *Hep brezhoneg, Breizh ebet* » (*sans langue bretonne, pas de Bretagne*). Plus récemment, depuis la guerre, les militants ont pris l'habitude de le renverser : *Hep Breizh, brezhoneg ebet*, voulant ainsi dire que sans Etat breton, il n'était pas de chance pour la langue bretonne.

Aujourd'hui, après l'agitation intempestive et le plus souvent brouillonne du Front de libération de la Bretagne (FLB), quatre ou cinq fois démantelé puis renié, c'est le grand silence qui semble planer. Le « mouvement breton » ? l'*emsav* ? les « Breiz Atao » ? Keksekça ? Si cela existait encore, cela se saurait. Faudrait-il donc accepter le jugement d'Henri Hubert qui écrivait voici soixante ans : « *La Petite Bretagne n'a cessé de regarder vers la Grande (...) jusqu'au moment où elle se trouva en contact avec le corps même de la France, d'une France qui n'était plus ni germanique ni celtique, mais qui était la France, et qui l'assimila tout doucement.* »

Vive donc la mort douce. Mais nos neveux seront-ils plus riches de vivre dans le meilleur des mondes aseptisés, universalisés et d'avoir sacrifié ce qui était leur essence même, leurs racines profondes ? Ou quelqu'un aura-t-il la force de crier à nouveau : « *Breiz Atao !* »

Sabatuet on o lenn
an danevell-mañ

Ya... traou kon
a vez skrivet



Le barbu :
— J'ai été surpris
en lisant ce texte...
Tournesol :
— Oui, on en écrit
des conneries !

A L'OMBRE DE LA TOUR MONTPARNASSE

par Armel CALVÉ



Ty Jos, la plus connue des haltes bretonnes de Paris, tenue par un ancien champion de binou.

VOULOIR entreprendre d'évoquer la présence des Bretons à Paris et prétendre faire remonter celle-ci presque à sa fondation par les Parisii, ces Gaulois qui s'établirent entre Seine et Marne, semble un défi à la vérité historique. Chacun sait, en effet, que les Bretons, peuplade celtique regroupant plusieurs tribus ou clans, n'auraient mis les pieds sur le continent qu'entre les IV^e et VII^e siècles et qu'avant cette période, notre actuelle Bretagne, alors connue sous le nom d'Armorique, n'était pas la patrie des Bretons, au sens moderne du terme. Dans ces conditions, pourquoi violenter la chronologie et prendre des libertés avec ce qui n'est encore que de la protohistoire ? Simplement parce que les Armoricains, comprenant les Ossismii, Redones, Curiosolites, Namnètes et autres

Vénètes, étaient déjà très proches, à tous les points de vue, de leurs cousins d'outre-Manche : coutumes, langue et pratiques religieuses leur étant communes. Ces derniers, des Domonnii aux Cornovii, s'intégrèrent sans difficultés dans ce milieu celtique, ou du moins dans ce qu'il en restait, suite à l'expédition menée, en 386, par le fameux Maxime, depuis l'île de Bretagne. Voilà pourquoi, au grand dam des exégètes et au risque certain de s'exposer aux critiques éclairées, nous admettons que des Armoricains, donc des Bretons, ont respiré l'air de l'Ile-de-France, peut-être sous les ordres de l'Aulerque Camulogène, lors de la sanglante bataille de Grenelle, contre les légions de Labiennus, et plus sûrement encore lors de l'aller et retour de l'armée, dépêchée pour secourir les assiégés d'Alésia.

Pour s'en tenir à la période moderne, seule en mesure de livrer des évaluations correctes, l'effectif des originaires de Bretagne est passé de dix mille environ à la veille de la révolution de 1830, à plus de cent mille à la fin du XIX^e siècle. En 1905, pour des raisons économiques, ce chiffre aura doublé et restera stable jusqu'en 1914. Entre 1955 et 1960, on a dénombré, dans les sept départements de la « Couronne », plus de deux millions d'individus d'origine bretonne. L'importance de ce peuplement a permis de répandre cette boutade, chère aux amateurs de paradoxes, selon laquelle Paris est la plus peuplée des villes « celtes ». Des éléments chiffrés permettent de confirmer l'importance de l'implantation bretonne parmi la population autochtone. Les premiers recensements ou, du moins, ce qui en tenait lieu, donnent, pour les rôles de 1292 et de 1313, respectivement deux cent quatre-vingt-deux feux, puis trois mille huit cents âmes, ce qui est considérable pour l'époque. Les raisons qui les ont amenés sur les bords de la Seine sont variées, mais dès le haut Moyen Âge, cette migration répond, notamment, à un besoin culturel qui ne peut être satisfait que par l'Université sise à Paris, à ce moment, « phare de l'Occident ».

Au XIII^e siècle, nombre de Bretons étaient déjà présents dans la capitale, dans le but d'y trouver une activité permettant d'assurer leur pain quotidien. Cet « appel » vers la capitale se prolongera jusqu'à notre époque, et son intensité sera directement proportionnelle à la prospérité ou, au contraire, aux conditions difficiles de la vie dans le duché. Hommes de peine ou hommes de sciences, on rencontre des Bretons à tous les niveaux du corps social. Au début de la guerre de Cent Ans qui sévissait en même temps que celle dite de « Succession de Bretagne », beaucoup de petites gens appartenant à diverses nationalités trouvaient refuge à Paris, ce qui faisait dire à ses habitants que « *les Bretons, les Ecossais, les Gallois et les Irlandais sont de mauvais tempérament et seulement aptes à faire des balais ou ouvrir la fosse* ». A l'évidence, la celtitude n'était pas très bien considérée autour de l'« Ile aux Vaches » !

Sous l'égide de saint Yves

L'époque médiévale sera riche en événements de toute nature démontrant, s'il en était besoin, la multiplicité et la complexité des rapports existant entre la Bretagne et la France. Il semble bien que, parmi les premiers Bretons reçus avec faste par le roi franc dans sa ville, il faille citer les noms des défunts thaumaturges qui évangélisèrent la péninsule. Les ravages incessants commis, à partir de 819 par les Vikings, décidèrent les moines à convoyer les reliques de ces saints, toujours enfermés dans leur sarcophage, vers le nord-est, en vue d'un transfert de l'autre côté de la Manche. Pour cette raison, Hugues le Grand ou le Blanc, père du célèbre Hugues Capet, reçut, avec la pompe appropriée, les restes de saint Corentin, qui rejoignaient ceux de saint Maclou — ou saint Malo — et de saint Conogan, en route vers un havre sûr. Le corps de saint

Maclou (ou Malo) fut conservé à Paris, au moins jusqu'au XII^e siècle : à ce moment, le catalogue établi au monastère de Saint-Magloire le désigne formellement.

Venu à Paris à l'aurore du XII^e siècle, Abélard, natif du Pallet dans le pays de Nantes, se livra à l'étude puis à l'enseignement et devint rapidement célèbre, moins par sa théorie du « conceptualisme » que par ses relations avec la belle Héloïse, et l'effroyable mutilation qui en fut le prix. Bien que mort en 1142 et inhumé au Paraclet, près de Nogent-sur-Seine, il n'aurait gagné son dernier repos que sous le Premier Empire, en raison de l'initiative originale du préfet Frochot qui, pour populariser le tout nouveau cimetière du Père Lachaise, boudé par les Parisiens, avait imaginé d'y faire ensevelir des « morts illustres ». Les deux tourtereaux furent considérés comme tels, mais aucune preuve, à ce jour, ne vient confirmer les assertions de l'honorable et ingénieux fonctionnaire !

De toute autre nature est l'immense renom laissé par saint Yves, aussi bien à Paris que dans le pays de Tréguier, voire même dans toute l'Europe occidentale. Patron des hommes de loi et des déshérités, il naquit en 1253 et, quatorze ans plus tard, arriva à Paris, pour étudier la science de l'époque. Il aimait, dit-on, réunir autour de lui ses compatriotes, dont beaucoup étaient bûcherons, cordonniers, hôteliers, regrattiers ou fromagers, le tout en la paroisse Saint-Séverin. Décédé en 1303, une chapelle lui fut dédiée dans le quartier des Ecoles, futur quartier Latin. La première pierre en fut posée par le roi Jean le Bon, le 3 mai 1352. Elle fut retrouvée, au cours de travaux effectués en 1928, et est depuis en possession du bâtonnier de l'Ordre des avocats. Comme il était d'usage jusqu'au XVII^e siècle, des Bretons connus furent ensevelis dans l'église de leur saint patron, tels Salomon de Mescoual, Yvon de Kerambarz, Geoffroy Lavenant, Hervé Costiou et Alain Le Forestier. Les iconoclastes révolutionnaires firent démolir cet édifice.

La réputation de Paris, foyer de la connaissance et de la vie intellectuelle déjà bien établie au XI^e siècle, ne fit que grandir au cours des âges et incita donc à l'ouverture quasi simultanée d'établissements destinés aux élèves venus du Ponant. En 1317, Galeran Nicolas de la Grève, prêtre quimpérois, offrit cinq bourses dans le cadre d'une école de Cornouaille, cependant que, quatre ans plus tard, Geoffroy du Plessis Balisson, du diocèse de Saint-Malo, secrétaire de l'éphémère souverain Philippe V le Long, accueillait les garçons de son pays dans sa maison de « Saint-Martin au Mont de Paris », qui deviendra plus tard le collège du Plessis. Guillaume de Coëtmohan, chanoine de Tréguier et conseiller au Parlement de Paris, attendit 1325 pour fonder le collège de Tréguier. Ollivier Donyou et Christian de Hauterive en furent les continuateurs. Even de Kerobert, archidiacre de Léon et Jehan de Guistry ou de Guisriff, ce dernier secrétaire de Charles V, furent à l'origine de la mise en place du « Collegium Ossimorum » et du « Collegium scholarum corisopitensium ».

Selon les chroniques, entre 1444 et 1456 sur mille six cent quatre-vingt-seize bacheliers, on dénombrait trois cent quatre-



Des Parisiens de toujours : les saints bretons.

vingt-trois Bretons. Outre les étudiants venus à Paris pour acquérir sagesse et savoir, les hommes d'armes, reîtres et autres lansquenets, féodaux ou roturiers, furent nombreux, au cours du Moyen Âge, à venir jouer de la rapière ou de l'épée, sous les couleurs bretonnes, ou en tant que mercenaires sur les bords de la Seine. C'est ainsi que le duc Conan III le Gros intervint à deux reprises à Paris, en 1122 et 1126, pour soutenir Louis VI dit également le Gros, contre les prétentions du comte d'Auvergne. En 1408, c'est Jean V qui, en compagnie d'Armel de Châteaugiron, accourut à la tête des escadrons bretons pour réinstaller le roi de France Charles VI dans sa capitale abandonnée sous la pression des Bourguignons. Ces expéditions soulignent bien la puissance des ducs de Bretagne, porteurs de la couronne fermée — c'est-à-dire royale — et expliquent leur constant refus de prêter au souverain parisien l'hommage lige qu'il exigeait d'eux. Cette résistance permanente se trouvera frappée de caducité en raison du mariage forcé d'Anne de Bretagne.

La présence, à un titre ou à un autre, de tous ces hommes

Les Sœurs de la Croix au secours de Bécassine

A la fin du XIX^e siècle jusqu'à la guerre de 1914, la Bretagne a fourni la majeure partie des domestiques de la société parisienne. Rue de Vaugirard, l'établissement des *Sœurs de la Croix* plaçait, chaque année, plus de six mille gens de maison, dont la moitié arrivait de Bretagne.

La première messe spéciale pour ces Bretons de Paris fut donnée à l'église Notre-Dame-des-Champs, le 21 février 1897, et la première réunion officielle au mois de mai de la même année. Ensuite elle eut lieu régulièrement le second dimanche de chaque mois. Les femmes se retrouvaient dans l'église de Notre-Dame-des-Champs et les hommes dans une salle du boulevard Raspail. Il y avait trois sections distinctes : ouvriers et domestiques, messieurs et dames associés, bienfaiteurs et dames patronnesses. Le droit d'inscription des Bretons avait été fixé à 1 F et les hommes versaient 0,15 F à chaque réunion tandis que les femmes payaient seulement 0,10 F. Bien entendu, on devait s'abonner au journal de l'association.

Devant le nombre de jeunes filles venues à Paris pour chercher une place et racolées en gare par des proxénètes, on créa, en 1905, l'*Œuvre des gares*. Des dames d'accueil reçurent la mission d'aller accueillir à la descente des trains, particulièrement à la gare Montparnasse, toutes les provinciales un peu naïves qu'accostaient des messieurs entreprenants pour leur proposer des emplois.

Les dames d'accueil, pour se faire reconnaître, portaient des nœuds ou rubans multicolores...

venus de la péninsule occidentale, présence qui deviendra encore plus « pesante » après l'accession d'Anne de Bretagne, en 1492, au titre de reine de France, aura pour conséquence directe d'imprimer dans la pierre la trace de la « bretonnitude » au cœur de la cité.

Déjà, Olivier de Clisson et Bertrand du Guesclin, connétables de France, avaient « bâti maisons », non loin de Saint-Jacques-de-la-Boucherie. Mieux que tout discours, une promenade

pédestre dans le vieux Paris confirmera le propos précédent : ce sont le musée Carnavalet — prononciation parisienne de Kaernevoy —, l'hôtel des Rieux et celui des Rohan. L'emplacement actuel du Carroussel se nommait autrefois Petite-Bretagne et, toutes proches, s'étiraient les rues de la Grande et Petite-Bretonnerie.

Après la période médiévale, l'Ancien Régime à son tour verra les Bretons s'illustrer par le glaive, la robe ou le goupillon. Les rois de France semblent avoir aimé s'entourer d'hommes du duché. Les XIII^e et XIV^e siècles avaient vu les du Guesclin, de Clisson ou Arthur de Richemont, bénéficier de la confiance du souverain. Les XVI^e et XVII^e siècles mettront en évidence la puissance des Rohan, Rohan-Chabot et Rohan-Guéméné, qui joueront à la cour de France un rôle considérable. Il serait vain autant que fastidieux de tenter de dresser une liste exhaustive des Bretons célèbres qui, en certaines circonstances, foulèrent le pavé de Paris. Cependant, il n'est pas indifférent de rappeler que le père jésuite Hardouin, suivi du père Tournemine du même ordre, obtinrent une notoriété identique à celle acquise par Le Corgne de Lanay, professeur de théologie en Sorbonne. Plus tard, c'est le fameux ennemi intime de Voltaire, Elie Fréron, Quimpérois d'origine qui viendra diriger dans la cité « l'Année littéraire » et le « Journal étranger ». La solidité de l'implantation bretonne, confirmée siècle après siècle, allait, inévitablement, conduire les Bretons à prendre une part active dans un camp ou dans l'autre lors de la Révolution française.

De Gaulle prêche en breton

C'est à partir du « club breton » que fut fondé celui des « jacobins » et c'est l'intervention de Le Chapelier, Lanjuinais et Le Guen de Kerangal qui mit fin, pratiquement, aux privilèges de la Bretagne pourtant affirmés par l'acte de 1532, au cours de la fameuse Nuit du 4 août 1789. Cet acte unilatéral obligerait les Bretons à partager le sort commun à tous les citoyens de l'Hexagone, surtout — hélas ! — en matière d'impôts et de conscription. Le puissant sentiment de la fidélité qui animait Georges Cadoudal en fit le champion de la lutte antirévolutionnaire et anti-impériale. Son comportement héroïque força l'admiration du « Petit Caporal » qui désirait « lui donner un régiment », mais sa participation à la conjuration de 1803 lui valut la guillotine. Plus heureux, le Morlaisien Jean-Victor Moreau, impliqué dans la même action, ne fut condamné qu'à la prison, mais sera tué peu d'années plus tard à Dresde, bataille menée contre la Grande Armée.

Cette période agitée fut propice à la révélation de talents divers, tels ceux de Boulay-Pati ou de François-René de Chateaubriand. Le premier, député aux « Cinq Cents », fut un modèle d'intégrité, de savoir et de modération. Le second conquiert la célébrité, moins par son attitude d'hostilité à l'endroit de l'Empereur ou à sa courte carrière diplomatique, que par son œuvre littéraire. La médecine, pour sa part, fut, à Paris, bien servie par les Gourmelen, doyen de la Faculté, Broussais, clinicien réputé et surtout par René Laennec, père de l'auscultation.

Au cours de la seconde partie du XIX^e puis durant le XX^e siècle, les Bretons continueront à se signaler, toujours sur les scènes politique, sociale, militaire. Parmi un palmarès fourni, il convient de citer Charles Pinot-Duclos, secrétaire perpétuel de l'Académie française, Louis de Quelen, archevêque de Paris, le Lorientais Jules Simon, chef du gouvernement en 1876, le général de Kératry, préfet de police puis organisateur du tristement célèbre camp de Conlie, en 1870, le général Trochu, de Belle-Ile-en-Mer, gouverneur de Paris durant l'« Année Terrible ».

Peu avant la guerre franco-prussienne, un événement littéraire, la création du cercle des « Celtomanes », avec pour

chef de file George Sand, contribua très largement à l'intérêt porté soudain à la culture bretonne, par l'élite parisienne. Le « Barzaz Breiz » de 1838 en était le responsable. Le roi des Français, Louis-Philippe, se fit présenter un fameux sonneur de bombarde, « Matilin an Dall » (Mathurin Furic de Quimperlé), tandis que, quelques années plus tard, Charles De Gaulle, grand-oncle de l'homme du 18-Juin, excellent celtisant, présentait une supplique à Napoléon III en faveur de l'enseignement de la langue bretonne à l'école. L'empereur, méfiant, réagit comme réagira le premier président de la V^e République : il ne tint aucun compte de la teneur du placet, celui-ci resta lettre morte.

Le Second Empire, sous les auspices du baron Haussmann, instaura une politique de grands travaux pour moderniser la capitale. Parallèlement, l'ère du machinisme, à son début, vit les usines sortir de terre. Pour ces deux raisons, une importante main-d'œuvre fut recrutée dans les provinces, et en particulier dans celles qui étaient très peuplées. La Bretagne remplissait ces conditions, de sorte qu'elle fournit une foule de travailleurs qu'il fallut loger.

Ces derniers, fort pauvres, occupèrent les zones urbaines ou suburbaines répondant aux deux critères suivants : proximité de la gare Montparnasse, porte ouverte sur la terre abandonnée ou, faute de mieux, proximité du lieu de travail, comme Saint-Denis et Saint-Ouen. Ce brusque afflux de population laborieuse, occupant des immeubles vétustes, posa d'emblée le problème des transports. Celui-ci fut résolu par un Breton d'Uzel, Fulgence Bienvenüe, qui fit mettre en chantier les tunnels du chemin de fer métropolitain, grâce auxquels les « ghettos » bretons furent reliés aux centres industriels. Les difficultés d'intégration à la population parisienne, dues surtout pour les Bas-Bretons (1) au fait qu'ils ne parlaient que la langue bretonne, amena l'ouverture d'une foule de cafés fortement typés. Ceux-ci, tenus évidemment par des migrants, plus fortunés que leurs clients et compatriotes, furent, psychologiquement, d'une importance cruciale dans la vie communautaire. Non seulement on y parlait le breton, mais outre le cidre national, on y délivrait également beurre salé, lard gras, crêpes de blé noir, saucisses et pâté authentiquement campagnard, car les habitudes alimentaires des nouveaux venus, malgré l'asphalte parisien, n'avaient pas changé. Parmi les nombreux établissements du même genre, mais dont la plupart se sont effacés des mémoires, il en était un, situé 31, rue du Château (XIV^e), portion de rue aujourd'hui disparue, pour cause de rénovation, dont l'enseigne : « Au rendez-vous des Bretons », ne laissait place à aucune ambiguïté. Exploité par M. et Mme Le Morzellec, respectivement natifs de Priziac et de Querrien, il était fréquenté presque exclusivement par les émigrés des cantons du Faouët et de Scaer, le particularisme breton ne renonçant jamais à se manifester. Au nombre des habitués se trouvait un homme issu de Saint-Thurien, du nom de Louis Bernard, « P'tit Louis » pour les intimes, qui se disait ambassadeur des Bretons à Paris. Son entregent, son esprit, son humour étaient tels que cette prétention trouvait crédit près de beaucoup de ses compatriotes.

« A la ville de Douarnenez », « A la ville de Brest », « A la ville de Pont-l'Abbé », « Au rendez-vous des Gourinois », « A la ville de Guingamp », toutes enseignes qui ne pêchent pas par une originalité excessive, mais qui renseignent *ipso facto* sur le lieu de naissance du tenancier, détail important pour attirer les ressortissants du même clocher. Nullement contraints de pratiquer ce genre de sélection et ne comptant que sur leur gloire passée, les champions de la « petite reine », comme Paul Le Drogo et Jean Robic, se tinrent avec autant d'efficacité derrière

leur comptoir que, bien avant, sur leur bicyclette. Ce survol bien incomplet des bistrots où, depuis la fin de la Belle Epoque jusqu'aux années soixante, les Bretons aimaient aller se désaltérer, demande à être complété par la mention des restaurants généralement d'un standing modeste, mais où le client se croyait en Bretagne. Entre les deux guerres et plusieurs années après la fin du second conflit, l'hôtel-restaurant « Le Penru », 33, rue de Vanves (actuellement Raymond-Losserand) était réputé pour l'accueil sympathique et... bretonnant de la patronne. « Mélanie de Pont-Aven », rue du Montparnasse, trônait en buste sur une toile de bonne facture, où les détails de sa coiffe et de son col n'avaient pas été omis. En 1937, rue Vandamme, non loin de l'avenue du Maine, une enseigne, « Ty



La mission bretonne, rue Delambre, ouvre ses portes aux Bretons — qu'ils croient au Ciel ou qu'ils n'y croient pas.

Jos Beuzen », informait qu'à cet endroit, en plus d'apaiser faim et soif, on se devait de parler breton ! Repris et transféré 30, rue Delambre, sous l'intitulé « Ty Jos », son responsable Yvon Ollitrault, ancien champion de biniou, en a fait un haut lieu de la celtitude connu, non seulement par les Bretons, mais également par les Irlandais, Gallois ou Ecossais, de passage à Paris.

L'âge d'or des associations

Tout autant que les Corses ou les Auvergnats, les Bretons ont éprouvé le besoin de se retrouver dans l'exil. Le phénomène associatif a pris son essor en 1863, à l'instigation de la Villemarqué, auteur du « Barzaz Breiz », sous la forme d'une amicale dite « Œuvre des Bretons de Paris ». Renforcée par une association similaire, en 1894, elle devint la « Société la Bretagne », d'inspiration religieuse et monarchique. En 1896, l'abbé Cadic de Noyal-Pontivy fonda à son tour, à Notre-Dame-

(1) Basse Bretagne : partie située à l'ouest d'une ligne tracée entre Saint-Brieuc et Vannes, où la langue bretonne est pratiquée.

des-Champs, « *La paroisse bretonne de Paris* », dont la devise était « *Evit Doue hag ar Vro* » (pour Dieu et le pays). Elle se montra très efficace auprès des plus déshérités, jusqu'en 1929, date à laquelle mourut son animateur. Il fallut attendre 1947 pour que l'abbé Gautier, décédé en 1986, renoue avec cet esprit d'apostolat et de charité, grâce à « *La mission bretonne de l'Ile-de-France* », devenue, sous la direction du successeur, le père Quémener, « *Ti ar Vretoned* » (Maison des Bretons).

Ancrée 22, rue Delambre, dans le XIV^e arrondissement, elle abrite nombre d'activités, tant profanes que religieuses pratiquées par les jeunes venus du haut et bas pays. A l'initiative de l'abbé Gautier, le « *Grand pardon de saint Yves* », aux Arènes de Lutèce, rassembla, pendant de longues années plus de dix mille participants. « *Gouel ar Vretoned* » (fête des Bretons) a pris la suite de cette manifestation. Dès 1906, les initiatives d'assistance se développèrent. La création de l'« *Œuvre des gares* », destinée plus spécialement aux jeunes filles arrivant à Paris, celle de « *La Mutualité bretonne* » par le docteur Le Fur, directeur de l'hebdomadaire « *Le Breton de Paris* » qui, en 1923, laissera la place à la toujours vivante « *Bretagne à Paris* », puis le « *Service social breton* » de Mlles de Brignières et Faro, précédèrent aussi bien l'« *Entraide bretonne* » que la « *Section Maunoir des Bretons de Paris* » à l'écoute des hospitalisés sans famille du troisième âge. En vue d'assurer la pérennité du particularisme breton dans la capitale, bien des efforts avaient été accomplis au XIX^e siècle. Le XX^e siècle les prit en compte et, à travers les banquets et autres « *dîners celtiques* », chers à Narcisse Quellien, Ernest Renan et Charles Le Goffic, l'âge d'or des associations commençait. Successivement et simultanément virent le jour la « *Ligue des Libertés bretonnes* », « *Les Bretons de Paris* », « *La Fédération des sociétés bretonnes de la Seine et de l'Ile-de-France* », plusieurs amicales d'originaires (Côtes du Nord, Finistériens, Morbihannais...) ; en 1925, le titre de duchesse des Bretons de Paris fut créé par Louis Beaufrère et fut honoré jusqu'en 1975. De leur côté, les « *Bretons émancipés* », se réclamant d'une sensibilité

politique de gauche, se groupèrent en 1932, pour devenir, dix-neuf ans plus tard, l'« *Union des Sociétés bretonnes de l'Ile-de-France* », dirigée présentement par Jean Le Lagadec, naguère journaliste à « *l'Humanité* ».

Echappant à la tutelle de ces deux fédérations, bien des jeunes, sensibles au réveil culturel et au progrès des idées « *nationalistes* », les deux étant d'ailleurs indissociables, se rassemblèrent dans un but d'efficacité tel Tanguy Malmanche en 1905, le père Camenen qui prit sa suite pour enseigner la langue, les résidents parisiens de la Gorsedd des Druides, de Strollad ar Vreizonegerien (groupe des bretonnants), le Cercle des étudiants bretons de Paris de Yann Fouere, Brezoneg er skol (le breton à l'école), puis la jeunesse étudiante bretonne, en 1955. La danse et la musique traditionnelles bénéficièrent de cet élan. Grâce au Cercle celtique du commandant Jacob, puis d'Eugène Régner, de Nevezadur, Jabadao et des Korollerien Breiz-Izel, ainsi qu'à la KAV (Confrérie des sonneurs) amenés par Hervé Le Menn et Dorig Le Voyer, ces disciplines sont actuellement restées en usage dans toute la Bretagne. Plus que les théories, ces activités au discret relent nationaliste touchèrent efficacement les « *mao* » — bretons diasporiques — habitant Paris.

Ker Vreiz fondée en 1938, Ker Varker en 1961, polarisera le mouvement activiste breton à Paris, cependant que la Maison de la Bretagne, érigée en 1953, place de Rennes, se veut une sorte de consulat breton. L'équité obligerait à citer une foule d'initiatives purement bretonnes telles que le pardon annuel de Montfort-l'Amaury, le Devezh ar Vro (fête du pays), la création de l'Association des professeurs de breton, la vente annuelle des « *Ecrivains bretons* » créé par l'amicale Ar Pilhaouer ; l'Union fédérale bretonne du dévoué Bougrenais de la Tocnaye. Mais on ne saurait tout dire sur les prolongements de la « *petite patrie* » qui s'est donné, avec la gigantesque tour Montparnasse, le plus incontournable des points de ralliement. Souvenir d'un menhir, peut-être...

AUX ARENES DE LUTECE METRO : MONCEAU JUSSEAU

DIMANCHE 14 JUIN 1987

GOUEL AR VRETONED

13H00 Ouverture
14H00 CERCLE CELTIQUE DE POISSY
14H30 CONCERT

KORN OG

15H30 Enfants du Cercle Celtique de Poissy
16H00 FEST - DEIZ

BLEIZI RIZ

Sonneurs (Musique traditionnelle)
KAN-HA-DISKAN

Organisé par la MISSION BRETONNE D'ILE DE FRANCE - TI AR VRETONED
22, rue Delambre 75014 Paris - Tél. 42 38 35 41

LUTTE BRETONNE
STANDS
BAR
CLOTURE : 19 H 30



LES BRETONS QUI GAGNENT

par Jean LE GOFFIC



Deux grands comédiens face à face. Le breton Charles Vanel, doyen du cinéma français, reçoit la croix de François Mitterrand pour ses bons et loyaux services. Tout le monde ne peut en dire autant...

EDOUARD LECLERC, Jean-Pierre Le Roch (Intermarché), Jean Cam (Rallye, Burton, Athlete's Foot), Yves Rocher. Dans les affaires, les plus belles réussites de Bretons sont commerciales.

Un paradoxe pour ceux qui, se fiant à de tenaces clichés, imaginent les fils du Morbihan et du Finistère trop renfermés pour être de bons vendeurs. C'est vrai toutefois que nos quatre mousquetaires ont un style et une manière de gérer qui portent l'empreinte de leur origine. Rebelles, un peu visionnaires, plus préoccupés de reconnaissance sociale que de fortune, ils croient plus à la force de la volonté qu'aux recettes miracle du management. Ils ont en commun leur enracinement et l'influence d'un catholicisme bien particulier. Aucun d'eux n'a le profil idéal du patron dessiné par les chasseurs de têtes.

« Du bruit dans Landerneau »

Beaucoup de jeunes Français sont convaincus que la formule est née grâce à Edouard Leclerc. Depuis ce jour de 1949, où, avec son épouse Hélène, il a ouvert une petite boutique qui cassait les prix, « l'épicier de Landerneau » n'a cessé d'occuper le devant de la scène. Son nom flotte aujourd'hui sur un petit empire.

Quel parcours que celui de ce sixième enfant d'une famille qui en comptait treize ! Contrairement à quatre de ses frères et sœurs, Edouard ne rentrera pas dans les ordres après son passage au séminaire. Il n'en continuera pas moins de prêcher inlassablement son message : la rédemption par le discount. Ce credo lui a valu d'être considéré comme un dangereux mystique, d'abord par les petits boutiquiers, puis par toutes les professions protégées sur les plates-bandes desquelles il est allé marcher : pompistes, libraires, parfumeurs, pharmaciens... S'il lui a valu la sympathie du général De Gaulle, son activisme a toujours embarrassé les pouvoirs politiques. Autoritaire, mégalo, refaisant continuellement le monde, Leclerc a eu une idée de génie : s'appuyer sur la coopération pour gagner et faire gagner de l'argent. Bases du mouvement Leclerc, les centres appartiennent à des commerçants indépendants. Edouard Leclerc comme les autres, ne peut en posséder que deux. Les adhérents bénéficient de l'enseigne et de la puissance d'une des treize centrales régionales d'achats. De notoriété publique, ils s'enrichissent rapidement. On comprend pourquoi ils constituent une troupe de fidèles prêts à se battre pour Edouard. Ce dernier, lui, excommunie sans pitié les hérétiques.

Edouard Leclerc a simplifié le problème de sa succession : c'est son fils Michel-Edouard, proche de M. Alain Madelin et des ultra-libéraux, qui devrait reprendre le flambeau d'un

mouvement qui, pourtant, n'a rien de familial. Le « pape » n'a pas eu la même tendresse envers son frère Michel-Marie. Il a obtenu de la justice qu'elle interdise l'utilisation du nom Leclerc à des fins commerciales à cet imitateur, qui a flirté avec la distribution d'essence, l'importation de voitures, les pompes funèbres, la fabrication d'ULM...

Les disciples du « barde »

Les procès, les fâcheries, Edouard Leclerc en est familier. Ces brouilles sont parfois fécondes. L'un de leurs produits porte un nom connu désormais dans la France entière : Intermarché. Cette chaîne a été lancée, en 1969, par le dissident Jean-Pierre Le Roch. Physique de lutteur, timide, ennemi des discours et avare d'interviews, Le Roch, un Morbihannais né à Theix, a eu la révélation du commerce en 1959 après avoir dirigé la filiale de Citroën au Brésil. Devenu le bras droit de Leclerc, il a le culot de lui demander de prêcher moins et de s'occuper plus du terrain. Rupture. A Intermarché, il reprend les préceptes du maître et les intègre dans une organisation plus charpentée. Il n'hésite pas, lui non plus, à utiliser la provocation : distribué à dix neuf millions d'exemplaires, son « Argus Alimentaire » fera l'effet d'une bombe en 1985. Qui était le moins cher en France ? Intermarché, naturellement. Et devant qui ? Leclerc...



Edouard Leclerc.
(Dessin de Redon.)

A quelques kilomètres seulement de son magnifique manoir du XV^e siècle, M. Edouard Leclerc a également vu émerger un autre rival : Jean Cam, père de la chaîne d'hypermarchés Rallye, basé à Brest. Il a fallu les rachats récents de la filiale française du groupe britannique d'habillement Burton, puis de la première chaîne américaine d'articles de sport Athlete's Foot pour qu'on découvre la puissance de cet homme discret. La légende veut qu'il avait bénéficié d'un coup de main de Marcel Boussac, l'empereur du coton, lors de l'ouverture de sa première boutique après la guerre. Certitude : ses affaires ont connu un développement explosif à partir de 1968 avec l'avènement des grandes surfaces. En Bretagne d'abord, puis dans d'autres régions, enfin à l'étranger. Depuis le décès de Jean, son fils Albert a pris en main le destin de l'entreprise. Interrogation : dans un univers de mastodontes, pourra-t-il préserver son indépendance ?

Un rocher tourmenté

Son indépendance, Yves Rocher, lui, l'a apparemment sacrifiée en 1973 lorsqu'il a vendu la majorité de ses actions au pétrolier d'Etat Elf. En réalité, le maire de La Gacilly, petite commune perdue aux confins du Morbihan, de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique, a continué à régner sans partage sur le

numéro un français de la vente par correspondance de produits cosmétiques. Rien *a priori* ne prédestinait à se passionner pour la beauté des femmes cet homme tourmenté, mal à l'aise en société, et, comme tous les timides, capable d'autoritarisme brutal. Rien si ce n'est une imagination fertile, le goût du risque et la fascination des plantes. Après des études chez les eudistes

Est-ce son passé
agité qui prédisposait
Gourvenec à prendre
la barre
des « Brittany Ferries » ?



de Redon, il débute en fabriquant un onguent contre les hémorroïdes, qu'il vend par petites annonces dans les journaux. Procès avec les pharmaciens, mais succès commercial. Un petit magot accumulé, il se lance dans la fabrication de produits de beauté à base de plantes. Il les écoule par correspondance et bientôt, aussi, par magasins spécialisés. Sa société est une des plus belles réussites tricolores des vingt dernières années en termes de profits. Il y a placé son fils Didier au poste de directeur général. Yves Rocher ne comprend pas que les syndicats osent venir l'embêter, il pense avoir tout fait pour son village, lui, le premier employeur du Morbihan...

La manière bretonne d'être un chef d'entreprise n'est pas propre à la distribution. On la retrouve dans l'agro-alimentaire avec Alexis Gourvenec, Jean Guyomarc'h, Jacques Tilly, dans la banque avec Louis Richou (Crédit Mutuel de Bretagne) ou dans la jeune génération avec Vincent Bolloré.

Du « fellagha breton » mis en prison pour avoir cassé la sous-préfecture de Morlaix en 1961, au « paysan-directeur général » qu'il est devenu, Alexis Gourvenec a bien changé. Œil bleu, front têtu, cou de taureau, élocution hoquetée trahissant la violence contenue, il a troqué la fourche et le tracteur contre l'attaché-case et l'avion. Ce rejeton du très catholique Léon, le pays du chou-fleur et de l'artichaut, reste toutefois l'homme fort de l'agriculture finistérienne. Il est président de la SICA de Saint-Pol-de-Léon (quatre mille agriculteurs), du Crédit Agricole du Finistère et de la compagnie maritime Brittany Ferries. Alexis ne s'occupe pas que des autres : il est lui-même un des plus gros éleveurs bretons de porcs.

Le papa du Père Dodu

Si Jean Guyomarc'h est peu connu, ses produits, en revanche, le sont : aliments de bétail Guyomarc'h, poulet Galina, dindonneau Père Dodu, aliments pour chiens Royal Canin... Il a vendu la société de quatre mille employés qu'il a édifiée au puissant empire Dreyfus, mais n'en demeure pas moins toujours l'inspirateur. Fils de minotier, il a démarré en 1954 avec cinq ouvriers. Ses affaires l'occuperont tant que, jusqu'à une époque récente, il n'avait pas trouvé le temps d'acheter une maison et vivait très modestement en location.



Louis Lichou, le « David » qui s'est attaqué — non sans succès — au Goliath du Crédit agricole.

Avec Jacques Tilly, on est plus près de Gourvennec que de Guyomarc'h. Au physique comme par le tempérament. Ce fils de boucher de Guerlesquin, une petite agglomération près de Morlaix, s'est fait un nom dans le poulet congelé. Son usine emploie plus de cinq cents personnes. Elle a permis à sa commune de survivre à l'exode rural. Rien d'étonnant qu'il en soit le maire. Seulement les pays du golfe Persique, qui constituaient ses principaux débouchés comme ceux de son grand concurrent breton Doux, lui préfèrent aujourd'hui les poulets brésiliens, moins chers. Tilly, qui a toujours pratiqué la gestion au forceps, a dû lancer un SOS. RPR bon teint et violemment anticomuniste, il a accepté le coup de main de Jean-Baptiste Doumeng, feu le « milliardaire rouge ». Il est probable que sa firme finira par se retrouver dans l'orbite d'un conglomérat américain. Quoi qu'il en soit, il entend bien continuer à régner sur Guerlesquin...

Des fondeurs, la Bretagne en a fait émerger même dans le domaine où la prudence est souvent considérée comme la vertu cardinale : la banque. La région constitue un cas dans le commerce de l'argent en France : deux mouvements coopératifs, le Crédit Mutuel et le Crédit Agricole, ne laissent que des miettes aux établissements « capitalistes » type BNP. Société Générale, Crédit Lyonnais... C'est l'héritage d'un monde rural où la base religieuse et la tradition portaient à la solidarité.

Dans le paysage bancaire local, Louis Lichou fait figure de trublion. Fils d'agriculteur, licencié en droit, il a débuté à la coopérative agricole de Landerneau, fortement ancrée à droite. C'est au sein de cet organisme qu'il développera ce qui,

ultérieurement devait devenir le Crédit Mutuel. Homme à poigne, messianique et adorant le risque, son objectif initial était de dresser un rival devant le Crédit Agricole, laïc et étatique. Mais l'argent n'a pas d'odeur, les huit cent cinquante mille sociétaires actuels de l'institution viennent de tous les horizons.

Job sur son tas de papiers

Avec Vincent Bolloré, le registre change. La jeune star (trente-cinq ans) du monde parisien des affaires, le conseiller d'Alain Madelin, le membre du conseil exécutif du CNPF, mérite-t-il le qualificatif de breton ? Il le revendique, assurant que ses origines expliquent à la fois sa ténacité et son horreur des honneurs futiles. Quimper lui doit, en tout cas, d'avoir évité la disparition de sa principale usine. Cette usine, c'était un ancêtre, ancien médecin de marine, qui l'avait construite en 1822 pour fabriquer des papiers spéciaux. Malheureusement, durant une dizaine d'années, la société accumule les déficits. La banque d'Edmond de Rothschild la rachète et veut mettre la clé sous la porte. Vincent, qui y travaille, propose de reprendre l'affaire familiale. Sa gestion va la transformer en mine d'or. Le pactole accumulé lui permettra ensuite d'acheter Job, une autre société de papiers spéciaux, puis la SCAC, un grand du transport en Afrique. Ces deux opérations ont coûté la bagatelle de cinquante-cinq milliards de centimes. Vincent Bolloré se retrouve aujourd'hui à la tête de seize mille personnes. L'avenir dira s'il a été trop gourmand.



4226. - Les marchands de fraises de Plougastel-Daoulas

Collection Villard, Quimper

DU BEL ARISTIDE AU BRIAND NOBEL

par ROMI

ARISTIDE BRIAND, fut mis au monde en 1862, au-dessus du débit de boissons tenu par son frère, « A la Croix Verte », dans le vieux Nantes. Il avait à peine huit ans quand ses parents déménagèrent pour aller ouvrir un petit café-concert, à Saint-Nazaire. Aristide entra à l'école Denfert où son mauvais esprit ne tarda pas à attirer l'attention. Le directeur de l'établissement écrivait : « Briand : gamin raisonneur, bavard et insolent... » A treize ans, le gamin raisonneur s'améliora. Demi-pensionnaire au collège de Saint-Nazaire, il devint soudain un très brillant sujet : trente-quatre fois premier de la classe, il remportait régulièrement les prix de version latine et d'histoire. Ce bon élève aurait pu être distrait, car il passait ses heures de liberté dans le beuglant paternel entre les comiques troupiers et les gommeuses décollées.

Un personnage de Jules Verne

Ayant obtenu une bourse, il se retrouva pensionnaire au lycée de Nantes, en février 1878. Toujours excellent élève, il accumula les prix d'histoire, de thème grec et de version latine. Jules Verne, qui l'emmena un jour en croisière, l'a décrit, sous le nom de Briant (avec un T final) dans son célèbre « Tour du Monde en quatre-vingts jours » : « *un étudiant peu travailleur quoique très intelligent...* ». Il aurait pu ajouter « et très amoureux... ». Aristide, qui avait laissé pousser sa moustache, courtisait Anna Ollivier, une demoiselle peu farouche qui tenait, avec sa sœur, un bureau de tabac, place des Bassins. Le jeune Briand étudiait alors le droit, occupant une place de clerc, chez un avocat, M^e Lucas.

La politique commençait à l'attirer et il s'intéressait particulièrement aux destinées de la classe ouvrière, en compagnie d'un certain Pelloutier, un militant enthousiaste, écœuré par les abus des employeurs et la misère des travailleurs. En 1883, à vingt et un ans, Aristide « monta » à Paris où il loua une petite chambre au quartier Latin. Anna ne tarda pas à le rejoindre, après avoir liquidé le bureau de tabac. Comme elle avait récolté une trentaine de mille francs, la vie était belle pour les amoureux. Après cinq ans de liaison, Aristide laissa à Anna en souvenir un fils, Marius Ollivier, dont il s'occupa pendant quelques années.

Reçu licencié en droit, M^e Briand se fit inscrire au barreau de Saint-Nazaire et, dès ses débuts, fit preuve d'un joli talent oratoire. A vingt-cinq ans, sans être très beau garçon, il avait du charme et plaisait aux filles qui le disaient capable de certaines performances amoureuses...

Toujours préoccupé par le sort des exploités, il se lança dans le journalisme et devint rédacteur en chef d'un journal régional « La Démocratie de l'Ouest » dans lequel il signalait ses articles révolutionnaires de pseudonymes choisis : « *Nihil* » ou encore « *Léon Rieu* ». Bien qu'il eut gagné plusieurs procès, les

journalistes s'obstinaient à critiquer ce « militant de gauche, fils d'un patron de beuglant ». C'est à cette époque qu'il fit la connaissance de Léon Nanteau, le riche et puissant entrepreneur qui commanditait « La Démocratie de l'Ouest ».

Un 1^{er} mai qui laisse des traces

M. Nanteau était le papa de deux filles, la plus jolie, Jeanne, avait épousé un puissant homme d'affaires, M. Adolphe Giraudeau. Blonde, séduisante et très courtisée, elle était prête à tromper son mari pour lequel elle n'éprouvait aucune affection : Aristide arrivait au bon moment ! Il l'admirait à distance et la désirait en silence jusqu'au jour où il se permit de lui donner un rendez-vous. Ce fut le début d'une grande passion. Les amants prirent l'habitude de se retrouver à Nantes, dans un petit hôtel discret et, dès les premiers beaux jours, ils allèrent s'aimer en pleine nature, dans les bois des environs de Saint-Nazaire. Leurs expéditions ne passèrent pas longtemps inaperçues et on parla bientôt de l'aventure dans tous les salons nantais. On trouvait généralement scandaleux de voir une dame de la bonne société s'encanailler avec un socialiste « qui portait des cravates rouges »... Le mari, ayant appris son infortune, fit surveiller les coupables qui furent surpris, le 1^{er} mai 1891, à trois kilomètres de Saint-Nazaire. Ils se trouvaient derrière une haie, au lieu-dit « Toutes Aides », dans une position qui ne laissait aucun doute sur la nature de leurs occupations. Le garde-champêtre, que les avait suivis, précisa qu'il avait vu M. Briand « *bouffer le c...* » de Mme Giraudeau. L'affaire fit grand bruit. Le Conseil de l'Ordre des avocats s'empressa de radier M^e Briand du Barreau et M. Giraudeau mit son épouse à la porte. Elle alla se réfugier chez sa mère pendant que son complice l'attendait l'heure de son procès. Le 2 novembre, les juges de Redon le condamnèrent à un mois de prison et à deux cents francs d'amende, tandis que Jeanne était condamnée seulement à huit jours et à la même amende. Loin de sa maîtresse, Aristide lui envoyait des billets doux : « *Ma chérie, je t'aime et je sens bien qu'il me faut maintenant pour vivre le regard de tes yeux, les baisers de tes lèvres, le contact de ta chair... Je t'adore.* »

En juillet 1892, la cour de Poitiers prononça l'acquittement des coupables, le principal témoin s'étant rétracté — si l'on ose dire — pour des raisons faciles à deviner... A l'heure où de nombreuses grèves éclataient en France, Aristide Briand écrivit un essai intitulé « De la Révolution par la grève générale ». Se consacrant tout entier à son activité militante, il remportait de nombreux succès dans les congrès des partis de gauche qui se déroulaient à Marseille et dans ses lettres passionnées à Jeanne, il parlait sans trop de modestie de ses triomphes : « *Ceux de Marseille ont été enthousiasmés par mon discours... Baisers à ta nuque... à tout ton corps !...* »

N° 420
6 Février 1909
50 Centimes

L'Assiette au Beurre

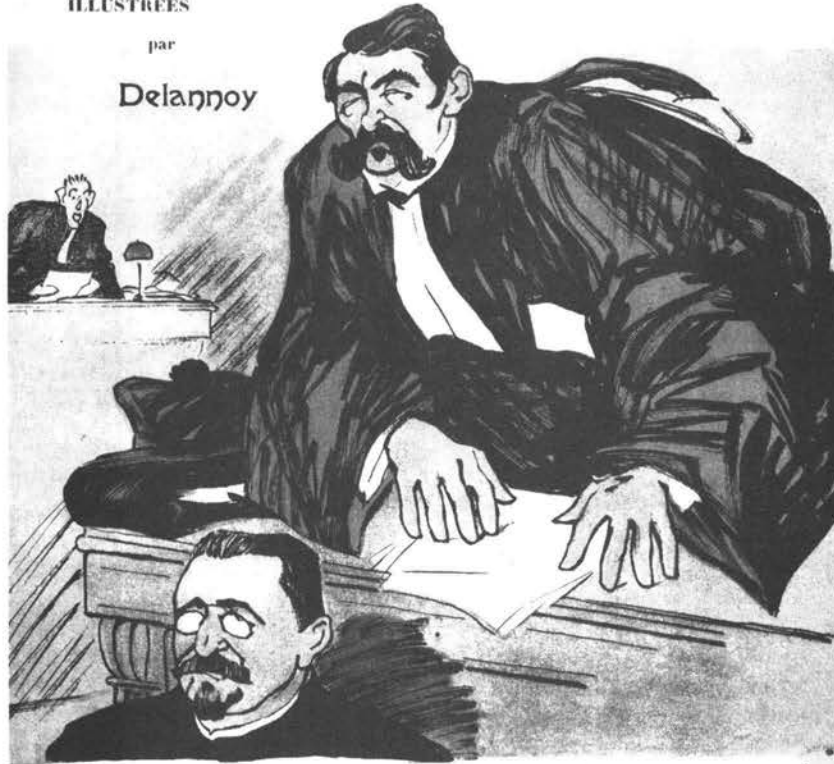
ADMINISTRATION
ET RÉDACTION
11, rue de Provence
PARIS
Téléphone 100-74

Les bonnes Paroles du Camarade Briand

ILLUSTRÉES

par

Delannoy



« Je ne suis point aujourd'hui un avocat plaidant pour des clients. Je suis ici en pleine et entière communion d'idées avec des amis dont j'aurai moins à défendre la liberté qu'à expliquer, qu'à justifier la pensée et les écrits. »

(Paroles de M. Briand, défenseur du Poincaré
le 17 août et de ses rédacteurs ordinaires, défenseur
de Gustave Hervé. Procès de 1903.)

Soutenu et encouragé par ses amis socialistes, il revint tenter fortune à Paris où, par hasard, le préfet de la Loire inférieure, M. Rivaud, lui fit rencontrer l'un de ses amis qui dirigeait le journal « La Lanterne ». Après les présentations au bord d'un trottoir, les trois hommes parlèrent politique devant un bock. Briand exposa, avec talent, son point de vue sur les socialistes, leurs syndicats, leurs maisons du peuple et il précisa qu'un journal qui suivrait leur mouvement aurait rapidement une énorme clientèle. Dès le lendemain, il était envoyé à « La Lanterne », avec des appointements de cent cinquante francs par mois. Il était chargé de comptes rendus des grèves, des annonces de congrès ouvriers, en un mot de rédiger des résumés du grand mouvement social. Il se mêla bientôt aux agitations révolutionnaires et, plusieurs fois par semaine, on pouvait l'entendre exciter les militaires à faire de leurs armes un usage non prévu par les manuels d'instruction.

Il ne manquait à son bonheur que les caresses de Jeanne. Il la suppliait en vain de venir le retrouver à Paris pendant que, plein d'espoir, il préparait sa campagne électorale : « Il y a bien des chances que tu sois la femme d'un député... Allons, viens !... » Hélas, il fut battu aux élections et la belle vint enfin s'installer à Paris pour le consoler, toujours belle, élégante et riche. Elle acheta un appartement boulevard de Clichy, mais il n'était pas question pour Aristide de vivre chez elle, car ses ennemis politiques auraient pu proclamer qu'elle l'entretenait. Elle loua donc pour lui une chambre de bonne, rue d'Orcel, à quelques

pas de son appartement où il fut convenu qu'il ne viendrait la retrouver dans son lit que lorsqu'il ferait nuit ! La situation d'Aristide s'améliorait peu à peu. Il occupait le fauteuil de rédacteur en chef au journal « La Lanterne » et était fier d'exhiber sa maîtresse dans la salle de rédaction, « souriante, féminine, parfumée, désirable et désirée... ». Lorsque son divorce fut prononcé, Aristide n'osa pas l'épouser : elle était vraiment trop riche ! En 1896, il prenait la direction de « La Lanterne ». Il avait trente-quatre ans, un bel avenir et tout aurait été parfait si Jeanne ne lui avait pas envoyé une lettre de rupture : « Mon pauvre Ary... Je me sens incapable de mener avec toi la vie que nous menons : j'aime ailleurs !... » Et elle alla vivre avec le chef de publicité du journal « La Lanterne » (1)... Briand oubliera ses malheurs dans la politique. Au début de l'année 1898, les socialistes, enfin groupés, constituaient un Comité de surveillance dont faisaient partie, auprès de Briand, Jaurès et le jeune Léon Blum. Et Briand se présenta de nouveau aux élections, à Levallois-Cligny, cette fois.

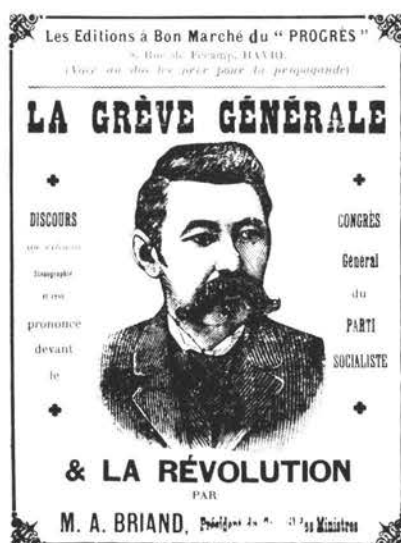
Encore battu, il quitta la direction de « La Lanterne », moyennant un *débit confidentiel* de vingt mille francs, cédant la place à M. Millerand. On parlait beaucoup de ce Briand, collaborateur de plusieurs journaux, bon orateur qui se faisait régulièrement applaudir dans les meetings de gauche. Finalement, il se retrouva secrétaire général du comité d'administra-

(1) On n'est jamais trahi que par les siens ! (NDLR)

tion du Parti socialiste. A trente-huit ans, il reprit la robe d'avocat en se faisant inscrire au Barreau de Pontoise.

Naissance d'un « grand chef »

Repentante, Jeanne était revenue et Aristide lui avait pardonné sa fugue. Tout en continuant à prêcher sur tous les tons la grève générale, M^r Briand gagnait quelques procès, en 1901, il obtint même l'acquiescement du journaliste Gustave Hervé. Retrouvant l'espoir, il se présenta une fois de plus aux élections dans la Loire. Et ce fut un triomphe ! Après une entrée très remarquée à la Chambre, il commença son étonnante carrière. Jeanne était encore sa maîtresse tout en fréquentant le milieu anarchiste, elle adorait s'encanailler, prétendant que les criminels politiques « lui donnaient le frisson ! ». Aristide eut beau la sermonner, lui exposer les dangers qu'elle courait, elle poussa très loin sa passion pour les anarchistes, engageant même comme jardinier un délinquant politique recherché par la police. Ayant appris qu'elle mettait un récidiviste dangereux dans son lit, Briand se mit en colère et, à son tour, lui adressa



L'agitateur
Briand prêche la
grève générale.
Le « Nobel de la
Paix » (sociale)
est encore à
naître.

une lettre de rupture : « ... J'ai persisté à te disputer à un paysan abruti et musclé... A peine revenue, tu parles de repartir... C'est moi qui pars !... Et maintenant Jeanne, c'est pour de bon !... »

Débarrassé de cette jolie personne devenue encombrante, il se consacra entièrement à la politique. Tout allait bien : en 1903, il faisait partie de la commission chargée de préparer « la séparation de l'Eglise et de l'Etat ». Son projet, qui comportait trente-sept articles, fut accepté et la loi fut votée. Député depuis trois ans, il devint l'un des leaders de la Chambre et il reçut son premier portefeuille, celui de ministre de l'Instruction publique et des Cultes. Installé rue de Grenelle, triomphalement réélu à Saint-Etienne, il était applaudi partout. Comme son ministère comprenait également les Beaux-Arts, il rencontrait des comédiennes. L'une d'elles, la ravissante Berthe Cerny, de la Comédie-Française, lui rendit visite à propos du sociétariat qu'on lui avait promis et qu'elle ne pouvait obtenir. Le ministre, séduit, s'engagea à arranger l'affaire et, quelques jours plus tard, sous un prétexte fallacieux, il l'invita à dîner. Berthe Cerny habitait à Saint-Cloud, une villa somptueusement meublée qu'elle devait à la générosité de son ami, M. Johnston, riche, marié et respectable qui lui avait fait un enfant, le petit François. M. Johnston, grand voyageur, venait passer quelques nuits à Saint-Cloud, laissant à sa maîtresse le soin d'élever

l'enfant de l'amour. Après leur troisième dîner en cabinet particulier, le galant ministre des Beaux-Arts reconduisit Berthe Cerny à Saint-Cloud. Elle lui demanda en souriant de renvoyer son cocher... Il faut croire que leur première nuit d'amour fut un succès car il y en eut beaucoup d'autres. Briand se plaisait dans cette villa, auprès de cette jolie femme distinguée. Celui que la France entière considérait déjà comme l'un de ses meilleurs dirigeants se conduisait en collégien. Trois fois par jour, il faisait porter à sa nouvelle conquête des billets doux par des employés du ministère. Lorsque M. Johnston apprit la liaison de Mlle Cerny, il se retira, discret, laissant la place à M. le Ministre ! Briand allait pouvoir aimer en paix celle qu'il appelait son *sphinx*, son *gentil petit cœur*, *beau doudou*, *petit Grézillou* ou encore *petite perle*. Elle l'appelait son *grand chef* ou son *petit Ary*.

Ce ministre de quarante-quatre ans retrouvait un langage d'adolescent amoureux pour lui écrire : « *Mon trésor, mon amour chéri, ma mignonne, mon gentil petit cœur, je t'adore... J'ai hâte de te serrer dans mes bras, de baiser tes yeux, ta hanche !...* » Dans le décor raffiné de la villa de Saint-Cloud, Briand était nettement déplacé, roulant ses cigarettes et coupant les filets de sole avec un couteau ordinaire. Il était mal habillé et manquait totalement de savoir-vivre. Berthe Cerny décida de faire son éducation, l'obligeant à fumer des cigarettes « toutes roulées », à découper le poisson avec le couteau « maison », lui choisissant ses costumes, ses chemises, ses chaussettes et ses cravates... Habile conseillère, elle transforma le rustre en homme du monde. On parlait beaucoup de la politique, en 1909, Briand demanda une retraite pour les ouvriers et proposa même un « actionnariat » pour les travailleurs. Cette année-là, alors qu'il avait été appelé à former le gouvernement, Léon Daudet publia, dans « L'Action Française », un portrait peu flatteur du séduisant Aristide : « *Elevé dans un lupanar, entremetteur dès l'adolescence, outrage public à la pudeur vers l'âge adulte, renégat tout le reste du temps, Aristide Briand a une tendance naturelle, innée, en quelque sorte, à ne connaître que le Droit commun !...* »

Une matraque pour la crapule

En 1910, Briand fit encore parler de lui, en proposant des contrats entre les syndicats et le patronat, négociations qu'il jugeait nécessaires. Si ses fonctions de président du Conseil le tenaient souvent loin de sa Berthe chérie, il lui adressait de tendres messages : « *Je t'aime comme aux plus beaux jours !...* » Sans explication, il changea de style politique et lui, le défenseur de l'ouvrier, décida de briser les grèves en 1910. Cette attitude mécontenta les socialistes qui le traitaient en public, de *bandit*, de *crapule* et de *salaud* ! Dans ses billets doux, il écrivait à Berthe : « *Je sens plus que jamais le besoin de toi !* »

Lorsque « l'Humanité » ouvrit une souscription en faveur des cheminots, on lut à la tribune quelques extraits des amabilités publiées dans le journal de Jaurès : « *Achat d'une matraque plombée pour abattre la crapule de Briand : un franc !* » « Une lectrice de l'Humanité qui voudrait voir Briand à la lanterne : 0,50 F ». Le 30 octobre, Briand démissionnait mais bientôt le président Fallières lui demanda de former un autre ministère et il conserva le ministère de l'Intérieur.

En janvier 1911, Berthe Cerny était en tournée sur la Côte d'Azur : « *Je m'ennuie de toi* », lui écrivait encore Briand et, le 27 février, après sa démission, il allait s'installer à Saint-Cloud. Après quelques jours de repos, il reprit sa fulgurante carrière et commença à jouer un rôle considérable dans la politique internationale, tandis que Jeanne Nouteau, entraînée par des



Deux égéries
du bel Aristide :
Jeanne Giraudeau (à gauche)
et la théâtraine Mlle Cerny.

mauvais garçons, sombrait dans la débauche. Redoutant quelque scandale, Briand la faisait surveiller. Il prenait régulièrement connaissance des rapports confidentiels que lui adressait le préfet de police sur le comportement de son ancienne maîtresse. De temps en temps, il lui faisait parvenir, en secret, quelque argent. Malgré ses mauvaises fréquentations, Jeanne n'avait rien oublié et un beau jour, elle vint à Saint-Cloud faire un scandale. Elle révéla à Berthe Cerny certains détails du passé de son « Grand Chef ». « *Je l'ai connu avant vous, le grand homme ! L'argent qu'il dépensait, c'est moi qui lui donnais. A Saint-Nazaire, il ne faisait pas le malin !* » Colportés par ses ennemis politiques, ces propos permirent à Léon Daudet d'attaquer Briand, le traitant, en pleine séance de la Chambre, de « vieux souteneur ». Quant à Clemenceau, il se contenta de le surnommer « le voyou de passage ».

Berthe Cerny, toujours attentive et prévenante, avait trouvé pour son « grand chef », un appartement de trois pièces au second étage du 52, avenue Kléber. Elle avait tout aménagé, choisissant les tapis, les rideaux, les tableaux et les bibelots.

Le 21 janvier 1913, Briand était invité à constituer un troisième ministère mais, en mars, il donnait sa démission. Un accident d'automobile le contraignit à prendre quelque repos et ce fut encore la fidèle, la dévouée Berthe Cerny qui soigna le blessé. Briand, personnage de la plus haute importance, s'était mis à fréquenter le beau monde, on le voyait dans les salons à la mode où les dames de la bonne société, pâmées, l'écoutaient. On se disputait l'honneur de le recevoir, de la princesse de Caraman Chimay à la princesse de Polignac. Ni les prestigieuses relations ni ses amours avec Berthe Cerny ne l'empêchaient d'aller coucher, de temps en temps, avec une de ses « anciennes », la Belle Otero, l'une des courtisanes les mieux payées de l'époque. Cette « horizontale » célèbre éprouvait une grande admiration pour Briand, particulièrement « au lit ». Elle raconte dans ses « Mémoires », qu'il lui offrait

quelquefois un petit bijou bon marché mais elle insiste sur un autre détail : « *C'était un grand amoureux ! Huit fois dans la même nuit. Ça, c'était un homme... un vrai !* » Témoignage intéressant venant d'une spécialiste !

Je suis un amant raté

D'après Cécile Sorel, qui connaissait bien les hommes, Briand avait « un charme irrésistible ». Elle l'avait un jour invité à déjeuner en compagnie de quelques dames, habituées à éblouir et à plaire. Briand, très écouté, leur fit une étrange déclaration : « *Je suis un pêcheur à la ligne. Un amant raté. Je m'impose la nuit des sens.* » Cécile Sorel a commenté cette confidence : « *Chacune a précisé qu'il avait dit cela pour l'autre mais qu'avec elle, il serait un amant magnifique !* » En prenant à la fois de l'importance et de l'âge, Aristide aimait à se reposer à Cocherel où Berthe Cerny s'ennuyait profondément. Le temps de la grande passion était loin, les amants n'avaient plus les mêmes goûts et ils se rencontraient moins souvent.

En 1913, le séduisant ministre fit la connaissance dans le salon de la marquise de Gamay, de Marie Bonaparte, l'arrière-petite-fille de Lucien Bonaparte, qui avait épousé le prince Georges de Grèce. Le prince avait alors cinquante et un ans, Marie en avait vingt de moins. Grande et brune, elle était très belle. Aristide l'enjôleur lui fit une cour discrète et la princesse ne se montra pas insensible à ses discours. La cour se fit plus pressante, elle consentit à l'accompagner au concert et au théâtre, elle alla dîner avec lui dans un cabinet particulier et se laissa même embrasser, mais elle refusa de partager son lit. Jalouse de Berthe Cerny, elle reprochait à Aristide, dans leurs billets tendres, cette longue liaison avec la condamnée : « *Tu vis depuis huit ans sous le toit de ton ancienne maîtresse, je ne puis subir cela et être en même temps à toi.* » En 1914, leur aventure fut brusquement interrompue par la déclaration de guerre. La princesse dut quitter Paris et le ministre se trouva en présence de

problèmes plus sérieux. L'année suivante, aussitôt rentrée à Paris, la princesse, oubliant ses principes, se jeta dans les bras d'Aristide, et, sans se soucier des commérages, se montra partout avec lui. C'était une imprudence grave. La lettre qu'elle envoyait à Briand le 28 août en est la preuve : *« Notre amour est traîné dans les rues de Paris. Nous n'avons pas été prudents. Peut-être était-ce inévitable. »* Nul n'ignorait donc la vérité, on savait que le ministre des Affaires étrangères était l'amant de la princesse de Grèce, ce qui lui attira de violentes critiques à propos de son attitude envers l'Orient et la Grèce. Il fut même accusé de favoriser l'arrivée sur le trône du prince Georges, le mari de sa maîtresse. Désolée, elle écrivit à Briand qu'elle se sentait coupable de ces attaques : *« Mon nom de pays ennemi à côté du tien salit ton nom de chef d'Etat et la foule injuste a raison quand elle m'accuse de tes erreurs. »*

Sans la délaisser complètement, Briand espaça les rencontres avec Marie et se contenta bientôt de lui adresser des lettres pleines de tendresse. Dans son ouvrage intitulé *« Les hommes que j'ai aimés »*, elle dira, à propos de son ministre adoré : *« J'ai plus regretté ses lettres que son amour. »*

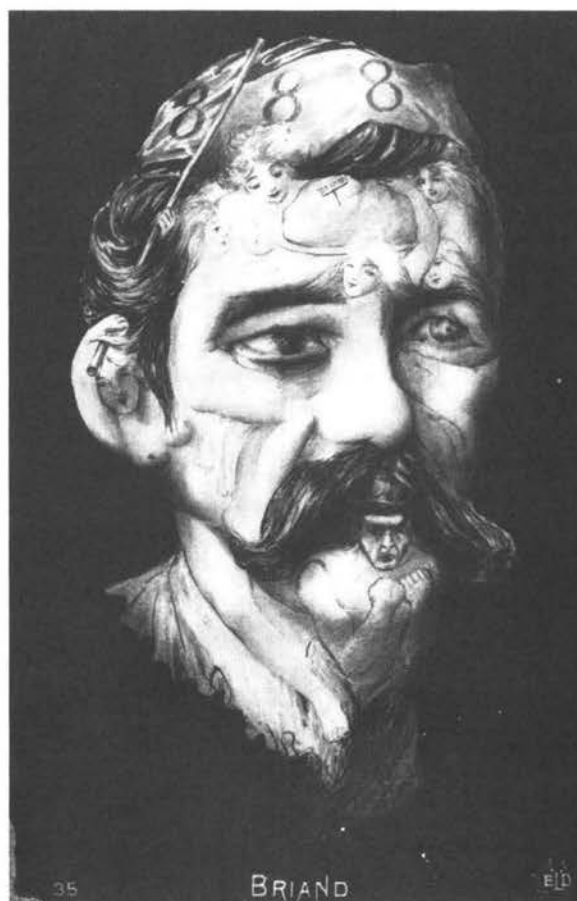
Le 20 avril 1916, Berthe Cerny avait envoyé à Briand une lettre de rupture : *« Ne vous donnez pas la peine d'arranger votre temps pour me recevoir. Ni demain ni un autre jour je n'irai chez vous. J'ai toujours eu plus de chagrin lorsque je vous quittais. Oh ! la porte que vous refermiez derrière moi, l'escalier à descendre, que tout cela me paraissait implacable, hostile et si triste ! Pourtant, je revenais... L'espoir était en moi, incertain, fragile mais, vous le savez, je suis restée enfant, très crédule, je nous sentais plus désaccordés, plus séparés, plus étrangers. Je ne me sens pas le courage de subir encore ces moments. Et puis, à quoi bon et pourquoi ? Vous n'avez rien à me dire (depuis tant de mois vous me l'auriez dit). Alors, laissez-moi vous oublier tout doucement. »* Et pourtant, en février 1918, Aristide prit le tramway pour aller déjeuner à Saint-Cloud, chez Berthe Cerny devenue pour le grand homme une confidente attentive.

De plus en plus célèbre, il constituait, en 1928, son septième ministère. C'est lui qui fit signer, cette année-là, le fameux pacte, dit *Pacte Briand-Kellog*, par soixante représentants de nations qui renonçaient à la guerre. Un an plus tard, il lançait à Genève le projet des Etats-Unis d'Europe avec un lien fédéral.

On fait chanter l'Apôtre... après sa mort

Enfin, en 1931, il commença à oublier la politique à Cocherel, dans sa propriété des Hulottes.

Quand ce fameux précurseur mourut, en 1932, après avoir reçu le prix Nobel de la Paix, les journaux du monde entier furent pleins de biographies élogieuses de celui que l'on avait surnommé *l'Apôtre de la Paix*. Selon un spécialiste de la statistique, si l'on avait collé bout à bout tous les articles publiés pour la circonstance, le ruban de papier aurait fait deux fois le tour du monde. Il y eut cependant une ombre au tableau, la plainte déposée par Jeanne, l'ex-épouse de M. Nanteau, qui vivait, à soixante et onze ans, dans la misère. La presse avait fait allusion à l'héritage de trois ou quatre millions laissés par son ancien amant, aussitôt Jeanne la scandaleuse avait proposé à la famille Briand un gros paquet de lettres très amoureuses de M^e Briand, jeune avocat... en échange de la somme assez modique de cent cinquante mille francs. La famille ayant refusé de payer, Jeanne décida d'intenter un procès aux héritiers et M^e Maurice Garçon accepta de défendre les intérêts de la vieille dame. En octobre 1933, les journalistes se passionnèrent pour cette histoire et le chroniqueur Jean Bernard écrivit, avec un certain courage : *« A plus de soixante-dix ans, Mme Jeanne Nanteau est sans ressources ; elle demande la charité, par un procédé critiquable, à coup sûr, mais enfin, en face de cette succession copieuse va-t-on la laisser mourir de faim ? »* Le procès n'eut pas lieu : Mme Jeanne Nanteau mourut quelques jours avant l'ouverture des débats...



Un portrait composite
d'Aristide Briand :
le menton
aux travailleurs
et le front...
aux dames.

Les Bretons dans le monde LÀ OU LE SOLEIL PASSE...

par Marialys BERTAULT



Ils sont partout... Même sur les timbres-poste de très improbables Etats du golfe Persique. Mais pourquoi Anne de Bretagne ? Seul Allah le sait !

RIEN n'est plus exact que ce très ancien dicton populaire : « *Lec'h ma tremen an heol, e tremen ar breton* », (« Partout où le soleil passe... ») car en quelque lieu qu'on aille à travers le monde, on rencontre inévitablement des Bretons. Cela s'explique en partie par les traits spécifiques de leur caractère, hérités de leurs ancêtres celtes : le goût du risque, la ténacité, le courage et un attrait irrésistible pour l'aventure maritime. Si l'on y ajoute les difficultés économiques, la démographie galopante, le chômage... et onze cents kilomètres de côtes qui invitent à chercher au-delà des mers ce qu'on ne trouve pas chez soi, on comprend pourquoi, d'après les statistiques, il y a presque deux fois plus de Bretons dispersés à travers le monde (six millions) que dans les cinq départements de l'ouest de l'Hexagone (3 703 384 habitants).

A l'instar de leurs moines et de leurs saints venus d'Irlande (du V^e au VII^e siècle) à bord d'auges de pierre, les Bretons se sont lancés à l'assaut des terres, des mers, du ciel et, plus récemment... de l'espace. Très tôt, les pêcheurs ont mouillé leurs filets en Islande, au Groenland, à Terre-Neuve. Ils auraient abordé au Canada, en Amérique, aux Antilles, mais,

faute de preuves, il est d'usage de laisser à Jacques Cartier et à ses Malouins l'honneur d'avoir donné, officiellement, le coup d'envoi des découvertes bretonnes. Celle du Canada est, certes, un exploit remarquable. Mais, auprès de cette entreprise parrainée par le pouvoir royal, celle, individuelle, de Malherbe n'est-elle pas cent fois plus stupéfiante ? Il est tout à fait injuste qu'elle soit pratiquement ignorée.

Un Marco Polo breton

Vitré peut s'enorgueillir d'avoir engendré Pierre-Olivier Malherbe qui, de 1592 à 1609, effectua le premier tour du monde en utilisant toutes sortes de moyens de locomotion. Auprès de son père, négociant à San Lucar de Barrameda, en Andalousie, il s'initia au commerce des toiles et des bas. En 1592, il s'embarqua pour l'Amérique où il délaissa vite la bonneterie, les métaux précieux lui paraissant d'une meilleure rentabilité. Sa quête le mena de Vera Cruz (Mexique) à Panama, puis à Lima et aux mines de Potosí en Bolivie. Nullement aveuglé par l'obsession de l'or et de l'argent, il s'intéressa,

chemin faisant, aux vestiges de la civilisation de Tihuanaco. Après avoir amassé un petit pécule, il reprit la mer, descendit jusqu'en Patagonie. Les indigènes s'étant montrés belliqueux, le navire mit le cap sur la Chine, via les Philippines. Malherbe séjourna à Canton, visita la Cochinchine, le Cambodge, le Siam où il s'embarqua pour l'Inde. Là, tel Marco Polo avec Kubilaï Khan, il gagna les faveurs du Grand Moghol Akbar. Grâce à la protection du souverain, le Breton sillonna l'Empire, y compris le Tibet, l'Afghanistan et Samarcande. Au bout de quatre ans, ayant appris l'hindoustani, le turc et le persan, il reprit son périple, emportant des présents d'Akbar pour le shah de Perse Abbas. Celui-ci tenta de le retenir en lui faisant épouser « une Persienne belle et galante », mais aux attrait de la dame, Pierre-Olivier préféra ceux du voyage. Il acheva son tour du monde par la Terre Sainte, gagna Marseille et fit un crochet par Vitré avant d'aller finir ses jours à San Lucar de Barrameda.

En dépit des services rendus, bien des Bretons demeurent aussi ignorés que ce négociant vitréen. Pour un René Madec qui dut attendre la fin du XX^e siècle et la plume historico-romanesque d'Irène Frain pour être révélé au grand public, combien demeureront à jamais dans les oubliettes de notre mémoire collective ? Certains marins et explorateurs n'échappent à cette règle que parce que leur nom figure sur les cartes. Encore faut-il une bonne loupe pour les trouver dans l'immensité des océans. Yves de Kerguelen et Julien Crozet ont laissé leur patronyme à des archipels des terres australes : Huon de Kermadec est passé à la postérité à la fois grâce au golfe et à la presqu'île de Huon, au nord de la Nouvelle-Guinée, et aux îles Kermadec, ainsi qu'à la Kermadec Trench, l'abysse la plus profonde du globe, au nord de la Nouvelle-Zélande ; Marion du Fresne, le comte de Kersaint et de Trobriand sont immortalisés par des îles ; du Couëdic et de Keraudren ont leur cap en Australie et Guichen est le parrain d'une baie, australienne, elle aussi.

Quand un rond-de-cuir se fait explorateur

Qui connaît, aujourd'hui, Guillaume Le Jean dont Renan, en 1871, déplorait la mort en ces termes : « Il était l'une des gloires de notre Bretagne, le plus intelligent et le plus courageux voyageur de France » ? Instituteur, secrétaire à la sous-préfecture de Morlaix, traduisant par plaisir la Bible en breton, Le Jean aurait pu rester toute sa vie rond-de-cuir et rat de bibliothèque. En 1848, ses convictions politiques le conduisirent dans l'ombre de Lamartine. Il devint journaliste, puis

Têtus... comme qui ?

IL arrive que le souvenir du passage des Bretons se perpétue dans la langue des pays où ils s'implantèrent. C'est ainsi qu'en Espagne, avec laquelle la Bretagne entretenait des relations commerciales très actives au Moyen Âge, on appelle, aujourd'hui encore, *bretones* les choux... de Bruxelles ! et que l'entêtement des Bretons qui, pour les Espagnols n'a d'égal que celui... des prostituées, est devenu proverbial. Ils l'expriment même de deux façons différentes, mais la signification reste rigoureusement identique :

*Al breton y a la puta
No hay razon que valga.
A la puta y al breton
No le basta razon.*

Le marquis de Rays fonda Port-Breton et s'y fit couronner roi sous le nom de Charles I^{er}.



géographe. L'étude des cartes l'incita à voyager. Après avoir parcouru la presqu'île des Balkans, il partit pour la Haute-Nubie et l'Éthiopie. Tout en affrontant mille périls, il fit œuvre de géographe, d'ethnologue et d'archéologue. Lors d'un second voyage, en 1863, il parvint sur le haut-plateau de Debra Tabor où s'élevait le campement du négus Théodore II. Traité en invité de marque, puis accusé d'espionnage, il demeura prisonnier, mais obtint de poursuivre ses voyages d'études à travers l'Éthiopie. Un peu plus tard, lavé de tout soupçon, il recouvra sa liberté. Il devait encore se rendre au Cachemire et en Turquie avant de se retirer à Morlaix, à la veille de la guerre de 1870.

Bien d'autres personnages, tout aussi oubliés, mériteraient d'être cités. Le Croisicais Pierre Bouguer, par exemple. Hydrographe, mathématicien et astronome, il fut chargé par Louis XV de mesurer sur l'équateur un arc de méridien. Albert Vieillerobe, de Vitré, entreprit plusieurs expéditions à la recherche des sources de l'Amazone. En 1900, il périt de la terrible maladie du sommeil qu'un autre Breton, médecin et prêtre, le père Jean-Louis Goarnisson, de La Feuillée (Finistère) réussit à vaincre en Haute-Volta, quarante ans plus tard. Ce Schweitzer catholique qui guérissait également les graves maladies des yeux, fréquentes en Afrique noire, fut surnommé « docteur Lumière ». En 1948, il devint conseiller de Haute-Volta, sans même avoir fait acte de candidature. Victor Segalen, de Brest, est surtout connu pour son œuvre littéraire. On se souvient, parfois, qu'il a combattu l'épidémie de peste de 1910 à Chan-hai-Kouan et mis au jour, dans la vallée de la Wei des tombes royales de la dynastie de Han, et des œuvres d'art remarquables. On oublie, généralement, que, médecin de marine en Polynésie, il sauva de la destruction les dernières œuvres de Gauguin qu'on s'appretait à brader, trois mois après la mort du peintre. Quant au musée Gauguin de Tahiti, il est l'œuvre d'un Rennais, Gilles Artur, petit-fils de l'un des fondateurs de « L'Ouest-Eclair », qui, depuis 1964, en est le conservateur.

Utopie ou escroquerie ?

Parmi tant de voyageurs, de pionniers, de bienfaiteurs, il y eut, évidemment, des illuminés et des utopistes. Le marquis de Rays, qui vit le jour à Lorient en 1832, en est le prototype. Après avoir roulé sa bosse au Far-West, en Louisiane, à Madagascar, au Sénégal et au Cambodge, il revint en Bretagne et conçut le projet de fonder une colonie libre, catholique et royaliste. Il porta son choix sur l'île de la Nouvelle-Irlande, à l'est de la Nouvelle-Guinée, et dénomma Port-Breton le site où s'installeraient les colons. De Rays émit des bons de cinq francs dont chacun représentait un hectare. Il était précisé que le souscripteur ne serait pas astreint à cultiver lui-même son lopin de terre. Le marquis donna l'exemple : il ne mit jamais les pieds à Port-Breton ! Il est vrai qu'il dépensa une grande partie de sa fortune pour affréter trois voiliers qui convoyèrent armes, vivres, matériel et, au total, trois cent cinquante émigrants. Hélas, le lieu était malsain, la terre ingrate et l'organisation

déplorable. L'entreprise tourna au désastre. En 1884, son promoteur, accusé d'escroquerie, fut condamné à quatre mois de prison et à trois mille francs d'amende.

On aurait tort de croire que les hommes détiennent le monopole de l'humeur vagabonde. Nombre de Bretonnes ont, elles aussi, quitté le pays, le plus souvent pour accompagner ou rejoindre leur époux. En dehors des femmes mariées, ce sont surtout des religieuses qu'on trouve sur les cinq continents comme enseignantes, missionnaires et infirmières. Marguerite d'Youville, fondatrice de l'ordre des Sœurs Grises de Montréal et première Canadienne française béatifiée, était la fille d'un hobereau de Médréac (Ille-et-Vilaine), émigré en 1687. Plus près de nous, Solange Bazin, entrée en religion en 1932, fonda en Nouvelle-Guinée l'ordre des Sœurs Papoues auquel elle se consacra jusqu'à sa mort. Actuellement, les sœurs Anne-Marie et Marcelle, toutes deux d'Elven, et sœur Marie-Jo, du Folgoat, remplissent une double mission, sociale et pastorale, dans les bidonvilles de Lima.

Ni bonne sœur ni épouse, Anne-Marie Le Guillou fut, pour sa part, l'héroïne d'un conte de fées moderne. Née en 1907 à Leuhan, elle émigra à Port-Colborne (Ontario) avec ses parents. Orpheline à dix ans, elle vécut de la charité de quelques âmes compatissantes jusqu'au jour où deux Américains, après une nuit passée à boire, la confièrent à Frédéric-Albert Mitchell Hedges, un Anglais qu'ils connaissaient à peine. Celui-ci avait trente-cinq ans, et n'était encore ni sir, ni membre de la Royal Geographical Society ni de plusieurs autres sociétés savantes britanniques et américaines. Aventurier au sens noble du terme, grand voyageur, champion de pêche sportive, il était jaloux de son indépendance et n'avait nulle intention de s'encombrer de cette gamine. Mais il la vit si désespérée, si misérable qu'il n'eut pas le cœur de l'abandonner. Il l'emmena au Honduras espagnol où elle montra rapidement de grandes dispositions pour la pêche, le maniement des armes à feu, ainsi que pour... le poker. Intelligente et très douée pour les langues, elle fit ses études à New York, à Londres et en France où elle retrouva des parents bretons. Elle obtint ses diplômes de coiffeuse et d'esthéticienne puis, à dix-neuf ans, retourna auprès de Mitchell Hedges. De 1926 à 1929, elle participa aux fouilles sur un site maya qu'il avait découvert. Pendant les sept années suivantes, elle fut de toutes les pêches et les explorations dans l'archipel de La Bahia, en mer des Antilles, observant, capturant, photographiant des iguanes géants, des tortues monstrueuses, des poissons préhistoriques, pêchant barracudas et requins, étudiant les oiseaux et recherchant des coquillages rares. Elle sauva la vie de son père adoptif en tirant sur un crocodile qui l'avait surpris dans son sommeil. Lorsque Mitchell Hedges retourna en Angleterre en 1937, Anne-Marie changea radicalement d'existence. Pendant trois ans, ses pérégrinations se limitèrent à la traversée Le Havre-New York et retour à bord du *Normandie* dont elle dirigeait le salon de coiffure et l'institut de beauté. Après la guerre, elle suivit sir Frédéric-Albert en Afrique du Sud, au Kenya et aux Seychelles, puis demeura auprès de lui dans le petit manoir du Berkshire où il se retira au début des années cinquante.

Les Bretons ne pouvaient manquer d'être séduits par l'aventure aérienne. Né à Baden (Morbihan) en 1899, Joseph Le Brix fut marin et aviateur. Avec Costes, il réalisa à bord du Bréguet XIX « *Nungesser-et-Coli* » un périple autour du monde : Paris-Saint-Laurent-du-Sénégal-Rio de Janeiro-San Francisco-Tokyo-Paris. Après avoir remporté huit records du monde, il trouva la mort en essayant de réaliser la liaison Paris-Tokyo sans escale. De dix ans son aîné, Maurice Noguès était rennais. Il se consacra à l'essor de l'aviation commerciale. En bon Breton, il semblait animé de l'impérieuse volonté d'aller toujours plus loin. Le premier, il effectua les liaisons Bucarest-Istanbul-Ankara en 1922, Paris-Téhéran en 1925, Marseille-Saigon en 1931. Directeur adjoint d'Air France en 1933, il n'en continua pas moins à voler. Aux commandes du prototype « *Emeraude* », il périt dans une tourmente de neige, au retour de Saïgon, en 1934.

Lorsque, il y a près de vingt ans, Olivier-Vincent Lossouarn écrivait dans son ouvrage « *Les Bretons dans le monde* » (1) : « *Gageons que le premier Français expédié dans l'espace sera breton* », son propos ressemblait plus à une boutade qu'à une prophétie. L'avenir, pourtant, lui a donné raison. Quelques esprits chagrins objecteront que Jean-Loup Chrétien n'est pas breton. Certes, il est né à La Rochelle, mais il n'avait que quelques mois lorsque sa mère quitta cette ville pour s'installer près de Morlaix où elle se remaria peu après. Ayant passé là une enfance heureuse, puis fait ses études à Saint-Brieuc, Jean-Loup se sent aussi breton que ses demi-frère et sœur, nés à Ploujean. C'est à Brest que grandit sa passion pour l'aviation, et que, à dix-sept ans, il passa son brevet de pilote. A coup sûr, il possède des qualités bien bretonnes : l'endurance et la ténacité. Pour lui, la route du cosmos fut jalonnée d'autant d'obstacles qu'en rencontrèrent Jacques Cartier, Kerguelen ou Kermadec. En 1975, il avait été désigné par le CNES (Centre national d'études spatiales) pour être l'un des candidats français au programme américain Spacelab. Recalé, ainsi que ses cinq compatriotes, il travailla comme un forcené, conscient de ses lacunes scientifiques et de la nécessité d'acquiescer une spécialisation.

En avril 1979, lorsque prit forme le projet d'inclure un Français à un vol soviétique dans l'espace, il faillit être oublié. L'armée de l'Air le considérant comme détaché auprès du CNES... alors que ce dernier était persuadé que le nécessaire était fait par l'armée de l'Air. Chrétien dut se démener pour réparer *in extremis* cette bêtise de l'administration. La sélection fut plus dure que pour le vol américain, les critères et les résultats exigés par les Soviétiques étant plus rigoureux que ceux de la NASA. Il fallait aussi, en un temps record, assimiler de solides connaissances en russe. Une fois choisi, Chrétien dut s'acclimater au mode de vie soviétique et, pendant deux ans, se soumettre à la discipline et à l'entraînement de la Cité des Étoiles. Au cours de la mission de Saliout 7, du 24 juin au 2 juillet 1982, Chrétien eut notamment à étudier, en qualité d'ingénieur expérimentateur, les réactions des systèmes cardiovasculaire et musculaire en apesanteur, ainsi que l'effet de celle-ci et du rayonnement cosmique sur la matière biologique.

(1) Editions John Didier, 1969.





L'horlogerie des Bretons à Sanlúcar de Barrameda.

DES MONTAGNES NOIRES AUX MONTAGNES ROCHEUSES

GOURIN (Morbihan), 7 août 1986. Dans la salle des fêtes pleine à craquer, on entendrait voler une mouche lorsque sur scène, micro en main, Patrick Benjamin annonce : « *Allo New York ? Ici Radio Montagnes Noires. Il est 22 h 15 à Gourin. Nous sommes plus de cinq cents réunis pour cette fête des retrouvailles. Quelle heure est-il chez vous ?* » — « *Il est 7 h 15,* répond Jean-Pierre Touchard, patron du restaurant de la 2^e avenue à l'enseigne des "Sans-Culottes", et président du Stade breton de New York. *Au nom de tous les Bretons d'Amérique, je suis heureux de saluer ceux de Gourin, Langonnet, Guiscriff, Roudouallec, ainsi que tous les amis de New York actuellement en vacances au pays.* » Au terme de son message, J.-P. Touchard lance : « *A l'année prochaine à Gourin !* »

Le touriste qui traverse la région des Montagnes Noires est surpris d'y trouver des villas superbes, des magasins et des hôtels magnifiques. Cette apparence de prospérité ne correspond pas aux difficultés économiques de cette contrée où l'ardoise, l'élevage de chevaux, de bovins et de porcs ne suffisent plus — depuis longtemps — à faire vivre les habitants. Si le visiteur a la curiosité de poser des questions, on lui répond : « *Ici, nous avons tous de la famille aux USA. C'est le pays des Américains. Certains d'entre eux font construire ou investissent dans le commerce local. Ils reviennent pour les vacances et, parfois, y prennent leur retraite.* »

Dans ce coin de la Bretagne profonde, l'émigration aux Etats-Unis n'est pas un phénomène récent. Elle a débuté en 1881 avec le départ du tailleur Nicolas Le Grand et de deux

autres Roudouallecois. Elle s'est amplifiée au début des années 1900 lorsque la firme Michelin qui, à Clermont-Ferrand, employait beaucoup de Bretons de la région, les a envoyés à Milltown (New Jersey) où elle créait une usine. Quand est venue la crise de 1929 et le chômage, il leur a fallu se recycler. Aujourd'hui, sur les cinquante restaurants français de New York, trente sont dirigés par des Bretons, et, dans les autres, le personnel est breton. Comment ces émigrés sont-ils passés de l'usine aux fourneaux ?

La vie de Rosine Le Moal illustre de façon exemplaire cette ascension. Elle est née en 1905 à Gourin où son père était charpentier. Après sa scolarité, elle trouve un emploi à l'Hôtel de la Croix-Verte. A dix-neuf ans, elle rejoint deux de ses frères à Milltown et, comme eux, travaille chez Michelin. En 1925, elle épouse Fanch Le Moal. En 1929, l'usine ferme. Le couple tente sa chance en ouvrant le « Paris Lunch » à Paterson. Quelques années plus tard, ils s'agrandissent : le « River Steel » est un hôtel-restaurant avec cinéma et dancing. Peu avant la guerre, sur la 3^e avenue à New York, ils lancent « Chez Franck ». Depuis 1954, l'établissement occupe un immeuble entier et compte trente employés, tous bretons, évidemment. Aujourd'hui, l'un des fils de Rosine a repris l'affaire familiale. Dans cette voie ouverte par les Le Moal, bon nombre de leurs compatriotes se sont engouffrés. Leurs restaurants, presque tous situés entre les 50^e et 56^e rues, portent des noms bien de chez nous : « Le café des sports », « Le coq au vin », « La vieille auberge », « La crêpe Suzette », « La mirabelle », « A la grenouille » et même « Le Chambertin » qui, malgré son nom,



Projet
(humoristique)
d'une statue
de la Liberté
au biniou
destinée
à la grand-
place
de Gourin.

n'est pas tenu par des Bourguignons mais par des Bretons. Et, bien sûr, il y a les crêperies ! La chaîne de Mme Maya de la Roche ouvre chaque année de nouvelles succursales à travers les « States ». Enfin, pour terminer en beauté ce festival gastronomique, il convient de rappeler que le Quimpérois Jean-Claude Nédellec a été le maître-queux du banquet des fêtes du centenaire de la statue de la Liberté qui, en juillet dernier, autour des présidents Reagan et Mitterrand, a réuni trois mille convives.

A New York comme partout, les associations bretonnes s'emploient activement à regrouper les émigrés. Fêtes, bals et

spectacles maintiennent les traditions, les coutumes et le folklore, entretiennent les liens avec le pays pour ceux qui ne peuvent y retourner et, surtout, initient les enfants nés sur le sol américain à la culture de leurs patries d'origine, la France et la Bretagne. Pour les sportifs, le Stade breton, fondé en 1955 par Jean Pengloan, rassemble les adeptes du foot et du cyclisme. Entre 1957 et 1960, le Stade a été plusieurs fois vainqueur des championnats de football de l'Eastern district league. Aujourd'hui, les Bretons sont champions d'Amérique... de pétanque, et, dans cette discipline, comptent une recrue de choix : Yannick Noah en personne !

On souhaite une invasion de puces

Il est tout aussi indispensable d'entretenir des relations suivies entre les deux rives de l'Atlantique, de faciliter les contacts, les échanges et les voyages. Depuis 1981, le Comité d'animation Centre Bretagne-Ouest multiplie les initiatives (antenne périodique de l'ambassade des Etats-Unis à la mairie de Gourin, création de la station locale Radio Montagnes Noires, du bureau Bretagne Trans America et ouverture d'une agence Air France) et les interventions ponctuelles. Ainsi, lorsque le gouvernement français a interdit le survol de son territoire aux bombardiers US faisant route vers Tripoli, ce message a été diffusé sur quelques radios américaines : « *Le Centre Bretagne-Ouest a décidé de déclarer libre son espace aérien par solidarité avec sa colonie !* »

Ces efforts ont pour but de rappeler aux cousins d'Amérique qui comptent dans leur clientèle et leurs amis des chefs d'entreprise et des décideurs qu'il est en leur pouvoir d'intervenir en faveur de leur région gravement touchée par le chômage. Dans sa recherche des remèdes à cette crise, la jeune équipe du CACBO ne manque ni d'idées, ni d'ambition. Elle ne vise à rien de moins que de faire des Montagnes Noires une Silicone Valley à l'échelle européenne. L'informaticien Jacques Vallée viendra prochainement de la mégapole californienne des micro-puces et des semi-conducteurs pour étudier le projet avec les responsables locaux.

Les dynamiques animateurs de ces différentes opérations, Joël Sévénéant et Patrick Benjamin savent bien qu'à l'époque actuelle, si l'on veut frapper l'opinion et remuer les foules, il faut avoir recours à la fête et aux médias. Une fois encore, ils ne sont pas en panne d'idées. Ils ont lancé une souscription pour l'érection à Gourin d'une statue de l'émigration bretonne. En granit, évidemment. Ce sera une réplique, haute de huit mètres, de « Miss Liberty » qu'on espère inaugurer en 1990. Jusque là, Air France prêterait une statue de la Liberté en polyester. Pour la fête des retrouvailles 1987, on attend à Gourin une délégation de trois cents Bretons de New York conduite par J.-P. Touchard. La ville sera pavoisée : Gwenn ha Du et Stars and Stripes mêleront dans le vent leurs bandes noires et blanches, rouges et blanches, leurs hermines et leurs étoiles. Un journal lumineux affichera en permanence... le cours du dollar.



Le duel Bobet-Robic

UN MONSIEUR CONTRE UNE MAUVAISE TÊTE

par Christian GRISEY



« Monsieur » Bobet tend son bidon à Robic lors d'une étape du Tour 1948. Même les titans ont des moments de faiblesse.

LA scène se passe à l'Institut de thalassothérapie de Quiberon, au début des années soixante-dix. Le président-directeur général Louison Bobet fait visiter l'établissement, symbole de sa réussite, à une autre gloire du sport cycliste Jean Robic, reconverti pour son compte en arbitre de catch. Salle par salle, Bobet détaille à son ex-grand rival les étapes successives de la cure marine : bains, jets d'eau, massages, kinésithérapie, où de nombreuses célébrités, nationales et internationales, viennent retrouver la forme. Silence de l'invité, d'ordinaire si prolixe, au grand étonnement de Bobet. Arrive le moment de la séparation, les deux coureurs les plus populaires de l'après-guerre se serrent la main. Jean Robic s'arrête :

— *Quand même Louison, dit-il, j'ai toujours pensé que tu étais un Monsieur.*

Ce coup de chapeau, c'est le mot de la fin d'une longue petite guerre, nourrie de mots cruels et exacerbée par d'incroyables paris, rivalité jalousement entretenue sur les routes du Tour de France.

La puce et le gentleman

Le cyclisme breton — de Lucien Mazan dit Petit-Breton à Bernard Hinault — n'a pas été avare en grands champions et fortes personnalités. Avec Jean Robic et Louison Bobet, en une seule décennie, la province s'est montrée particulièrement généreuse.

A première vue, tout sépare les deux hommes. Au physique tout d'abord, l'antinomie saute aux yeux, Robic est petit, poids plume, musculeux. A l'appui, des philologues bretonnants

affirment que Robic est un pléonasme, le suffixe *ic* étant déjà un diminutif... Bobet est élané, fin, racé. Si « Biquet » — le surnom populaire de Robic — ne peut travestir longtemps ses sentiments sur son visage tourmenté, Louison au contraire laisse rarement percer la nervosité sous un flegme apparent. Bobet est courtois, secret, policé, avec un rien de recherche dans l'expression, quand son rival est râleur, rageur et à l'occasion hâbleur pour le seul plaisir d'enquiquiner le peloton.

Ce Don Quichotte morbihannais, furieusement individualiste, se fie à sa bonne étoile, avec un certain mérite, d'ailleurs, car d'innombrables cicatrices témoignent que le sort lui a été constamment contraire. A l'inverse de cet empirique, le gentleman Bobet sait bien que le hasard adore les petits coups de pouce. Très personnel à ses débuts, il a vite compris tout l'intérêt du travail de l'équipe. Et, à l'exemple de Fausto Coppi, il se penche aussi sur les méthodes de préparation moderne. Il s'attache enfin un soigneur miracle, Raymond Le Bert, un ancien boxeur de Saint-Brieuc devenu masseur du Stade Rennais au temps des exploits des Prouff, Grumellon, Artigas et quelques autres.

Ce n'est pas pourtant dans ces contrastes que l'on trouvera la raison du combat quasi fratricide des deux coureurs bretons, mais plutôt dans un trait commun à Robic et Bobet. L'enfant du menuisier de Radenac et le fils du boulanger de Saint-Méen-le-Grand sont animés l'un et l'autre d'une volonté chevillée au corps au service d'un grand orgueil, cette potion magique du succès. « *L'enfant breton était un peu comme l'enfant spartiate qui se laissait dévorer les entrailles par un renard sans rien dire* », a écrit Hervé Le Boterf à propos des tous débuts du jeune Robic. A quinze ans celui-ci relève son premier défi. Pour se moquer du gringalet, les organisateurs d'une course de Pardon l'engagent à Pleugriffet.

— *On te donnera quarante sous, si tu cours.*

Le soir le gringalet était second devant tous les espoirs du Morbihan. Et, à dix-huit ans, il emportait à Lorient les éliminatoires régionales du Premier Pas Dunlop. Une réflexion entendue sur la ligne de départ (« *C'est-il pas malheureux d'engager des enfants pareils dans la course !* ») avait piqué au vif le champion en herbe. Hélas ! c'était en 1939. Personne n'aurait parié sur le bon déroulement des saisons cyclistes à venir...

Les vertus dopantes du bleu-blanc-rouge

On retrouve le même ressort d'orgueil blessé dans les grands exploits de Louison Bobet. L'apprenti boulanger, encouragé par toute sa famille, prenait chaque dimanche le départ d'une course locale. La veille, le *pater familias* dispensait le fiston de la corvée de fournil. Adolescent efflanqué, complètement inexpérimenté, le jeune Bobet jetait ses forces dans la bagarre puis finissait distancé par plus calculateur que lui. En 1946, comme il venait de perdre d'un pneu le championnat de Bretagne, Louison se lamentait sur son sort.

— *Si tu continues à pleurer, lui dit un officiel, tu n'iras pas au championnat de France.*

Le 12 août, le championnat réunissait les espoirs amateurs et les vétérans indépendants, tous pressés d'en découdre, car c'était la première fois que, depuis six ans, les coureurs de toutes les régions de France se retrouvaient dans la même course. Au moment de vérité, dans la côte de Bièvres, trois hommes se détachent, le Poitevin Laborderie, qui a pris l'initiative de l'attaque, le nordiste Imbert et l'inconnu Bobet. L'échappée se passe bien, chacun effectuant sa part de relais, Imbert, le plus fort, appuie sur les pédales et lâche Laborderie,

mais, dans sa roue, le Breton serre les dents. Il se sent en forme, mais plutôt que de prendre un risque, il tient tête en souplesse aux dix furieux démarrages d'Imbert. Ensemble, les deux hommes pénètrent sur la piste de la « Cipale » au bois de Vincennes. Le Breton, ce qu'il avait prévu, règle le nordiste au sprint de trois longueurs. Pas question de pleurer ce jour-là, même de joie, pour le fragile Louison.

Voilà le jeune homme revêtu pour la première fois de bleu-blanc-rouge. Un an plus tôt Robic avait lui aussi endossé un maillot de champion de France, celui de cyclo-cross professionnel, spécialité où son endurance lui permettrait de se construire un beau palmarès. Pour des garçons à la tête si près du bonnet, le tricolore avait des vertus plus dopantes que la meilleure topette miracle.

Le Tour de France 1947 — le premier Tour de l'après-guerre — allait faire entrer « Biquet » dans la légende du sport cycliste, tout près de Petit-Breton et de Christophe. La plus grande course cycliste du monde se courait encore par équipes nationales et régionales. Pour d'obscures raisons, Robic avait été écarté de la sélection nationale et se trouvait leader très contesté de l'équipe de l'Ouest. Le tour était déjà sérieusement avancé, les Alpes franchies, que le grimpeur Robic n'avait toujours pas effectué les miracles annoncés. Une sérieuse grogne régnait dans l'équipe à la veille de la grande étape pyrénéenne Luchon-Pau. Comme « Biquet » annonçait avec force détails comment il allait gagner le lendemain, ses coéquipiers, excédés, le traitèrent de vantard et faillirent en venir aux mains.

— *Tu t'imagines que tu vas gagner le Tour, mais Vietto (le porteur du maillot jaune) est plus fort que toi !*

— *Si je dépasse Vietto dans chaque col, je profiterais à chaque fois d'une minute de bonification. Et s'il me rejoint, je l'alignerais au col suivant.*

Journée mémorable pour les fans du cyclisme. Le soleil de juillet faisait fondre le goudron. Mais les « forçats de la route » devaient escalader les cols de Peyresourde, d'Aspin, de Soulor et de l'Aubisque. Après cinq kilomètres dans Peyresourde, le peloton avait éclaté et un seul homme, Pierre Brambilla, résistait encore à la furia de « Biquet ». Puis l'Italien de l'équipe de France décrochait à son tour. Robic augmentait son avance et raflait comme prévu la bonification à chaque col. « *J'étais devenu fou*, racontera un jour le champion. *Je me parlais tout haut, comme pour me rassurer : Jean, tu vois la branche qui dépasse de l'arbre au bord de la route ? C'est l'arrivée... Je sprintais. L'arbre était dépassé et je ne voyais toujours pas la ligne...* » Au bout de ces cent quatre-vingt-quinze kilomètres de cauchemar, René Vietto, le leader du Tour, finissait deuxième mais à dix minutes et quarante-trois secondes du redoutable grimpeur.

— *Tu as fait un truc formidable, p'tite tête de cuir*, dit à Robic son coéquipier Eloi Tassin, l'un des détracteurs de la veille. *S'il n'y avait ces huit minutes de retard que tu comptes encore au classement général, je parierais que tu pourrais terminer second à Paris...*

« Biquet », tu ne peux plus gagner le Tour...

Il ne restait plus en effet que six étapes sans grand relief de Pau à Paris. C'était trop tard pour détrôner Vietto, le « roi René », admiré du public depuis ce Tour de France de 1934 où vainqueur des Alpes, il s'était sacrifié dans les Pyrénées, dans un geste beau comme l'antique, en donnant sa roue au maillot jaune Antonin Magne. Pourtant, dans le contre-la-montre Vannes-Saint-Brieuc, Robic grignotait à nouveau de précieuses

minutes et Vietto cédait le maillot jaune à son coéquipier Brambilla.

Au matin de la dernière étape Caen-Paris, un seul homme croyait à la victoire de Robic et encore cet homme était-il « Biquet » lui-même... A six heures, le directeur de l'équipe de l'Ouest, l'ancien coureur Pierre Cloarec, ouvre la porte de sa chambre et se fait paternel :

— *Jean, c'est le dernier jour. Tu ne peux plus gagner le Tour mais une place de troisième nous comblera de joie.*

« Biquet » s'étrangle de rage. On va voir ce qu'on va voir...

mille « balles », puis à cent mille un peu plus loin. Robic promet puis se fâche. Jules Véron, le directeur de l'équipe nationale, réfléchit vite : le Tour est perdu pour Brambilla, mais « Fach » peut gagner. A une seule condition : lâcher Robic. Il fait donc décrocher un autre tricolore, Lucien Teisseire, d'un groupe d'échappés où personne n'est vraiment dangereux au classement général. Le Breton est théoriquement condamné par cette coalition. A Marly-le-Roi, une fausse manœuvre de Teisseire provoque (volontairement, accuse Robic) la chute du vainqueur virtuel. Nouveau retournement, Fachleitner fonce seul vers la victoire finale. Mais le Breton, au milieu d'une



Louison Bobet.
(Dessin de Redon).

D'ailleurs la mère et la femme de Robic ne lui ont-elles pas affirmé qu'il est le meilleur ?

Robic se sent très fort. Alors dans la côte de Bonsecours à Rouen, qui entre en même temps dans les annales vélocipédiques, il provoque le coup de théâtre. Une attaque sèche et tout bascule. Brambilla « mord son guidon » et guette des roues secourables. Un seul coureur, le rude Edouard Fachleitner de l'équipe nationale tient tête au Breton déchaîné. Le tandem gagne de précieuses minutes. Robic est virtuellement maillot jaune. Fachleitner, surnommé « le berger de Manosque », s'interroge sur ses intérêts. Et il monnaie ses relais à cinquante

foule énorme venue applaudir ses idoles Vietto et « Biquet », revient sur son rival dans la côte du Cœur-Volant. Non, le maillot jaune que lui remet Gaston Monnerville au Parc des Princes, il ne l'a pas volé. Cloarec, défaitiste du matin, exulte et explique :

— *Ce Robic, quel caractère de cochon ! Il n'est pas Breton pour rien...*

A Radenac, ce soir-là, le curé fait sonner le tocsin et apprend lui-même la grande nouvelle à ses ouailles. Les habitants improvisent une retraite aux flambeaux et il paraît que jamais on a tant bu dans le village.

Dans l'épique, il serait dur de rivaliser avec le vainqueur de 1947. Le jeune Louison Bobet, qui venait de gagner en beauté le circuit des Boucles de la Seine, en ferait le dur apprentissage. Le Tour 1947, Bobet en avait pris le départ dans l'équipe nationale. Mais il n'avait pas dépassé les Alpes. Dans l'étape Grenoble-Briançon, il terminait épuisé à trente-sept minutes du premier. Le lendemain, il chutait lourdement dans la descente du col d'Allos et refusait avec obstination de poursuivre l'étape. Cet abandon dans son premier Tour de France donnerait lieu à une méchante campagne contre le jeune coureur. Bénéficiaire d'un grand coup de cœur du public, dès sa victoire aux Boucles

sa piètre figuration de l'année précédente, il prend le départ dans la même équipe nationale que le vainqueur 1947. Ce Tour 1948, couru par un temps exécrable, est l'un des plus durs de l'après-guerre. Sur les cent vingt coureurs au départ, il n'en restera plus que quarante-quatre à l'arrivée au Parc des Princes.

La bataille de Cannes

Maillot jaune dans les Pyrénées, le jeune Breton est ravagé par une crise de furonculose quand arrivent les décisives étapes



L'héritier des deux couronnes, celle de « Monsieur » Bobet et celle du grand Robic : Bernard Hinault. (Dessin de Redon).

de la Seine, il devenait la cible des journalistes spécialisés. Et de comparer le douillet Bobet à l'héroïque Robic. Il est vrai que Robic, en 1944, avait terminé Paris-Roubaix avec une fracture du crâne ! Et c'est seulement à la suite d'une seconde fracture du crâne dans un autre Paris-Roubaix, en 1946, qu'il se décidait à adopter son inséparable casque de cuir. C'était désormais à Bobet de faire un sort à la méchante rumeur de coureur fragile et quasi souffreteux.

Cette revanche, l'enfant de Saint-Méen la prend, avec panache, dans le Tour de France 1948, une revanche toute de volonté et, sans exagérer, de dépassement de soi-même. Malgré

alpestres. Il souffre d'un anthrax sur le dessus d'un pied, juste là où serre la courroie du cale-pied. Au terme de Marseille-San Remo, on a dû descendre Louison Bobet de vélo et il s'est évanoui. Des sanglots dans la voix, il avoue aux radio-reporters que la souffrance est insupportable. La presse publie des photos où l'on voit le champion en difficulté. Les commentateurs écrivent qu'il est au bord de l'abandon et doutent ouvertement qu'il puisse aller au-delà du col de Turini, la difficulté du lendemain entre San Remo et Cannes.

Dans un milieu aussi dur, les « cadeaux » sont rarissimes. Bobet n'a pas à en attendre. Un signe de défaillance dans le

Turini et ce sera l'hallali. Alors le moribond de la veille prend l'initiative dans le Turini, histoire d'empêcher Gino Bartali, vainqueur de 1938, le superfavori de 1948 — ne vient-il pas de gagner les deux grandes étapes des Pyrénées ? — de mener le jeu à sa guise. Dans le col du Castillon, le Belge (de Saint-Pol-de-Léon) Roger Lambrecht est parti seul. Un homme le rejoint et le plante là, c'est Bobet. Rejoint à son tour par quatre échappés dans la vallée, il règle quand même ceux-ci dans un sprint magistral sur la Croisette.

Une réflexion, le jour de l'arrivée à Paris, désigne bien la blessure secrète du coureur, encore vive malgré la victoire de Cannes, cette victoire sur lui-même :

— *Ils peuvent l'écrire, que je suis « fils à maman », que j'ai été élevé dans du coton, que je pleure comme une fille. S'ils savaient ce que je m'en f... En ce moment, en tout cas.*

La cohabitation dans la même équipe d'hommes de cette trempe n'était pas des plus amicales. Maurice Archambaud, le patron des Français, et Vietto, le sage du peloton, pouvaient bien dépenser toutes leurs réserves de diplomatie : Biquet n'acceptait pas la promotion soudaine de Bobet. Furieux de n'avoir pu s'imposer dans les Pyrénées à un Bartali dominant le lot, Biquet annonçait un festival dans les Alpes, faisant déjà passer pour profits et pertes le maillot jaune de son coéquipier. « *Un lion va répondre à un lionceau* », menaçait Biquet. Mais il faisait froid, très froid entre Cannes et Lausanne, au cours des trois étapes alpestres. Et Robic détestait le froid. Aussi coinçait-il dans le Galibier, à deux doigts de l'abandon. Dans le col de Porte, « la sorcière aux dents vertes », frappait durement Bobet à son tour. « Il vecchio », le vieux Bartali triomphait à Briançon, puis à Aix-les-Bains et enfin à Lausanne. Ce triplé magistral mettait les deux Bretons d'accord.

Rien de décisif ne permettra, de 1949 à 1953, de départager les supporters des deux coureurs. En 1950, Bobet a terminé troisième du Tour à vingt-deux minutes derrière le Suisse Ferdi Kubler ; en 1952, Robic a tenu tête au grand Coppi, il a sauvé l'honneur dans le mont Ventoux, mais il est cinquième à trente-huit minutes du « championissimo » italien. C'est la guerre de tranchées et parfois les arguments volent bas. A

commencer par les vilains doutes émis sur la réalité de la celtitude du rival.

Le grand duel n'eut pas lieu

L'année 1953 sera-t-elle celle de la vérité ? A Strasbourg, sur la ligne de départ, Jean Robic, sous le maillot blanc de l'équipe de l'Ouest, se désigne lui-même comme l'ennemi numéro un du capitaine de l'équipe tricolore :

— *Bobet aura contre lui l'équipe de l'Ouest et il s'apercevra que nous sommes têtus.*

Rodomontade ? Non, car sur son terrain de prédilection, les Pyrénées, le vainqueur de 1947 réussit une nouvelle fois son grand numéro. Il caracole en tête, rageur, grimaçant. Premier au Tourmalet, à l'Aspin et à Peyresourde. Et à Luchon, il devance Bobet et endosse le maillot jaune. Les Français de Marcel Bidot sont inquiets, furibonds, surtout que Robic dispose de lieutenants de choc, ses compatriotes Jean Malléjac et François Mahé. Dès le départ d'Albi-Béziers, ils lancent les manivelles comme des forcenés. En haut du col du Fauredo, Bobet et les siens, marqués par Malléjac, précèdent Robic et sa troupe de plusieurs minutes et poursuivent leurs efforts sur les montagnes russes des Cévennes. A ce moment, il reste encore cent quatre-vingts kilomètres à courir, Robic n'est pas à son aise, mais il peut espérer encore limiter la casse et renaître de ses cendres dans les Alpes... Hélas, dans la descente, il touche une roue et tombe. Relevé, remis en selle, en état de choc, il oscille mais refuse de monter dans la voiture-balai. Non, « ils » ne verraient pas ça ! A Béziers le soir, il avait quarante-cinq minutes de retard...

Le grand face à face tant espéré, celui d'où les hommes sortent plus grands, tout comme la guerre de Troie, n'aura pas lieu. Dans l'Izoard, Louison Bobet forge avec panache, sans appel, la première de ses trois victoires dans le Tour de France.

On se prend à rêver, sous le soleil de plomb de la Casse déserte, sur cette route de silex et de poussière, de ce qu'aurait pu être ce fabuleux *mano a mano* entre les deux forçats de la lande.



Louison félicite Bernard. La province de la duchesse Anne est terre bénie pour la « petite reine ».



N° 83 La torture



N° 84 Photos insolites

22 F l'unité

4 numéros 60 F

8 numéros 110 F

12 numéros 140 F

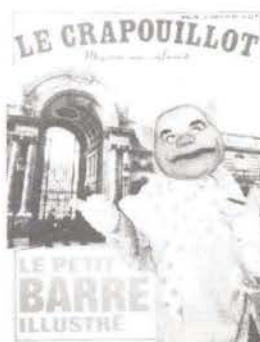
(Frais d'expédition compris)



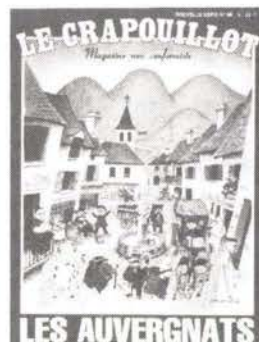
N° 85 Vrais miracles et faux prodiges



N° 86 Les morts mystérieuses



N° 87 Le Petit Barre illustré



N° 88 Les Auvergnats



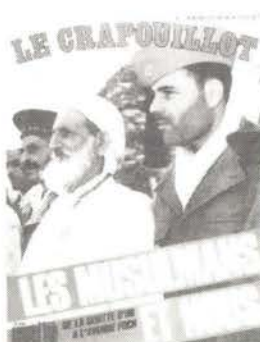
N° 89 L'or



N° 90 Ah, les beaux héritages !



N° 91 Les coups d'Etat



N° 92 Les musulmans et nous



HS N° 6 Petite histoire des maisons closes



HS N° 7 Les monstres

LE CRAPOUILLOT

34, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX - Tél. : 49.00.02.02

ECRIRE EN MAJUSCULES S.V.P.

NOM PRENOM.....

ADRESSE

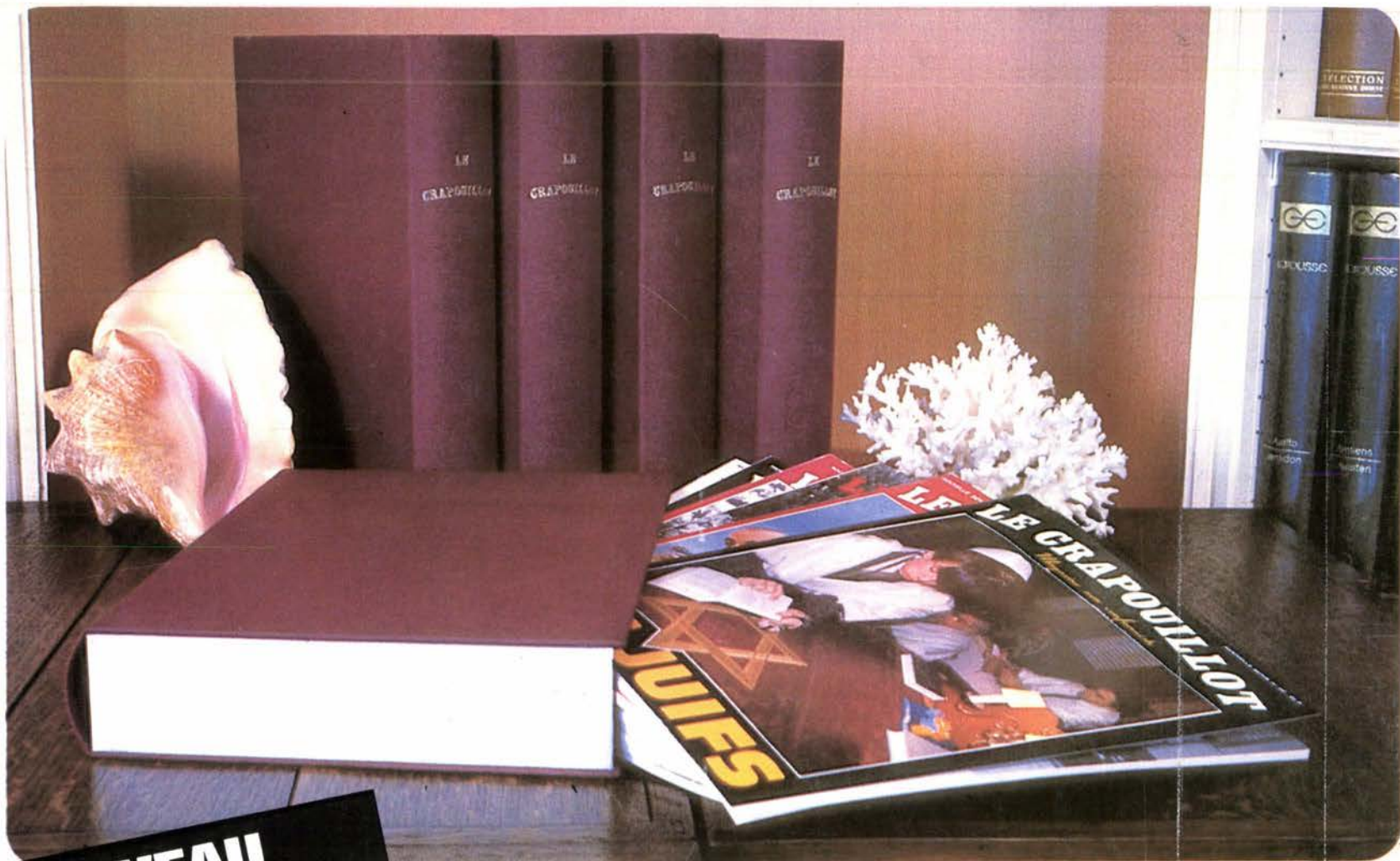
Je désire recevoir les numéros 83 ☐ 84 ☐ 85 ☐ 86 ☐ 87 ☐ 88 ☐ 89 ☐ 90 ☐ 91 ☐ 92 ☐ HS 6 ☐ HS 7 ☐

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire ☐ ; chèque postal ☐ ; mandat-lettre ☐ **CCP 25391 74 C PARIS**

Mettre une croix dans les carrés choisis - Nous n'acceptons pas les Eurochèques. France métropolitaine uniquement.

DOM-TOM et étranger tarif sur demande

Recopiez ce bon si vous ne voulez pas découper ce numéro.



NOUVEAU

UNE BONNE SOLUTION POUR CONSERVER VOS NUMÉROS DU

CRAPOUILLOT

Au fur et à mesure des années, votre collection du « CRAPOUILLOT » prendra de plus en plus de valeur. Chaque numéro constitue une mine de références auxquelles le lecteur soucieux d'informations piquantes a toujours besoin de faire appel. C'est dans ce but que nous avons mis au point ces luxueux écrins-reliures où vous pourrez ranger vos exemplaires et les consulter aisément. Vendus au prix de 59 F (frais d'expédition compris), ils se présentent comme des boîtes cartonnées recouvertes d'un très beau toilé de couleur bordeaux uniquement. Chaque écrin peut contenir 8 numéros. Délai d'expédition : 3 semaines.

ATTENTION : ces écrins ne sont pas de la même fabrication que les précédents.

L'ÉCRIN-RELIURE DE BIBLIOTHÈQUE

**Pour les recevoir, il vous suffit de remplir ce bon de commande
et de le retourner à nos bureaux : 34, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX**

ÉCRIRE EN MAJUSCULES S.V.P.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

désire recevoir..... Écrins(s)-reliure(s) « Le Crapouillot » au prix de 59 F (frais d'expédition compris)
que je règle (1) par :

- ☐ chèque bancaire ☐ mandat-lettre
☐ versement au CCP : SEPA 25.391.74 C Paris

(1) Mettre une croix dans le carré choisi

N.B. Si vous préférez ne pas découper votre revue, envoyez-nous simplement une carte de visite ou une feuille comportant vos nom et adresse avec la mention « ECRIN-RELIURE LE CRAPOUILLOT » accompagnée de votre règlement.